SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 139° — Numero 28

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 4 febbraio 1998** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale**, *oltre alla* **Serie generale**, *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO IMPORTANTE

Per informazioni e reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi n. 10 - 00100 Roma, telefoni (06) 85082149/2221.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 19 gennaio 1998, n. **10.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla sicurezza nucleare, fatta a Vienna il 20 settembre 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla sicurezza nucleare, fatta a Vienna il 20 settembre 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 31 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 51 milioni annue a decorrere dal 1997, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 gennaio 1998

SCALFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

CONVENTION SUR LA SURETE NUCLEAIRE

PREAMBULE

LES PARTIES CONTRACTANTES

i) Conscientes de l'importance pour la communauté internationale qu'il soit fait en sorte que l'utilisation de l'énergie nucléaire soit sûre, bien réglementée et écologiquement rationnelle;

ii) Réaffirmant la nécessité de continuer à promouvoir un haut niveau de sûreté nucléaire dans le monde entier;

iii) Réaffirmant que la responsabilité de la sûreté nucléaire incombe à l'Etat sous la juridiction duquel se trouve une installation nucléaire;

iv) Désireuses de promouvoir une véritable culture de sûreté nucléaire;

v) Conscientes que les accidents survenant dans les installations nucléaires peuvent avoir des incidences transfrontières;

vi) Ayant présentes à l'esprit la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (1979), la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire (1986) et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique (1986);

vii) Affirmant l'importance de la coopération internationale pour améliorer la sûreté nucléaire par le biais des mécanismes bilatéraux et multilatéraux existants et de l'élaboration de la présente Convention incitative;

viii) Considérant que la présente Convention comporte l'engagement d'appliquer des principes fondamentaux de sûreté pour les installations nucléaires plutôt que des normes de sûreté détaillées et qu'il existe, en matière de sûreté, des orientations définies au niveau international qui sont actualisées de temps à autre et qui peuvent donc donner des indications sur les moyens les plus récents d'atteindre un haut niveau de sûreté;

ix) Affirmant la nécessité d'entreprendre rapidement l'élaboration d'une convention internationale sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs dès que le processus d'élaboration des fondements de la sûreté de la gestion des déchets qui est en cours aura abouti à un large accord international;

x) Considérant qu'il est utile de poursuivre les travaux techniques sur la sûreté d'autres parties du cycle du combustible nucléaire et que ces travaux pourraient, à terme, faciliter le développement des instruments internationaux actuels ou futurs;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. OBJECTIFS, DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE PREMIER. OBJECTIFS

Les objectifs de la présente Convention sont les suivants :

i) Atteindre et maintenir un haut niveau de sûreté nucléaire dans le monde entier grâce à l'amélioration des mesures nationales et de la coopération internationale, et notamment, s'il y a lieu, de la coopération technique en matière de sûreté;

ii) Etablir et maintenir, dans les installations nucléaires, des défenses efficaces contre les risques radiologiques potentiels afin de protéger les individus, la société et l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants émis par ces installations;

iii) Prévenir les accidents ayant des conséquences radiologiques et atténuer ces conséquences au cas où de tels accidents se produiraient.

ARTICLE 2. DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

i) Par "*installation nucléaire* , il faut entendre, pour chaque Partie contractante, toute centrale electronucléaire civile fixe relevant de sa juridiction, y compris les installations de stockage, de manutention et de traitement des matières radioactives qui se trouvent sur le même site et qui sont directement liées à l'exploitation de la centrale électronucléaire. Une telle centrale cesse d'être une installation nucléaire lorsque tous les éléments combustibles nucléaires ont été retirés définitivement du coeur du réacteur et stockés de façòn sûre conformément aux procédures approuvées, et qu'un programme de déclassement a été approuvé par l'organisme de reglementation;

ii) Par "*organisme de réglementation*", il faut entendre, pour chaque Partie contractante, un ou plusieurs organismes investis par celle-ci du pouvoir juridique de délivrer des autorisations et d'élaborer la réglementation en matière de choix de site, de conception, de construction, de mise en service, d'exploitation ou de déclassement des installations nucléaires.

iii) Par "*autorisation*", il faut entendre toute autorisation que l'organisme de réglementation délivre au requérant et qui lui confère la responsabilité du choix de site, de la conception, de la construction, de la mise en service, de l'exploitation ou du déclassement d'une installation nucléaire;

ARTICLE 3. CHAMP D'APPLICATION

La présente Convention s'applique à la sûreté des installations nucléaires.

CHAPITRE 2. OBLIGATIONS

a) Dispositions générales

ARTICLE 4. MESURES D'APPLICATION

Chaque Partie contractante prend, en droit interne, les mesures législatives, réglementaires et administratives et les autres dispositions qui sont nécessaires pour remplir ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 5. PRESENTATION DE RAPPORTS

Chaque Partie contractante présente pour examen, avant chacune des réunions visées à l'article 20, un rapport sur les mesures qu'elle a prises pour remplir chacune des obligations énoncées dans la présente Convention.

ARTICLE 6. INSTALLATIONS NUCLEAIRES EXISTANTES

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que la sûreté des installations nucléaires qui existent au moment où la présente Convention entre en vigueur à son égard soit examinée dès que possible. Lorsque cela est nécessaire dans le cadre de la présente Convention, la Partie contractante fait en sorte que toutes les améliorations qui peuvent raisonnablement être apportées le soient de façon urgente en vue de renforcer la sûreté de l'installation nucléaire. Si un tel renforcement n'est pas réalisable, il convient de programmer l'arrêt de l'installation nucléaire dès que cela est possible en pratique. Pour l'échéancier de mise à l'arrêt, il peut être tenu compte de l'ensemble du contexte énergétique et des solutions de remplacement possibles, ainsi que des conséquences sociales, environnementales et économiques.

b) Législation et réglementation

ARTICLE 7. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

1. Chaque Partie contractante établit et maintient en vigueur un cadre législatif et réglementaire pour régir la sûreté des installations nucléaires.

2. Le cadre législatif et réglementaire prévoit :

   i) L'établissement de prescriptions et de règlements de sûreté nationaux pertinents;

   ii) Un système de délivrance d'autorisations pour les installations nucléaires et l'interdiction d'exploiter une installation nucléaire sans autorisation;

   iii) Un système d'inspection et d'évaluation réglementaires des installations nucléaires pour vérifier le respect des règlements applicables et des conditions des autorisations;

iv) Des mesures destinées à faire respecter les règlements applicables et les conditions des autorisations, y compris la suspension, la modification ou le retrait de celles-ci.

ARTICLE 8. ORGANISME DE REGLEMENTATION

1. Chaque Partie contractante crée ou désigne un organisme de réglementation chargé de mettre en oeuvre les dispositions législatives et réglementaires visées à l'article 7, et doté des pouvoirs, de la compétence et des ressources financières et humaines adéquats pour assumer les responsabilités qui lui sont assignées.

2. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour assurer une séparation effective des fonctions de l'organisme de réglementation et de celles de tout autre organisme ou organisation chargé de la promotion ou de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

ARTICLE 9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE D'UNE AUTORISATION

Chaque Partie contractante fait le nécessaire pour que la responsabilité première de la sûreté d'une installation nucléaire incombe au titulaire de l'autorisation correspondante et prend les mesures appropriees pour que chaque titulaire d'une autorisation assume sa responsabilité.

c) Considérations générales de sûreté

ARTICLE 10. PRIORITE A LA SURETE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que toutes les organisations qui mènent des activités concernant directement les installations nucléaires établissent des stratégies accordant la priorité requise à la sûreté nucléaire.

ARTICLE 11. RESSOURCES FINANCIERES ET HUMAINES

1. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriees pour que des ressources financières adéquates soient disponibles pour les besoins de la sûreté de chaque installation nucléaire pendant toute la durée de sa vie.

2. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées afin qu'un nombre suffisant d'agents qualifiés ayant été formés, entraînés et recyclés comme il convient soient disponibles pour toutes les activités liées à la sûreté qui sont menées dans ou pour chaque installation nucléaire pendant toute la durée de sa vie.

ARTICLE 12. FACTEURS HUMAINS

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que les possibilités et les limites de l'action humaine soient prises en compte pendant toute la durée de la vie d'une installation nucléaire.

ARTICLE 13. ASSURANCE DE LA QUALITE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que des programmes d'assurance de la qualité soient établis et exécutés en vue de garantir que les exigences spécifiées pour toutes les activités importantes pour la sûreté nucléaire sont respectées pendant toute la durée de la vie d'une installation nucléaire.

ARTICLE 14. EVALUATION ET VERIFICATION DE LA SURETE

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour qu'il soit procédé à :

i) Des évaluations de sûreté approfondies et systématiques avant la construction et la mise en service d'une installation nucléaire et pendant toute la durée de sa vie. Ces évaluations sont solidement étayées, actualisées ultérieurement compte tenu de l'expérience d'exploitation et d'informations nouvelles importantes concernant la sûreté, et examinées sous l'autorité de l'organisme de réglementation;

ii) Des vérifications par analyse, surveillance, essais et inspections afin de veiller à ce que l'état physique et l'exploitation d'une installation nucléaire restent conformes à sa conception, aux exigences nationales de sûreté applicables et aux limites et conditions d'exploitation.

ARTICLE 15. RADIOPROTECTION

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, dans toutes les conditions normales de fonctionnement, l'exposition aux rayonnements ionisants des travailleurs et du public due à une installation nucléaire soit maintenue au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre et qu'aucun individu ne soit exposé à des doses de rayonnement qui dépassent les limites de dose prescrites au niveau national.

ARTICLE 16. ORGANISATION POUR LES CAS D'URGENCE

1. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées afin qu'il existe, pour les installations nucléaires, des plans d'urgence internes et externes qui soient testés périodiquement et qui couvrent les actions à mener en cas de situation d'urgence.

Pour toute installation nucléaire nouvelle, de tels plans sont élaborés et testés avant qu'elle ne commence à fonctionner au-dessus d'un bas niveau de puissance approuvé par l'organisme de réglementation.

2. Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que, dans la mesure où elles sont susceptibles d'être affectées par une situation d'urgence radiologique, sa propre population et les autorités compétentes des Etats avoisinant l'installation nucléaire reçoivent des informations appropriées aux fins des plans et des interventions d'urgence.

3. Les Parties contractantes qui n'ont pas d'installation nucléaire sur leur territoire, dans la mesure ou elles sont susceptibles d'être affectées en cas de situation d'urgence radiologique dans une installation nucléaire voisine, prennent les mesures appropriées afin d'élaborer et de tester des plans d'urgence pour leur territoire qui couvrent les actions à mener en cas de situation d'urgence de cette nature.

d) Sûreté des installations

ARTICLE 17. CHOIX DE SITE

Chaque Partie contractante prend les mesures necessaires pour que les procédures appropriees soient mises en place et appliquées en vue :

i) D'évaluer tous les facteurs pertinents liés au site qui sont susceptibles d'influer sur la sûreté d'une installation nucléaire pendant la durée de sa vie prévue;

ii) D'évaluer les incidences qu'une installation nucléaire en projet est susceptible d'avoir, du point de vue de la sûreté, sur les individus, la société et l'environnement;

iii) De réévaluer, selon les besoins, tous les facteurs pertinents mentionnés aux alinéas i) et ii) de manière à garantir que l'installation nucléaire reste acceptable du point de vue de la sûreté;

iv) De consulter les Parties contractantes voisines d'une installation nucléaire en projet dans la mesure où cette installation est susceptible d'avoir des conséquences pour elles, et, à leur demande, de leur communiquer les informations nécessaires afin qu'elles puissent évaluer et apprécier elles-mêmes l'impact possible sur leur propre territoire de l'installation nucléaire du point de vue de la sûreté.

ARTICLE 18. CONCEPTION ET CONSTRUCTION

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées pour que :

i) Lors de la conception et de la construction d'une installation nucléaire, plusieurs niveaux et methodes de protection fiables (défense en profondeur) soient prévus contre le rejet de matières radioactives, en vue de prévenir les accidents et d'atténuer leurs conséquences radiologiques au cas où de tels accidents se produiraient;

ii) Les technologies utilisées dans la conception et la construction d'une installation nucléaire soient éprouvées par l'expérience ou qualifiées par des essais ou des analyses;

iii) La conception d'une installation nucléaire permette un fonctionnement fiable, stable et facilement maitrisable, les facteurs humains et l'interface homme-machine étant pris tout particulièrement en considération.

ARTICLE 19. EXPLOITATION

Chaque Partie contractante prend les mesures appropriées afin que :

i) L'autorisation initiale d'exploiter une installation nucléaire se fonde sur une analyse de sûrete appropriee et un programme de mise en service démontrant que l'installation, telle que construite, est conforme aux exigences de conception et de sûrete;

ii) Les limites et conditions d'exploitation découlant de l'analyse de sûreté, des essais et de l'expérience d'exploitation soient définies et révisées si besoin est pour délimiter le domaine dans lequel l'exploitation est sûre;

iii) L'exploitation, la maintenance, l'inspection et les essais d'une installation nucléaire soient assurés conformément à des procédures approuvées;

iv) Des procédures soient établies pour faire face aux incidents de fonctionnement prévus et aux accidents;

v) L'appui nécessaire en matière d'ingénierie et de technologie dans tous les domaines liés à la sûreté soit disponible pendant toute la durée de la vie d'une installation nucléaire;

vi) Les incidents significatifs pour la sûreté soient notifiés en temps voulu par le titulaire de l'autorisation correspondante à l'organisme de réglementation;

vii) Des programmes de collecte et d'analyse des données de l'expérience d'exploitation soient mis en place, qu'il soit donné suite aux résultats obtenus et aux conclusions tirées, et que les mécanismes existants soient utilisés pour mettre les données d'expérience importantes en commun avec des organismes internationaux et avec d'autres organismes exploitants et organismes de réglementation;

viii) La production de déchets radioactifs résultant de l'exploitation d'une installation nucléaire soit aussi réduite que possible compte tenu du procédé considéré, du point de vue à la fois de l'activité et du volume, et que, pour toute opération nécessaire de traitement et de stockage provisoire de combustible irradié et de déchets directement liés à l'exploitation et se trouvant sur le même site que celui de l'installation nucléaire, il soit tenu compte du conditionnement et du stockage définitif.

CHAPITRE 3. REUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 20. REUNIONS D'EXAMEN

1. Les Parties contractantes tiennent des réunions (ci-après dénommées "réunions d'examen") pour examiner les rapports présentés en application de l'article 5, conformément aux procédures adoptées en vertu de l'article 22.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 24, des sous-groupes composés de représentants des Parties contractantes peuvent être constitués et siéger pendant les réunions d'examen, lorsque cela est jugé nécessaire pour examiner des sujets particuliers traités dans les rapports.

3. Chaque Partie contractante a une possibilité raisonnable de discuter les rapports présentés par les autres Parties contractantes et de demander des précisions à leur sujet.

ARTICLE 21. CALENDRIER

1. Une réunion préparatoire des Parties contractantes se tient dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Lors de cette réunion préparatoire, les Parties contractantes fixent la date de la première réunion d'examen. Celle-ci a lieu dès que possible dans un délai de trente mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. A chaque réunion d'examen, les Parties contractantes fixent la date de la réunion d'examen suivante. L'intervalle entre les réunions d'examen ne doit pas dépasser trois ans.

ARTICLE 22. ARRANGEMENTS RELATIFS A LA PROCEDURE

1. A la réunion préparatoire tenue en application de l'article 21, les Parties contractantes établissent et adoptent par consensus des Règles de procédure et des Règles financières. Les Parties contractantes fixent en particulier et conformément aux Règles de procédure :

   i) Des principes directeurs concernant la forme et la structure des rapports à présenter en application de l'article 5;

   ii) Une date pour la présentation des rapports en question;

   iii) La procédure d'examen de ces rapports.

2. Aux réunions d'examen, les Parties contractantes peuvent, au besoin, réexaminer les arrangements pris en vertu des alinéas i) à iii) ci-dessus et adopter des révisions par consensus, sauf disposition contraire des Règles de procédure. Elles peuvent aussi amender les Règles de procédure et les Règles financières, par consensus.

ARTICLE 23. REUNIONS EXTRAORDINAIRES

Une réunion extraordinaire des Parties contractantes se tient :

i) S'il en est ainsi décidé par la majorité des Parties contractantes présentes et votantes lors d'une réunion, les abstentions étant considérées comme des votes;

ii) Sur demande écrite d'une Partie contractante, dans un délai de six mois à compter du moment où cette demande a été communiquée aux Parties contractantes et où le secrétariat visé à l'article 28 a reçu notification du fait que la demande a été appuyée par la majorité d'entre elles.

ARTICLE 24. PARTICIPATION

1. Chaque Partie contractante participe aux réunions des Parties contractantes; elle y est représentée par un délégué et, dans la mesure où elle le juge nécessaire, par des suppléants, des experts et des conseillers.

2. Les Parties contractantes peuvent inviter, par consensus, toute organisation intergouvernementale qui est compétente pour des questions régies par la présente Convention à assister, en qualité d'observateur, à toute réunion ou à certaines séances d'une réunion. Les observateurs sont tenus d'accepter par écrit et à l'avance les dispositions de l'article 27.

ARTICLE 25. RAPPORTS DE SYNTHESE

Les Parties contractantes adoptent, par consensus, et mettent à la disposition du public un document consacré aux questions qui ont été examinées et aux conclusions qui ont été tirées au cours d'une réunion.

ARTICLE 26. LANGUES

1. Les langues des réunions des Parties contractantes sont l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe, sauf disposition contraire des Règles de procédure.

2. Tout rapport présenté en application de l'article 5 est établi dans la langue nationale de la Partie contractante qui le présente ou dans une langue désignée unique à déterminer dans les Règles de procédure. Au cas où le rapport est présenté dans une langue nationale autre que la langue désignée, une traduction du rapport dans la langue désignée est fournie par la Partie contractante.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, s'il est dédommagé, le secrétariat se charge de la traduction dans la langue désignée des rapports soumis dans toute autre langue de la réunion.

ARTICLE 27. CONFIDENTIALITE

1. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas les droits et obligations qu'ont les Parties contractantes, conformément à leur législation, de protéger des informations contre leur divulgation. Aux fins du présent article, le terme "informations" englobe notamment i) les données à caractère personnel; ii) les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle ou par le secret industriel ou commercial; et iii) les informations relatives à la sécurité nationale ou à la protection physique des matières ou des installations nucléaires.

2. Lorsque, dans le cadre de la présente Convention, une Partie contractante fournit des informations en précisant qu'elles sont protégées comme indiqué au paragraphe 1, ces informations ne sont utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été fournies et leur caractère confidentiel est respecté.

3. La teneur des débats qui ont lieu au cours de l'examen des rapports par les Parties contractantes à chaque réunion est confidentielle.

ARTICLE 28. SECRETARIAT

1. L'Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée l'"Agence") fait fonction de secrétariat des réunions des Parties contractantes.

2. Le secrétariat :

   i) Convoque les réunions des Parties contractantes, les prépare et en assure le service;

   ii) Transmet aux Parties contractantes les informations reçues ou préparées conformément aux dispositions de la présente Convention.

Les dépenses encourues par l'Agence pour s'acquitter des tâches prévues aux alinéas i) et ii) ci-dessus sont couvertes par elle au titre de son budget ordinaire.

3. Les Parties contractantes peuvent, par consensus, demander à l'Agence de fournir d'autres services pour les réunions des Parties contractantes. L'Agence peut fournir ces services s'il est possible de les assurer dans le cadre de son programme et de son budget ordinaire. Au cas où cela ne serait pas possible, l'Agence peut fournir ces services s'ils sont financés volontairement par une autre source.

CHAPITRE 4. CLAUSES FINALES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 29. REGLEMENT DES DESACCORDS

En cas de désaccord entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties contractantes tiennent des consultations dans le cadre d'une réunion des Parties contractantes en vue de régler ce désaccord.

ARTICLE 30. SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION, ADHESION

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats au Siège de l'Agence, à Vienne, à partir du 20 septembre 1994 et jusqu'à son entrée en vigueur.

2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

4.
   i) La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion d'organisations regionales ayant un caractère d'intégration ou un autre caractère, à condition que chacune de ces organisations soit constituée par des Etats souverains et ait compétence pour negocier, conclure et appliquer des accords internationaux portant sur des domaines couverts par la présente Convention.

   ii) Dans leurs domaines de compétence, ces organisations, en leur nom propre, exercent les droits et assument les responsabilités que la présente Convention attribue aux Etats parties.

   iii) En devenant Partie à la présente Convention, une telle organisation communique au dépositaire visé à l'article 34 une déclaration indiquant quels sont ses Etats membres, quels articles de la présente Convention lui sont applicables, et quelle est l'étendue de sa compétence dans le domaine couvert par ces articles.

   iv) Une telle organisation ne dispose pas de voix propre en plus de celles de ses Etats membres.

5. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

ARTICLE 31. ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt, auprès du dépositaire, du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, sous réserve qu'un tel instrument ait été déposé par dix-sept Etats possédant chacun au moins une installation nucléaire dont un réacteur a divergé.

2. Pour chaque Etat ou organisation régionale ayant un caractère d'intégration ou un autre caractère qui ratifie la présente Convention, l'accepte, l'approuve ou y adhère après la date de dépôt du dernier instrument requis pour que les conditions énoncées au paragraphe 1 soient remplies, la présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt, auprès du dépositaire, de l'instrument approprié par cet Etat ou cette organisation.

ARTICLE 32. AMENDEMENTS A LA CONVENTION

1. Toute Partie contractante peut proposer un amendement à la présente Convention. Les amendements proposés sont examinés lors d'une réunion d'examen ou d'une réunion extraordinaire.

2. Le texte de tout amendement proposé et les motifs de cet amendement sont communiqués au dépositaire qui transmet la proposition aux Parties contractantes dans les meilleurs délais, mais au moins quatre-vingt-dix jours avant la réunion à laquelle l'amendement est soumis pour être examiné. Toutes les observations reçues au sujet de ladite proposition sont communiquées aux Parties contractantes par le dépositaire.

3. Les Parties contractantes décident, après avoir examiné l'amendement proposé, s'il y a lieu de l'adopter par consensus ou, en l'absence de consensus, de le soumettre à une conférence diplomatique. Toute décision de soumettre un amendement proposé à une conférence diplomatique doit être prise à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes à la réunion, sous réserve qu'au moins la moitié des Parties contractantes soient présentes au moment du vote. Les abstentions sont considérées comme des votes.

4. La conférence diplomatique chargée d'examiner et d'adopter des amendements à la présente Convention est convoquée par le dépositaire et se tient dans un délai d'un an après que la décision appropriée a été prise conformément au paragraphe 3 du présent article. La Conférence diplomatique déploie tous les efforts possibles pour que les amendements soient adoptés par consensus. Si cela n'est pas possible, les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers de l'ensemble des Parties contractantes.

5. Les amendements à la présente Convention qui ont été adoptés conformément aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus sont soumis à ratification, acceptation, approbation ou confirmation par les Parties contractantes et entrent en vigueur à l'égard des Parties contractantes qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou confirmés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la réception, par le dépositaire, des instruments correspondants d'au moins les trois quarts desdites Parties contractantes. Pour une Partie contractante qui ratifie, accepte, approuve ou confirme ultérieurement lesdits amendements, ceux-ci entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie contractante de l'instrument correspondant.

ARTICLE 33. DENONCIATION

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire reçoit cette notification, ou à toute autre date ultérieure spécifiée dans la notification.

ARTICLE 34. DEPOSITAIRE

1. Le Directeur général de l'Agence est le dépositaire de la présente Convention.

2. Le dépositaire informe les Parties contractantes :

i) De la signature de la présente Convention et du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément à l'article 30;

ii) De la date à laquelle la Convention entre en vigueur, conformément à l'article 31;

iii) Des notifications de dénonciation de la Convention faites conformément à l'article 33 et de la date de ces notifications;

iv) Des projets d'amendements à la présente Convention soumis par des Parties contractantes, des amendements adoptés par la conférence diplomatique correspondante ou la réunion des Parties contractantes et de la date d'entrée en vigueur desdits amendements, conformément à l'article 32.

ARTICLE 35. TEXTES AUTHENTIQUES

L'original de la presente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, est déposé auprès du dépositaire, qui en adresse des copies certifiées conformes aux Parties contractantes.

EN FOI DE QUOI, LES SOUSSIGNES, DUMENT HABILITES A CET EFFET, ONT SIGNE LA PRESENTE CONVENTION.

Fait à Vienne, le 20 septembre 1994.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SULLA SICUREZZA NUCLEARE

PREAMBOLO

LE PARTI CONTRAENTI

i) consapevoli dell'importanza per la Comunità internazionale di assicurarsi che l'uso dell'energia nucleare sia sicuro, ben regolamentato e corretto da un punto di vista ambientale;

ii) ribadendo la necessità di continuare a dare impulso ad un elevato livello di sicurezza nucleare nel mondo intero;

iii) ribadendo che la responsabilità della sicurezza nucleare spetta allo Stato nella cui giurisdizione ricade un impianto nucleare;

iv) desiderando dare impulso ad una efficace cultura della sicurezza nucleare;

v) consapevoli che gli incidenti negli impianti nucleari potrebbero avere conseguenze transfrontaliere;

vi) tenendo conto della Convenzione sulla protezione fisica delle materie nucleari (1979), della Convenzione sulla pronta notifica di un incidente nucleare (1986) e della Convenzione sull'assistenza in caso di incidente nucleare e di emergenza radiologica (1986);

vii) affermando l'importanza della cooperazione internazionale per migliorare la sicurezza nucleare mediante i meccanismi bilaterali e multilaterali già esistenti e della definizione della presente Convenzione che ha carattere incentivante;

viii) considerando che la presente Convenzione comporta l'impegno di applicare principi fondamentali di sicurezza per gli impianti nucleari piuttosto che norme di sicurezza dettagliate e che, in materia di sicurezza, esistono linee-guida definite a livello internazionale che vengono periodicamente riviste e che possono dunque fornire indicazioni sui mezzi più aggiornati per ottenere un elevato livello di sicurezza;

ix) affermando la necessità di intraprendere rapidamente l'elaborazione di una convenzione internazionale sulla sicurezza della gestione dei rifiuti radioattivi, non appena il processo in corso per sviluppare i principi fondamentali per la sicurezza della gestione dei rifiuti radioattivi avrà prodotto un ampio accordo internazionale;

x) riconoscendo l'utilità di proseguire il lavoro tecnico connesso alla sicurezza di altre fasi del ciclo del combustibile nucleare e che tale lavoro può, col tempo, facilitare lo sviluppo dei protocolli internazionali attuali o futuri;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

CAPITOLO 1. OBIETTIVI, DEFINIZIONI E CAMPO DI APPLICAZIONE

ARTICOLO 1. OBIETTIVI

Gli obiettivi della presente Convenzione sono:

i) conseguire e mantenere un elevato livello di sicurezza nucleare nel mondo intero grazie al miglioramento delle misure nazionali e della cooperazione internazionale, includendo, ove appropriato, la cooperazione tecnica in materia di sicurezza;

ii) istituire e mantenere, negli impianti nucleari, difese efficaci contro i potenziali rischi radiologici, in modo da proteggere gli individui, la società e l'ambiente dagli effetti nocivi delle radiazioni ionizzanti emesse da questi impianti;

iii) prevenire gli incidenti aventi conseguenze radiologiche e mitigarne le conseguenze qualora tali incidenti dovessero avvenire.

ARTICOLO 2. DEFINIZIONI

Ai fini della presente Convenzione:

i) Per "impianto nucleare" si intende, per quanto riguarda ciascuna Parte Contraente, ogni centrale nucleare di potenza, a scopo pacifico, fissa, sotto la sua giurisdizione, compresi gli impianti di stoccaggio, di lavorazione di materiali radioattivi che si trovano sullo stesso sito e che sono direttamente connessi all'esercizio della centrale nucleare. Tale centrale cessa di essere un impianto nucleare quando tutti gli elementi di combustibile nucleare siano stati estratti definitivamente dal nocciolo del reattore ed immagazzinati in maniera sicura, in conformità con procedure approvate, ed un programma di disattivazione sia stato concordato con l'organismo di regolamentazione.

ii) Per "organismo di regolamentazione" si intende, per ciascuna Parte Contraente, uno o più organismi da quest'ultima investiti della facoltà giuridica di rilasciare autorizzazioni e di elaborare la normativa relativa alla localizzazione, alla progettazione, alla costruzione, all'avviamento, all'esercizio o alla disattivazione degli impianti nucleari.

iii) Per "autorizzazione" si intende ogni atto autorizzativo rilasciato al richiedente dall'organismo di regolamentazione, che conferisce responsabilità per la localizzazione, la progettazione, la costruzione, l'avviamento, l'esercizio o la disattivazione di un impianto nucleare.

ARTICOLO 3. CAMPO DI APPLICAZIONE

La presente Convenzione si applica alla sicurezza degli impianti nucleari.

CAPITOLO 2. OBBLIGHI

a) Disposizioni generali.

ARTICOLO 4. MISURE DI ATTUAZIONE

Ciascuna Parte Contraente adotterà, nell'ambito del proprio diritto interno, le misure legislative, regolatorie ed amministrative e le altre azioni necessarie per adempiere ai suoi obblighi ai sensi della presente Convenzione.

ARTICOLO 5. PRESENTAZIONE DEI RAPPORTI.

Ciascuna Parte Contraente presenterà per riesame, prima di ciascuna delle riunioni di cui all'articolo 20, un rapporto sui provvedimenti adottati per soddisfare ciascuno degli obblighi enunciati nella presente Convenzione.

ARTICOLO 6. IMPIANTI NUCLEARI ESISTENTI

Ciascuna Parte Contraentè intraprenderà le azioni appropriate per garantire che la sicurezza degli impianti nucleari esistenti al momento in cui la Convenzione entra in vigore per quella Parte Contraente, sia riesaminata al più presto possibile. La Parte Contraente, qualora sia necessario alla luce della presente Convenzione, farà in modo che tutti i miglioramenti che possono ragionevolmente essere apportati, vengano effettuati con urgenza nell'ottica di adeguare la sicurezza dell'impianto nucleare. Se tale adeguamento non è realizzabile, si dovrebbero attuare programmi per la chiusura dell'impianto nucleare non appena ciò sia praticamente possibile. Per la programmazione delle fasi di chiusura, si può tener conto dell'intero contesto energetico e delle eventuali alternative, nonché dell' impatto sociale, ambientale ed economico.

b) Legislazione e regolamentazione.

ARTICOLO 7. QUADRO LEGISLATIVO E REGOLATORIO

1. Ciascuna Parte Contraente istituirà e manterrà in vigore un quadro legislativo e regolatorio per disciplinare la sicurezza degli impianti nucleari.

2. Il quadro legislativo e regolatorio prevederà:

i) l'istituzione di prescrizioni e di norme di sicurezza nazionali applicabili;

ii) un sistema di rilascio di autorizzazioni per gli impianti nucleari ed il divieto di esercire un impianto nucleare senza autorizzazione;

iii) un sistema regolatorio di ispezioni e di valutazione degli impianti nucleari per verificare la conformità con la normativa applicabile e con i limiti di autorizzazione;

iv) la vigilanza sul rispetto della normativa applicabile e dei limiti delle autorizzazioni, compresa la loro sospensione, modifica o revoca.

ARTICOLO 8. ORGANISMO DI REGOLAMENTAZIONE

1. Ciascuna Parte Contraente istituirà o designerà un organismo di regolamentazione incaricato di attuare il complesso delle disposizioni legislative e regolatorie di cui all'articolo 7; dotato di autorità, competenza e risorse umane e finanziarie adeguate per adempiere ai compiti assegnati.

2. Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per garantire una effettiva indipendenza delle funzioni dell'organismo di regolamentazione da quelle di ogni altro ente o organizzazione incaricato della promozione o dell'utilizzazione dell'energia nucleare.

ARTICOLO 9. RESPONSABILITA' DEL TITOLARE DI UNA AUTORIZZAZIONE

Ciascuna Parte Contraente assicurerà che la responsabilità primaria della sicurezza di un impianto nucleare competa al titolare della corrispondente autorizzazione, ed intraprenderà le azioni appropriate affinché ogni titolare di autorizzazione faccia fronte alle proprie responsabilità.

c) Condizioni generali di sicurezza.

ARTICOLO 10. PRIORITA' ALLA SICUREZZA

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che tutte le organizzazioni che svolgono attività direttamente attinenti agli impianti nucleari stabiliscano strategie che attribuiscano la dovuta priorità alla sicurezza nucleare.

ARTICOLO 11. RISORSE FINANZIARIE E DI PERSONALE

1. Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che siano disponibili, ai fini della sicurezza di ciascun impianto nucleare, risorse finanziarie adeguate per tutta la durata della sua vita.
2. Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che un numero sufficiente di personale qualificato con adeguata formazione, addestramento ed aggiornamento sia disponibile per tutte le attività connesse alla sicurezza in tutti, o per tutti, gli impianti nucleari, per l'intera durata della loro vita.

ARTICOLO 12. FATTORI UMANI

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che le capacità ed i limiti dei comportamenti umani siano presi in considerazione per l'intera vita di un impianto nucleare.

ARTICOLO 13. GARANZIA DI QUALITA'

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che siano definiti ed attuati i programmi di garanzia della qualità, nell'ottica di fornire garanzia che le esigenze specifiche per tutte le attività rilevanti ai fini della sicurezza nucleare siano rispettate per l'intera vita di un impianto nucleare.

ARTICOLO 14. VALUTAZIONE E VERIFICA DELLA SICUREZZA

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che vengano effettuate:

i) valutazioni globali e sistematiche della sicurezza prima della costruzione e dell'avviamento di un impianto nucleare e per tutta la durata della sua vita. Tali valutazioni, ben documentate, dovranno essere successivamente aggiornate alla luce dell'esperienza operativa e delle piu recenti informazioni rilevanti per la sicurezza, e riesaminate dall'organismo di regolamentazione;

ii) verifiche mediante analisi, sorveglianza, prove ed ispezioni, intese a controllare che lo stato fisico e l'esercizio di un impianto nucleare continuino ad essere conformi alla sua progettazione, ai requisiti di sicurezza nazionali applicabili ed ai limiti ed alle condizioni di esercizio.

ARTICOLO 15. PROTEZIONE RADIOLOGICA

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate affinché in normali condizioni di funzionamento l'esposizione dei lavoratori e della popolazione alle radiazioni ionizzanti causata da un impianto nucleare sia mantenuta al livello più basso ragionevolmente ottenibile, e che nessun individuo venga esposto a dosi di radiazione superiori ai limiti stabiliti a livello nazionale.

ARTICOLO 16. PIANIFICAZIONE DI EMERGENZA

1. Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che, per gli impianti nucleari, ci siano piani d'emergenza interni ed esterni, periodicamente provati, comprendenti le attività da porre in essere in caso di emergenza.
Per ogni nuovo impianto nucleare, tali piani saranno elaborati e provati prima che l'impianto inizi a funzionare al di sopra di un basso livello di potenza concordato con l'organismo di regolamentazione.

2. Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che la sua popolazione e le autorità competenti degli Stati limitrofi all'impianto nucleare, per quanto soggetti alla probabilità di essere coinvolti in un'emergenza radiologica, ricevano informazioni appropriate per i piani e le azioni di emergenza.

3. Le Parti Contraenti che non hanno impianti nucleari sul loro territorio, per quanto soggette alla probabilità di essere coinvolte in un'emergenza radiologica in un impianto nucleare limitrofo, intraprenderanno le azioni appropriate per l'elaborazione e le esercitazioni di piani di emergenza per il loro territorio, comprendenti le attività da mettere in atto in caso di emergenza di questo tipo.

d) Sicurezza degli impianti.

ARTICOLO 17. LOCALIZZAZIONE

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che vengano stabilite ed attuate procedure idonee a:

i) valutare tutti i fattori rilevanti inerenti al sito che possono incidere sulla sicurezza di un impianto nucleare per tutta la durata della sua vita prevista;

ii) valutare il probabile impatto che un impianto nucleare previsto potrebbe avere dal punto di vista della sicurezza sugli individui, sulla società e sull'ambiente;

iii) riesaminare, secondo le necessità, tutti i fattori pertinenti di cui ai capoversi i) e ii) in modo da garantire che l'impianto nucleare rimanga accettabile dal punto di vista della sicurezza;

iv) consultare le Parti Contraenti nelle vicinanze di un impianto nucleare previsto, nella misura in cui potrebbero essere coinvolte da tale impianto, e fornire loro, su richiesta, le informazioni necessarie per poter valutare ed effettuare proprie stime dell'eventuale impatto, dello stesso impianto, sul loro territorio, dal punto di vista della sicurezza.

ARTICOLO 18. PROGETTAZIONE E COSTRUZIONE

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate affinché:

i) la progettazione e la costruzione di un impianto nucleare preveda diversi livelli e metodi di protezione affidabili (difesa in profondità) contro il rilascio di materiali radioattivi, ai fini di prevenire gli incidenti e di attenuarne le conseguenze radiologiche qualora dovessero accadere;

ii) le tecnologie utilizzate per la progettazione e la costruzione di un impianto nucleare siano provate dall'esperienza o qualificate da prove o da analisi;

iii) la progettazione di un impianto nucleare consenta un esercizio affidabile, stabile ed agevolmente controllabile, tenendo debitamente conto dei fattori umani e dell'interfaccia uomo-macchina.

ARTICOLO 19. ESERCIZIO

Ciascuna Parte Contraente intraprenderà le azioni appropriate per assicurare che:

i) l'autorizzazione iniziale all'esercizio di un impianto nucleare si basi su un'analisi di sicurezza appropriata e su un programma di avviamento comprovante che l'impianto così come è costruito, sia conforme ai requisiti di progettazione e di sicurezza;

ii) i limiti e le condizioni di esercizio risultanti dall'analisi di sicurezza, dalle prove e dall'esperienza operativa siano definiti e riesaminati laddove necessario per identificare i margini di sicurezza per l'esercizio.

iii) l'esercizio, la manutenzione, l'ispezione e le prove di un impianto nucleare siano condotte secondo procedure approvate;

iv) siano stabilite procedure per far fronte ad eventi anomali e ad incidenti;

v) sia disponibile per tutta la durata di vita di un impianto nucleare il supporto tecnico ed ingegneristico necessario in tutti i settori rilevanti per la sicurezza;

vi) malfunzionamenti significativi per la sicurezza siano notificati tempestivamente dal titolare dell'autorizzazione all'organismo di regolamentazione;

vii) siano predisposti programmi di raccolta e di analisi dell'esperienza operativa, sia dato seguito ai risultati conseguiti ed alle conclusioni tratte, e che i meccanismi esistenti siano utilizzati per

condividere le esperienze rilevanti con gli organismi internazionali, con le altre organizzazioni di esercenti e con gli organismi di regolamentazione;

viii) la produzione di rifiuti radioattivi risultante dall'esercizio di un impianto nucleare sia mantenuta al minimo praticabile per il processo specifico, sia in termini di attività che in volume, e che ogni necessario trattamento e stoccaggio del combustibile esaurito e di rifiuti direttamente correlati all'esercizio, e, sullo stesso sito dell'impianto nucleare, tengano conto del condizionamento e dello smaltimento.

CAPITOLO 3. RIUNIONI DELLE PARTI CONTRAENTI

ARTICOLO 20. RIUNIONI DI RIESAME

1. Le Parti Contraenti terranno riunioni (di seguito denominate "riunioni di riesame") per riesaminare i rapporti presentati in applicazione dell'articolo 5, secondo le procedure adottate ai sensi dell'articolo 22.
2. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 24, possono essere costituiti sottogruppi composti da rappresentanti delle Parti Contraenti, ed operare durante le riunioni di riesame, qualora ciò sia ritenuto necessario, per analizzare problemi particolari contenuti nei rapporti.
3. Ciascuna Parte Contraente dovrà avere opportunità ragionevole di discutere i rapporti presentati dalle altre Parti Contraenti e di chiedere chiarimenti su tali rapporti.

ARTICOLO 21. CALENDARIO

1. Entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione avrà luogo una riunione preparatoria delle Parti Contraenti.
2. In tale riunione preparatoria, le Parti Contraenti stabiliranno la data della prima riunione di riesame. Questa avrà luogo quanto prima possibile, ma non oltre trenta mesi a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione.
3. In ciascuna riunione di riesame, le Parti Contraenti stabiliranno la data della successiva riunione di riesame. L'intervallo tra le riunioni di riesame non deve superare tre anni.

ARTICOLO 22. ACCORDI SULLE PROCEDURE

1. Nella riunione preparatoria da tenere in applicazione dell'articolo 21, le Parti Contraenti stabiliranno ed adotteranno, consensualmente, Regole Procedurali e Regole Finanziarie. Le Parti Contraenti fisseranno in particolare ed in conformità alle Regole Procedurali:

i) linee guida concernenti la forma e la struttura dei rapporti da presentare in applicazione dell'articolo 5;
ii) una data di presentazione dei rapporti in questione;
iii) il processo di riesame di questi rapporti.

2. Nelle riunioni di riesame le Parti Contraenti possono, se necessario, riesaminare le intese adottate ai sensi dei capoversi i)- iii) di cui sopra ed adottare consensualmente revisioni, salvo diversamente disposto delle Regole Procedurali. Esse possono inoltre consensualmente emendare le Regole Procedurali e le Regole Finanziarie.

ARTICOLO 23. RIUNIONI STRAORDINARIE

Dovrà essere tenuta una riunione straordinaria delle Parti Contraenti:

i) quando lo decide la maggioranza delle Parti Contraenti presenti e votanti in una riunione, le astensioni essendo considerate come voti; oppure
ii) su richiesta scritta di una Parte Contraente, entro sei mesi dal momento in cui tale richiesta è stata comunicata alle Parti Contraenti e la notifica che la richiesta è stata sostenuta da una maggioranza delle Parti Contraenti sia stata ricevuta dal segretariato di cui all'articolo 28.

ARTICOLO 24. PARTECIPAZIONE

1. Ciascuna Parte Contraente parteciperà alle riunioni delle Parti Contraenti; essa sarà rappresentata a tali riunioni da un delegato e, per quanto lo ritenga necessario, da sostituti, esperti e consiglieri.

2. Le Parti Contraenti possono invitare, consensualmente, qualsiasi organizzazione intergovernativa, competente nelle questioni disciplinate dalla presente Convenzione, ad assistere in qualità di osservatore ad ogni riunione o a specifiche sessioni di una di esse. Gli osservatori saranno tenuti ad accettare per iscritto ed in anticipo le disposizioni dell'articolo 27.

ARTICOLO 25. RAPPORTI DI SINTESI

Le Parti Contraenti adotteranno, consensualmente, e metteranno a disposizione del pubblico un documento che tratti gli argomenti discussi durante una riunione e le relative conclusioni.

ARTICOLO 26. LINGUE

1. Le lingue delle riunioni delle Parti Contraenti saranno l'arabo, il cinese, l'inglese, il francese, il russo e lo spagnolo, salvo diversamente disposto nelle Regole Procedurali.

2. I rapporti presentati in applicazione dell'articolo 5 saranno redatti nella lingua nazionale della Parte Contraente che li presenta o in un'unica lingua designata da determinarsi nelle Regole Procedurali. Nel caso in cui il rapporto sia presentato in una lingua nazionale diversa dalla lingua designata, sarà fornita dalla Parte Contraente una traduzione del rapporto nella lingua designata.

3. Fermo restando le disposizioni del paragrafo 2, il segretariato, ove rimborsate, curerà la traduzione nella lingua designata dei rapporti presentati in ogni altra lingua delle riunioni.

ARTICOLO 27. RISERVATEZZA

1. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicheranno i diritti e gli obblighi delle Parti Contraenti di proteggere talune informazioni dalla divulgazione, in base alla loro legislazione. Ai fini del presente articolo, il termine "informazioni" comprende tra l'altro i) i dati di natura personale; ii) le informazioni protette da diritti di proprietà intellettuale o dal segreto industriale o commerciale; e iii) le informazioni relative alla sicurezza nazionale o alla protezione fisica di materiali o degli impianti nucleari.

2. Quando una Parte Contraente fornisce informazioni ai sensi della presente Convenzione, precisando che sono protette come indicato al paragrafo 1, tali informazioni saranno utilizzate solo per i fini per i quali sono state fornite e dovrà essere rispettato il loro carattere confidenziale.

3. Il contenuto delle discussioni durante il riesame dei rapporti ad opera delle Parti Contraenti in ciascuna riunione sarà riservato.

ARTICOLO 28. SEGRETARIATO

1. L'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica (di seguito denominata "Agenzia") svolgerà le funzioni di segretariato per le riunioni delle Parti Contraenti.

2. Il segretariato:

i) convocherà le riunioni delle Parti Contraenti, le preparerà e ne assicurerà i servizi;

ii) comunicherà alle Parti Contraenti le informazioni ricevute o predisposte secondo le disposizioni della presente Convenzione.

Le spese sostenute dall'Agenzia per adempiere ai compiti previsti ai capoversi i) e ii) di cui sopra saranno sostenute dall'Agenzia stessa come parte del suo bilancio ordinario.

3. Le Parti Contraenti possono, consensualmente, chiedere all'Agenzia di fornire altri servizi di supporto per le riunioni delle Parti Contraenti. L'Agenzia può fornire tali servizi qualora sia possibile farlo nell'ambito del suo programma e del suo bilancio ordinario. Se ciò non fosse possibile, l'Agenzia può fornire tali servizi a condizione che siano finanziati da un'altra fonte a titolo volontario.

CAPITOLO 4. CLAUSOLE FINALI E ALTRE DISPOSIZIONI

ARTICOLO 29. RISOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

In caso di disaccordo tra due o più Parti Contraenti in merito all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, le Parti Contraenti si consulteranno nell'ambito di una riunione delle Parti Contraenti al fine di risolvere tale disaccordo.

ARTICOLO 30. FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE, ADESIONE

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Agenzia a Vienna a decorrere dal 20 settembre 1994, fino alla sua entrata in vigore.

2. La presente Convenzione è soggetta alla ratifica, accettazione o approvazione degli Stati firmatari.

3. Dopo la sua entrata in vigore, la presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati.

4. i) La presente Convenzione sarà aperta alla firma o all'adesione di organizzazioni regionali aventi carattere d'integrazione o altro, a condizione che ciascuna di tali organizzazioni sia costituita da Stati sovrani ed abbia competenza in merito alla negoziazione, conclusione ed applicazione di accordi internazionali nelle materie coperte dalla presente Convenzione.

ii) Nelle materie di loro competenza, tali organizzazioni eserciteranno per proprio conto i diritti ed assumeranno le responsabilità che questa Convenzione attribuisce agli Stati Parti Contraenti.

iii) Nel divenire parte della presente Convenzione, tali organizzazioni comunicheranno al Depositario di cui all'articolo 34 una dichiarazione nella quale sono indicati quali sono i loro Stati membri, quali articoli della presente Convenzione sono applicabili nei loro confronti e qual'è la portata della loro competenza nel settore coperto da detti articoli.

iv) Le organizzazioni di questo tipo non disporranno di alcun voto oltre a quelli dei loro Stati membri.

5. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione saranno depositati presso il Depositario.

ARTICOLO 31. ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito, presso il Depositario, del ventiduesimo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, ivi inclusi quelli di diciassette Stati, ciascuno in possesso di almeno un impianto nucleare che abbia raggiunto la criticità del nocciolo del reattore.

2. Per ciascuno Stato o organizzazione regionale avente carattere di integrazione o altro carattere, che ratifichi la presente Convenzione, l'accetti, l'approvi, o vi aderisca dopo la data di deposito dell'ultimo strumento richiesto per soddisfare le condizioni poste nel paragrafo 1, la presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito, presso il Depositario, dello strumento stesso da parte di tale Stato o organizzazione.

ARTICOLO 32. EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE

1. Ciascuna Parte Contraente può proporre un emendamento alla presente Convenzione. Gli emendamenti proposti saranno esaminati in una riunione di riesame o in una riunione straordinaria.

2. Il testo di ogni emendamento proposto e le relative motivazioni saranno comunicati al Depositario, il quale trasmetterà la proposta alle Parti Contraenti prontamente e almeno novanta giorni prima della riunione nel corso della quale l'emendamento proposto è presentato per essere preso in esame. Tutte le osservazioni ricevute su tale proposta saranno comunicate dal Depositario alle Parti Contraenti.

3. Dopo aver esaminato l'emendamento proposto, le Parti contraenti decideranno se adottarlo consensualmente o, in assenza di consenso, di sottoporlo ad una Conferenza Diplomatica. Una decisione di sottoporre un emendamento proposto ad una Conferenza Diplomatica richiede un voto a maggioranza di due terzi delle Parti Contraenti presenti alla riunione e votanti, con riserva che almeno la metà delle Parti Contraenti sia presente al momento della votazione. Le astensioni saranno considerate voti.

4. La Conferenza Diplomatica incaricata di esaminare e di adottare gli emendamenti della presente Convenzione sarà convocata dal Depositario ed avrà luogo non più tardi di un anno dopo che la relativa decisione sia stata presa in conformità con il paragrafo 3 del presente articolo. La Conferenza Diplomatica compirà ogni sforzo affinché gli emendamenti siano adottati

consensualmente. Se ciò non fosse possibile, gli emendamenti saranno adottati con una maggioranza dei due terzi di tutte le Parti Contraenti.

5. Gli emendamenti alla presente Convenzione adottati in conformità con i paragrafi 3 e 4 di cui sopra, saranno soggetti a ratifica, accettazione, approvazione o conferma delle Parti Contraenti ed entreranno in vigore, nei confronti delle Parti Contraenti che li hanno ratificati, accettati, approvati o confermati, il novantesimo giorno successivo al ricevimento, da parte del Depositario, degli strumenti corrispondenti di almeno tre quarti di tali Parti Contraenti. Per una Parte Contraente che ratifica, accetta, approva o conferma detti emendamenti successivamente, gli emendamenti entreranno in vigore il novantesimo giorno dopo che la Parte Contraente abbia depositato il proprio corrispondente strumento.

ARTICOLO 33. DENUNCIA

1. Ciascuna Parte Contraente può denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta al Depositario.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data della ricevuta della notifica presso il Depositario o da qualsiasi altra data successiva che possa essere specificata nella notifica.

ARTICOLO 34. DEPOSITARIO

1. Il Direttore generale dell'Agenzia sarà il Depositario della presente Convenzione.

2. Il Depositario informerà le Parti Contraenti:

i) della firma della presente Convenzione e del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, secondo l'Articolo 30;

ii) della data dalla quale la Convenzione entra in vigore secondo l'articolo 31;

iii) delle notifiche di denuncia della Convenzione effettuate in conformità con l'articolo 33 e della data relativa;

iv) degli emendamenti proposti alla presente Convenzione sottoposti dalle Parti Contraenti, degli emendamenti adottati dalla Conferenza Diplomatica corrispondente o dalla riunione delle Parti Contraenti, e della data di entrata in vigore di detti emendamenti in conformità con l'articolo 32.

ARTICOLO 35. TESTI AUTENTICI

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, inglese,francese, russa e spagnola, sono ugualmente autentici, sarà depositato presso il Depositario che ne invierà copie conformi certificate alle Parti Contraenti.

IN FEDE DI QUANTO SOPRA I SOTTOSCRITTI, DEBITATAMENTE AUTORIZZATI A TAL FINE, HANNO FIRMATO LA PRESENTE CONVENZIONE.

Fatto a Vienna il 20 settembre 1994

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2089):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 6 febbraio 1997.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 febbraio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 10ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 9 aprile 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 aprile 1997 (atto n. 2089/A - relatore sen. JACCHIA).

Esaminato in aula e approvato il 3 giugno 1997.

Camera dei deputati (atto n. 3820):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 giugno 1997, con pareri delle commissioni I, V, VIII, X, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione il 29 ottobre 1997.

Relazione scritta annunciata il 31 ottobre 1997 (atto n. 3820/A - relatore on. LEONI).

Esaminato in aula e approvato il 14 gennaio 1998.

98G0038

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 ottobre 1997.

Approvazione dello stralcio di schema previsionale e programmatico del bacino del Po, concernente i vincoli di inedificabilità in Valtellina.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 18 maggio 1989, n. 183, recante norme per il riassetto organizzativo e funzionale della difesa del suolo;

Vista la legge 2 maggio 1990, n. 102, recante disposizioni per la ricostruzione e la rinascita della Valtellina e delle adiacenti zone delle province di Bergamo, Brescia e Como, nonché della provincia di Novara, colpite dalle eccezionali avversità atmosferiche nei mesi di luglio ed agosto 1987;

Visto l'art. 1, comma 1, lettera *ii)*, della legge 12 gennaio 1991, n. 13;

Vista la deliberazione del 3 dicembre 1991 con la quale il consiglio regionale della Lombardia ha approvato, ai sensi dell'art. 2, comma 2, lettera *a)*, della legge n. 102 del 1990, il piano per la difesa del suolo ed il riassetto idrogeologico della Valtellina e delle adiacenti zone delle province di Bergamo, Brescia e Como, quale proposta per lo stralcio dello schema previsionale e programmatico di cui all'art. 31 della legge n. 183 del 1989;

Visto il parere favorevole in data 17 dicembre 1991 della commissione per la valutazione di impatto ambientale, di cui all'art. 18, comma 5, della legge 11 settembre 1988, n. 67;

Vista la deliberazione n. 10/1993, in data 1° luglio 1993, con la quale il comitato istituzionale dell'Autorità di bacino del fiume Po ha adottato la proposta di stralcio di schema previsionale e programmatico per il territorio oggetto della legge n. 102 del 1990, in ordine ai vincoli di inedificabilità previsti dall'art. 4 della medesima legge;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 1° ottobre 1997;

Sulla proposta del Ministro dei lavori pubblici, di concerto con il Ministro dell'ambiente;

Decreta:

Art. 1.

È approvato lo stralcio di schema previsionale e programmatico del bacino del Po, di cui alla deliberazione n. 10/1993 del 1° luglio 1993 del comitato istituzionale dell'Autorità di bacino del fiume Po, inerente il territorio oggetto della legge n. 102/1990 in ordine ai vincoli di inedificabilità previsti dall'art. 4 della medesima legge n. 102/1990. Detto stralcio di schema è costituito da:

1. relazione, con relativi allegati, di piano per la difesa del suolo e il riassetto idrogeologico della Valtellina e delle zone adiacenti delle province di Bergamo, Brescia e Como, predisposta ai sensi dell'art. 3 della legge n. 102/1990 approvata con deliberazione n. V 376, del consiglio regionale della regione Lombardia 3 dicembre 1991, pubblicato nel bollettino ufficiale della regione Lombardia, supplemento straordinario al n. 14 del 31 marzo 1992 - limitatamente al paragrafo 3,5: «Indirizzi per l'uso urbanistico del territorio in relazione alle condizioni di rischio idrogeologico», che individua quali sono gli ambiti da assoggettare a immediato vincolo di inedificabilità senza predeterminata scadenza temporale le aree da sottoporre a vincolo di inedificabilità temporanea;

2. elaborati grafici, facenti parte integrante dello stesso piano, che contengono l'individuazione degli ambiti soggetti, in applicazione dell'art. 4 della legge n. 102/1990, ai seguenti vincoli:

a) vincoli di inedificabilità senza predeterminata scadenza temporale, così come perimetrati nel documento «Ambiti soggetti a vincolo di inedificabilità» che costituisce parte sostanziale della relazione di piano indicata al precedente punto 1), di seguito elencati:

Semogo (frana Morzaglia) (Valdidentro);

Ruinon/Confinale (Valfurva);

zona Tola e Aquilone (Valdisotto);

Presure (Valdisotto);

Val Pola (Valdisotto);

Sasso Farinaccio (Val Grosina);

Spriana (Spriana);

Val Torreggio (Torre S. M.);

Ciudè-Francia/Val Valena e Ua, sopra Tornadri (Lanzada);

zone a discarica sopra Chiesa Val Malenco e Valbrutta (Lanzada);

Conoide T. Tartano (Talamona);

Pruna (Talamona);

Foppa dell'Orso (Val Tartano);

Bema;

Sasso Bisolo (Valmasino);

Val Materlo (Conoide) (Valmasino);

Dragonera (Chiavenna);

Pluviosa (Chiavenna);

Sonico (Val Rabbia);

Val Saviore;

Masuccio/Val Canale (Tirano);

Boscacce (Sondalo);

Valchiosa (Sernio);

Branzi in sinistra Brembo;

Trabucchello (Isola di Fondra);

Rivioni (Branzi);

b) vincoli di inedificabilità, la cui scadenza è funzione della revisione delle relative delimitazioni da parte della giunta regionale e dei comuni interessati secondo le procedure indicate nel successivo art. 3.

Tali ambiti sono riferiti alle aree di franosità attiva, di instabilità potenziale e di erosione superficiale, di valanghe, in erosione per acque incanalate e di esondazione indicate nei sottoelencati elaborati cartografici approvati dal consiglio regionale della regione Lombardia con la stessa delibera di cui al punto 1), depositati presso l'Autorità di bacino del fiume Po e la regione Lombardia:

carta del dissesto idrogeologico e della pericolosità in n. 185 tavole alla scala 1:10.000;

mappe di rischio idraulico in n. 88 tavole alla scala 1:5.000 e 1:2.000.

Art. 2.

L'automatica variante degli strumenti urbanistici comunali conseguente al vincolo di inedificabilità, anche transitoria, di cui al precedente art. 1, decorre dalla data di approvazione del presente decreto.

Art. 3.

Il vincolo di inedificabilità, di cui al precedente art. 1, punto 2), lettera *b)*, può essere variato, così come previsto dalla deliberazione n. 10/1993 in data 1° luglio 1993 citata nelle premesse del presente decreto, dalla giunta regionale della Lombardia a seguito:

1) delle verifiche di propria competenza;

2) della predisposizione da parte dei comuni interessati di apposita documentazione di carattere geologico secondo quanto indicato nel paragrafo 3,5 della relazione di piano di cui al punto 1) del precedente art. 1.

Art. 4.

Le varianti di cui al precedente art. 3 rese esecutive con delibera della regione Lombardia — saranno depositate presso l'Autorità di bacino del fiume Po e la stessa regione Lombardia.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 9 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

COSTA, *Ministro dei lavori pubblici*

RONCHI, *Ministro dell'ambiente*

Registrato alla Corte dei conti il 30 dicembre 1997
Registro n. 3 Lavori pubblici, foglio n. 41

98A0630

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 3 novembre 1995.

Entrata in funzione del servizio ipotecario meccanizzato presso la conservatoria dei registri immobiliari di Chioggia.

IL MINISTRO DELLE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 27 febbraio 1985, n. 52, recante modifiche al libro sesto del codice civile e norme di servizio ipotecario, in riferimento all'introduzione di un sistema di elaborazione automatica nelle conservatorie dei registri immobiliari, e, in particolare, l'art. 6;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 30 luglio 1985, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 183 del 5 agosto 1985, con il quale sono state stabilite le procedure, i sistemi ed i tempi di attuazione dell'automazione del servizio ipotecario;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 9 gennaio 1990, pubblicato nel supplemento ordinario n. 26 alla *Gazzetta Ufficiale* del 1° febbraio 1990, recante procedura e specifiche tecniche per la presentazione alle conservatorie dei registri immobiliari meccanizzate di note redatte su supporto informatico;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 17 luglio 1993, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 176 del 29 luglio 1993, recante modificazione al citato decreto ministeriale 30 luglio 1985 relativamente alla installazione di elaboratori elettronici nelle conservatorie dei registri immobiliari e nelle sedi di altri servizi o reparti dell'ufficio del territorio situati nello stesso capoluogo di provincia;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 10 marzo 1995, pubblicato nel supplemento ordinario n. 40 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 79 del 4 aprile 1995, recante approvazione della nuova automazione, delle nuove procedure, dei nuovi modelli concernenti la nota di trascrizione, di iscrizione e la domanda di annotazione e le nuove specifiche tecniche per la redazione di note su supporto informatico e per la trasmissione di note per via telematica;

Considerato che la data di inizio della meccanizzazione dei servizi ipotecari e dell'accettazione di note redatte su supporto informatico deve essere stabilita con decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia;

Decreta:

Art. 1.

1. Il servizio meccanizzato di conservazione dei registri immobiliari e la procedura di accettazione di note redatte su supporto informatico, relativamente alla conservatoria dei registri immobiliari di Chioggia, entreranno in funzione quindici giorni dopo la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, 3 novembre 1995

Il Ministro delle finanze
FANTOZZI

Il Ministro di grazia e giustizia
DINI

98A0790

DECRETO 3 novembre 1995.

Entrata in funzione del servizio ipotecario meccanizzato presso la conservatoria dei registri immobiliari di Vigevano.

IL MINISTRO DELLE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 27 febbraio 1985, n. 52, recante modifiche al libro sesto del codice civile e norme di servizio ipotecario, in riferimento all'introduzione di un sistema di elaborazione automatica nelle conservatorie dei registri immobiliari, e, in particolare, l'art. 6;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 30 luglio 1985, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 183 del 5 agosto 1985, con il quale sono state stabilite le procedure, i sistemi ed i tempi di attuazione dell'automazione del servizio ipotecario;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 9 gennaio 1990, pubblicato nel supplemento ordinario n. 26 alla *Gazzetta Ufficiale* del 1° febbraio 1990, recante procedura e specifiche tecniche per la presentazione alle conservatorie dei registri immobiliari meccanizzate di note redatte su supporto informatico;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 17 luglio 1993, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 176 del 29 luglio 1993, recante modificazione al citato decreto ministeriale 30 luglio 1985 relativamente alla installazione di elaboratori elettronici nelle conservatorie dei registri immobiliari e nelle sedi di altri servizi o reparti dell'ufficio del territorio situati nello stesso capoluogo di provincia;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, 10 marzo 1995, pubblicato nel supplemento ordinario n. 40 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 79 del 4 aprile 1995, recante approvazione delle nuova automazione, delle nuove procedure, dei nuovi modelli concernenti la nota di trascrizione, di iscrizione e la domanda di annotazione e le nuove specifiche tecniche per la redazione di note su supporto informatico e per la trasmissione di note per via telematica;

Considerato che la data di inizio della meccanizzazione dei servizi ipotecari e dell'accettazione di note redatte su supporto informatico deve essere stabilita con decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia;

Decreta:

Art. 1.

1. Il servizio meccanizzato di conservazione dei registri immobiliari e la procedura di accettazione di note redatte su supporto informatico, relativamente alla conservatoria dei registri immobiliari di Vigevano, entreranno in funzione quindici giorni dopo la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Roma, 3 novembre 1995

Il Ministro delle finanze
FANTOZZI

Il Ministro di grazia e giustizia
DINI

98A0791

DECRETO 27 gennaio 1998.

Accertamento del cambio delle valute estere per l'anno 1997, ai sensi dell'art. 4, comma 6, del decreto-legge 28 giugno 1990, n. 167, convertito, con modificazioni, dalla legge 4 agosto 1990, n. 227, recante: «Rilevazione ai fini fiscali di taluni trasferimenti da e per l'estero di denaro, titoli e valori».

IL DIRETTORE GENERALE
DEL DIPARTIMENTO DELLE ENTRATE

Visto il decreto-legge 28 giugno 1990, n. 167, convertito, con modificazioni dalla legge 4 agosto 1990, n. 227;

Visto l'art. 4, comma 6, della suindicata legge il quale prevede che viene annualmente stabilito con decreto del Ministro delle finanze il controvalore in lire degli importi in valuta, ai fini della dichiarazione annuale per gli investimenti e le attività prescritte dall'art. 4 della stessa legge 4 agosto 1990, n. 227;

Vista la legge 12 agosto 1993, n. 312, con cui è stato abolito il fixing delle valute e definito un cambio alternativo di riferimento;

Considerata la necessità di provvedere altresì all'accertamento del cambio delle altre valute non previste dall'art. 2 della legge 12 agosto 1993, n. 312;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modificazioni, recante norme per la razionalizzazione dell'organizzazione delle amministrazioni pubbliche;

Acquisita la comunicazione dell'Ufficio italiano dei cambi ed in conformità a tale comunicazione;

Decreta:

Art. 1.

1. Il controvalore in lire degli importi in valuta, rilevato ai sensi dell'art. 2 della legge 12 agosto 1993, n. 312, per l'anno 1997, è accertato come segue:

Dollaro USA	Lit.	1.703,430
ECU	»	1.923,629
Marco tedesco	»	982,212
Franco francese	»	291,776
Lira sterlina	»	2.789,520
Fiorino olandese	»	872,736
Franco belga	»	47,601
Peseta spagnola	»	11,631
Corona danese	»	257,822
Lira irlandese	»	2.581,540
Dracma greca	»	6,236
Escudo portoghese	»	9,717
Dollaro canadese	»	1.230,848
Yen giapponese	»	14,115
Franco svizzero	»	1.173,980
Scellino austriaco	»	139,571
Corona norvegese	»	240,723
Corona svedese	»	223,025
Marco finlandese	»	328,119
Dollaro australiano	»	1.266,002

Art. 2.

1. Il controvalore delle altre valute estere non previste dall'art. 2 della legge 12 agosto 1993, n. 312, calcolato in base alla media dei cambi indicativi delle valute rilevati con riferimento alla quotazione del dollaro USA in Italia, per l'anno 1997 è accertato come segue:

Afganistan:		
Afgani	Lit.	0,358
Albania:		
Lek	»	11,584
Algeria:		
Dinaro algerino	»	29,471
Angola:		
Readjust Kwanza	»	0,007

Antille olandesi:		
A/Guilder	Lit.	950,519
Arabia Saudita:		
Riyal Saudita	»	452,256
Argentina:		
Peso Argentina	»	1.701,754
Aruba:		
Fiorino Aruba	»	950,519
Azerbaigian:		
Manat	»	0,424
Bahamas:		
Dollaro Bahama	»	1.701,430
Bahrain:		
Dinaro Bahrain	»	4.513,055
Bangladesh:		
Taka	»	38,757
Barbados:		
Dollaro Barbados	»	845,935
Belize:		
Dollaro Belize	»	850,715
Bermude:		
Dollaro Bermude	»	1.701,430
Bhutan:		
Rupia Bhutan	»	46,885
Bielorussia:		
Rublo Bielorussia	»	0,045
Birmania:		
Kyat	»	271,569
Bolivia:		
Boliviano	»	323,648
Botswana:		
Pula	»	467,144
Brasile:		
Real	»	1.578,041
Brunei:		
Dollaro Brunei	»	1.147,560
Bulgaria:		
Lev	»	1,119
Burundi:		
Franco Burundi	»	5,450
Cambogia:		
Riel Kampuchea	»	0,652
Capo Verde:		
Escudo Capo Verde	»	18,581
Caraibi:		
Dollaro Caraibi	»	630,159
Cayman Isole:		
Dollaro Cayman	»	2.054,366
Cile:		
Peso cileno	»	3,661
Cina:		
Renminbi	Lit.	205,246
Cipro:		
Lira cipriota	»	3.311,852
Colombia:		
Peso colombiano	»	1,500
Comore Isole:		
Franco Comore	»	3,891
Comun. Finanz. Africana:		
Franco C.F.A.	»	2,919
Corea del Nord:		
Won Nord	»	779,759
Corea del Sud:		
Won Sud	»	1,825
Costa Rica:		
Colon Costa Rica	»	7,328
Croazia:		
Kuna Croazia	»	277,048
Cuba:		
Peso cubano	»	81,473
Dominicana:		
Peso dominicano	»	119,735
Ecuador:		
Sucre	»	0,428
Egitto:		
Lira egiziana	»	501,100
El Salvador:		
Colon salvadoregno	»	194,343
Emirati Arabi Uniti:		
Dihram Emirati Arabi	»	462,335
Estonia:		
Corona Estonia	»	122,819
Etiopia:		
Birr	»	261,234
Falkland Isole:		
Sterlina Falkland	»	2.786,443
Fiji Isole:		
Dollaro Fiji	»	1.179,075
Filippine:		
Peso filippino	»	58,465
Gambia:		
Dalasi	»	165,802
Ghana:		
Cedi	»	0,833
Giamaica:		
Dollaro giamaicano	»	49,582
Gibilterra:		
Sterlina Gibilterra	»	2.786,433

Paese / Valuta		
Gibuti Repubblica:		
Franco Djibouti	Lit.	9,978
Giordania:		
Dinaro giordano	»	2.399,760
Guatemala:		
Quetzal	»	282,818
Guinea Bissau:		
Peso Guinea Bissau	»	1,334
Guinea Conakry:		
Franco Conakry	»	1,593
Guyana:		
Dollaro Guyana	»	11,995
Haiti:		
Gourde	»	102,570
Honduras:		
Lempira	»	130,006
Hong Kong:		
Dollaro Hong Kong	»	219,739
India:		
Rupia indiana	»	46,909
Indonesia:		
Rupia indonesiana	»	0,616
Iran:		
Rial iraniano	»	0,567
Iraq:		
Dinaro iracheno	»	5.462,723
Islanda:		
Corona Islanda	»	23,991
Israele:		
Shekel	»	493,260
Jugoslavia:		
Nuovo dinaro jugoslavo	»	303,077
Kazakistan:		
Tenge Kazakistan	»	22,497
Kenya:		
Scellino keniota	»	29,106
Kuwait:		
Dinaro Kuwait	»	5.607,573
Laos:		
New Kip	»	1,676
Lesotho:		
Maluti	»	369,533
Lettonia-Latvia:		
Nuovo Lat	»	2.939,529
Libano:		
Lira libanese	»	1,105
Liberia:		
Liberian dollaro	»	1.701,430
Libia:		
Dinaro libico	Lit.	4.568,008
Lituania:		
Lita Lituania	»	425,992
Macao:		
Pataca	»	212,724
Macedonia:		
Dinaro Macedonia	»	34,463
Madagascar:		
Franco Rep. malgascia	»	0,368
Malawi:		
Kwacha	»	104,363
Malaysia:		
Ringgit	»	616,054
Maldive:		
Rufiya	»	144,556
Malta:		
Lira maltese	»	4.396,366
Marocco:		
Dirham Marocco	»	178,882
Mauritania:		
Ouguiya	»	11,232
Mauritius:		
Rupia Mauritius	»	81,115
Messico:		
Peso messicano	»	214,785
Moldavia:		
Leu Moldavia	»	368,101
Mongolia:		
Tugrik	»	2,692
Mozambico:		
Metical	»	0,150
Nepal:		
Rupia nepalese	»	29,822
Nicaragua:		
Cordoba oro	»	180,399
Nigeria:		
Naira	»	77,697
Nuova Zelanda:		
Dollaro neozelandese	»	1.123,887
Oman:		
Rial Oman	»	4.419,318
Pakistan:		
Rupia pakistana	»	41,461
Panama:		
Balboa	»	1.701,430
Papua Nuova Guinea:		
Kina	»	1.186,586

Paraguay:		
Guarani	Lit.	0,782
Perù:		
New Sol	»	638,965
Polinesia francese:		
Franco C.F.P.	»	16,052
Polonia:		
Zloty	»	520,184
Qatar:		
Riyal Qatar	»	467,461
Repubblica Ceca:		
Corona Ceca	»	53,896
Repubblica Slovacca:		
Corona Slovacca	»	50,594
Romania:		
Leu	»	0,239
Russia:		
Rublo Russia (M.)	»	0,294
Rwanda:		
Franco Ruanda	»	5,528
Salomone Isole:		
Dollaro Salomone	»	458,307
Sant'Elena:		
Lira S. Elena	»	2.786,443
São Tomè:		
Dobra	»	0,712
Seychelles:		
Rupia Seychelles	»	337,442
Sierra Leone:		
Leone	»	2,164
Singapore:		
Dollaro Singapore	»	1.147,631
Siria:		
Lira siriana	»	40,574
Slovenia:		
Tallero Slovenia	»	10,658
Somalia:		
Scellino somalo	»	0.649
Sri Lanka:		
Rupia Sri Lanka	»	28,866
Sud Africa:		
Rand	»	369,520
Sudan:		
Dinaro sudanese	»	11,504
Surinam:		
Fiorino Surinam	»	4,224
Swaziland:		
Lilangeni	»	369,552
Taiwan:		
Dollaro Taiwan	Lit.	59,522
Tanzania:		
Scellino Tanzania	»	2,744
Thailandia:		
Baht	»	56,632
Tonga Isola:		
Pa Anga	»	1.351,021
Trinidad e Tobago:		
Dollaro Trinidad e Tobago	»	275,314
Tunisia:		
Dinaro tunisino	»	1.546,247
Turchia:		
Lira turca	»	0,011
Ucraina:		
Hryvnia Ucraina	»	913,165
Uganda:		
New scellino	»	1,575
Ungheria:		
Forint ungherese	»	9,134
Uruguay:		
Peso uruguayano	»	180,382
Vanuatu:		
Vatu	»	14,724
Venezuela:		
Bolivar	»	3,490
Vietnam:		
Dong	»	0,145
Western Samoa:		
Taia	»	665,840
Yemen Repubblica:		
Rial	»	13,278
Zaire:		
Nuovo Zaire	»	0,016
Zambia:		
Kwacha	»	1,286
Zimbabwe:		
Dollaro Zimbabwe	»	141,858

Art. 3.

1. Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 27 gennaio 1998

Il direttore generale: ROMANO

98A0685

DECRETO 30 gennaio 1998.

Accertamento del periodo di irregolare funzionamento del pubblico registro automobilistico di Milano.

IL DIRETTORE GENERALE
DEL DIPARTIMENTO DELLE ENTRATE

Vista la legge 23 dicembre 1977, n. 952, recante modificazioni delle norme sulla registrazione degli atti da prodursi al pubblico registro automobilistico e di altre norme in materia di imposta di registro;

Ritenuto che l'art. 1 della citata legge assoggetta all'imposta erariale di trascrizione da corrispondersi al momento stesso della richiesta le formalità da eseguirsi presso il pubblico registro automobilistico, richieste in forza di scritture private con sottoscrizione autenticata o accertata giudizialmente;

Considerato che, ai sensi dell'art. 2, comma 3, del decreto ministeriale 16 aprile 1987, n. 310, attuativo delle disposizioni contenute nell'art. 6, ultimo comma, della surrichiamata legge 23 dicembre 1977, n. 952, l'ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico deve effettuare il versamento dell'imposta alla sezione di tesoreria provinciale dello Stato, con imputazione al capo VIII, capitolo 1236 dello stato di previsione delle entrate statali del rispettivo anno finanziario, entro il giorno successivo a quello in cui le richieste di formalità sono state presentate;

Visto il decreto legislativo 21 dicembre 1990, n. 398, istitutivo dell'addizionale regionale all'imposta erariale di trascrizione;

Visto l'art. 20 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, istitutivo dell'imposta provinciale per l'iscrizione dei veicoli nel pubblico registro automobilistico;

Considerato che per le imposte di cui ai sopracitati decreti legislativi n. 398 del 1990 e n. 504 del 1992 si applicano le disposizioni previste per l'imposta erariale di trascrizione relative alla corresponsione all'Automobile club d'Italia ed alle eventuali sanzioni in caso di omesso o ritardato pagamento;

Tenuto conto di quanto previsto dall'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, così come modificato dall'art. 8-*bis* del decreto-legge 2 ottobre 1981, n. 546, e dalla legge di conversione 1° dicembre 1981, n. 692, nonché dall'art. 1 della legge 9 luglio 1990, n. 187 in merito ai termini previsti per la richiesta delle formalità, stabiliti rispettivamente in sessanta giorni per gli atti stipulati in Italia e centoventi giorni per quelli formati all'estero;

Considerato che la non ottemperanza delle prescrizioni di cui alla normativa suddetta comporta l'applicabilità di sanzioni a carico del richiedente;

Tenuto conto del fatto che il mancato versamento delle imposte di che trattasi entro il giorno successivo a quello dell'avvenuta riscossione, comporta sanzioni a carico del conservatore del pubblico registro automobilistico, per effetto del rinvio, contenuto all'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, alle disposizioni in materia di registro, in quanto compatibili;

Attesa, quindi, la necessità di prevedere, nei casi di eventi di carattere eccezionale che impediscano di assolvere nei termini prescritti gli adempimenti di legge, la non imputabilità del ritardo suddetto ai soggetti destinatari della norma stessa;

Visto l'art. 1 del decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni nella legge 28 luglio 1961, n. 770, nel testo modificato dalla legge 2 dicembre 1975, n. 576, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592 contenente norme sulla proroga dei termini di prescrizione e decadenza per il mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari, applicabili anche al pubblico registro automobilistico;

Vista la nota n. 110/97 del 22 dicembre 1997 con la quale la Procura generale della Repubblica presso la Corte d'appello di Milano ha segnalato l'irregolare funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Milano in data 18 dicembre 1997 (dalle ore 8,15 alle ore 15) per la partecipazione del personale ad assemblea sindacale e, conseguentemente, il mancato rispetto dei termini previsti per la liquidazione, riscossione, contabilizzazione e versamento della I.E.T., dell'A.R.I.E.T. e dell'I.P.I.;

Decreta:

Per i motivi indicati nelle premesse viene accertato l'irregolare funzionamento del pubblico registro automobilistico di Milano in data 18 dicembre 1997.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 30 gennaio 1998

Il direttore generale: ROMANO

98A0686

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DECRETO 16 dicembre 1997.

Impegno, per l'esercizio 1997, della somma complessiva di L. 11.992.269.000 a favore degli enti interessati. Capitolo 7500/97. Legge 14 maggio 1981, n. 219.

IL MINISTRO DEL BILANCIO
E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 14 maggio 1981, n. 219, e successive modificazioni ed integrazioni, recante disposizioni ed interventi in favore delle popolazioni colpite dagli eventi sismici del novembre 1980 e febbraio 1981;

Visto l'art. 3, comma 4, della sopracitata legge n. 219/1981 il quale dispone, fra l'altro, che con decreto del Ministro del tesoro di concerto con il Ministro del bilancio e della programmazione economica sono versate in apposito conto corrente infruttifero aperto presso la tesoreria centrale a favore delle regioni Campania e Basilicata o in apposita contabilità speciale aperta presso le sezioni di tesoreria provinciale a favore dei comuni e degli altri enti locali delle predette regioni, le somme destinate agli interventi di competenza;

Vista la legge 3 aprile 1997, n. 94 di modifica alla legge n. 468/1978 recante norme di contabilità generale dello Stato in materia di bilancio, ed in particolare l'art. 7, comma 1, il quale dispone l'accorpamento del Ministero del tesoro e del Ministero del bilancio e della programmazione economica in un'unica amministrazione;

Considerato che le contabilità speciali *ex lege* numero 219/1981 intestate agli enti locali sottoelencate, ai sensi dell'art. 10, comma 5, del decreto del Presidente della Repubblica n. 367/1994 sono state chiuse d'ufficio, essendo trascorso un anno dall'ultima operazione senza ulteriori transazioni, dalle sezioni di tesoreria provinciale dello Stato e le disponibilità ivi giacenti sono state versate in conto entrata del Ministero del tesoro;

Visto il decreto del Ministro del tesoro n. 861731 del 29 maggio 1997 con il quale si dispone la riapertura, presso le sezioni di tesoreria provinciale territorialmente competenti, delle contabilità speciali relative alla legge n. 219/1981 degli enti interessati, per l'accreditamento delle somme riassegnate alle amministrazioni interessate;

Vista la legge di bilancio 23 dicembre 1996, n. 664, per l'esercizio 1997;

Visto il decreto ministeriale n. 195271 del 21 ottobre 1997, registrato il 7 novembre 1997, registro n. 4, foglio n. 316 il quale dispone, fra l'altro, una variazione in aumento in termini di competenza e di cassa sul capitolo 7500 dello stato di previsione della spesa del Ministero del bilancio e della programmazione economica, per un importo pari a L. 11.992.269.000;

Considerata, infine la nota n. DV/1604 del 27 novembre 1997 del consigliere ministeriale del Ministro del bilancio e della programmazione economica dalla quale si evince la sussistenza dei presupposti per la riassegnazione agli enti sottoelencati della complessiva somma di L. 11.992.269.668 per le finalità sopracitate;

Decreta:

Art. 1.

La somma complessiva di L. 11.992.269.668 del decreto ministeriale citato, è impegnata, per la riassegnazione agli enti sottoelencati per le finalità esposte in premessa, secondo le quote di seguito indicate:

Enti interessati	Importi da riassegnare (in lire)
Comune di Vico Equense (Napoli) .	7.167.366.900
Comune di Pertosa (Salerno)	3.167.504.500
Comune di Centola (Salerno)	137.822.500
Comune di S. Mauro Cilento (Salerno)	441.031.300
Comune di Caselle in Pittari (Salerno)	226.384.700
Comunità montana del Tanagro (Salerno)	852.159.100
Totale . . .	11.992.269.000

Art. 2.

L'onere relativo graverà sul capitolo 7500 dello stato di previsione della spesa del Ministero del bilancio e della programmazione economica per il 1997.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 dicembre 1997

Il Ministro: CIAMPI

98A0687

DECRETO 29 dicembre 1997.

Impegno della somma di L. 20.000.000.000 in conto residui 1996 a favore delle regioni a statuto ordinario. Capitolo 7102/96. Legge 31 gennaio 1994, n. 97. Esercizio 1997.

IL DIRETTORE GENERALE

DEL SERVIZIO PER L'ATTUAZIONE DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 31 gennaio 1994, n. 97 concernente nuove disposizioni per le zone montane, il cui fine è la salvaguardia e la valorizzazione delle zone montane stesse;

Visto l'art. 2 della legge n. 97/1994 che istituisce presso il Ministero del bilancio e della programmazione economica il Fondo nazionale per la montagna;

Visto il comma 5 del succitato art. 2 il quale stabilisce che i criteri di ripartizione del Fondo tra le regioni e le province autonome sono adottati con delibera del CIPE sentita la conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome su proposta del Ministro del bilancio e della programmazione economica, d'intesa con il Ministro delle risorse agricole, alimentari e forestali;

Vista la deilbera CIPE, 27 aprile 1995, con la quale è stata vincolata la somma di lire 50 miliardi a valere sulle disponibilità previste dall'art. 1, comma 8, della legge n. 488/1992, confluite nel Fondo di cui all'art. 19 del decreto legislativo n. 96/1993, per le finalità della legge 31 gennaio 1994, n. 97;

Vista la delibera CIPE, 13 marzo 1996 di approvazione dei criteri di riparto e della relativa ripartizione, tra le regioni, del Fondo nazionale per la montagna per l'anno 1995;

Visto il decreto del Ministero del tesoro dell'8 ottobre 1996, con il quale è stato istituito il Fondo nazionale per la montagna con un'assegnazione di lire 50 miliardi in conto 1996;

Vista la legge di bilancio 23 dicembre 1996, n. 664, per l'esercizio 1997;

Vista la nota n. 15843, del 18 dicembre 1997, della Presidenza del Consiglio dei Ministri, che autorizza, in deroga a quanto previsto dall'art. 8, comma 2 del decreto-legge 31 dicembre 1996, n. 669, convertito nella legge n. 30/1997, l'assunzione degli impegni di spesa a carico del capitolo 7102 dello stato di previsione della spesa del Ministero del bilancio e della programmazione economica in conto residui 1996;

Visto il proprio decreto 20 novembre 1997, con il quale veniva impegnata la somma di lire 30 miliardi, pari al 60% dello stanziamento;

Ritenuto di dover impegnare la somma residua di lire 20 miliardi, a favore delle regioni a statuto ordinario;

Decreta:

Art. 1.

La somma complessiva di L. 20.000.000.000 è impegnata, per le finalità esposte in premessa, a favore delle regioni a statuto ordinario, secondo le quote a fianco di ciascuna di seguito indicate:

Regioni interessate	Importi (in lire)
Piemonte	2.300.000.000
Lombardia	1.956.400.000
Veneto	1.004.800.000
Liguria	697.200.000
Emilia-Romagna	1.136.400.000
Toscana	1.558.800.000
Umbria	742.000.000
Marche	928.000.000
Lazio	1.099.200.000
Abruzzo	1.762.800.000
Molise	668.400.000
Campania	1.967.600.000
Puglia	656.000.000
Basilicata	1.273.600.000
Calabria	2.248.800.000
Totale . . .	20.000.000.000

Art. 2.

L'onere complessivo graverà sul capitolo 7102 dello stato di previsione della spesa del Ministero del bilancio e della programmazione economica per il 1997, in conto residui 1996.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 29 dicembre 1997

Il direttore generale: BITETTI

98A0688

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 20 gennaio 1998.

Scioglimento d'ufficio di alcune società cooperative.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI ANCONA

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Vista la circolare n. 33 del 7 marzo 1996 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale della cooperazione - divisione IV/6;

Visto il parere favorevole espresso dal comitato centrale per le cooperative nella riunione del 10 dicembre 1997;

Decreta:

Le società cooperative sottoelencate sono sciolte in base al combinato disposto dell'art. 2544 del codice civile e della legge 17 luglio 1975, n. 400, art. 2, senza nomina di commissario liquidatore:

1) società cooperativa «C.A.L.P.I.» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Fabriano (Ancona), costituita per rogito notaio Antonio Giacalone in data 12 giugno 1976, repertorio n. 30275/11241, registro società n. 7014 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 1556/147594;

2) società cooperativa «Cavallo» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Senigallia (Ancona), costituita per rogito notaio F. Paolo Poeti in data 28 aprile 1965, repertorio n. 16559, registro società n. 4212 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 419/93266;

3) società cooperativa «Fontadamo» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Jesi (Ancona), costituita per rogito notaio Furio Lupini in data 7 aprile 1965, repertorio n. 37321, registro società n. 4188 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 404/92918;

4) società cooperativa «Ostrense» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Ostra (Ancona), costituita per rogito notaio Giovanni Marcorelli in data 20 gennaio 1962, repertorio n. 999, registro società n. 3672 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 158/71710;

5) società cooperativa «Sanguineti» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Morro d'Alba (Ancona), costituita per rogito notaio Giovanni Marcorelli in data 12 giugno 1963, repertorio n. 3290, registro società n. 3853 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 215/78485;

6) società cooperativa «San Pasquale» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Ostra Vetere (Ancona), costituita per rogito notaio F. Polo Poeti in data 18 dicembre 1964, repertorio n. 15816, registro società n. 4153 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 379/91279;

7) società cooperativa «S. Lucia» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Jesi (Ancona), costituita per rogito notaio F. Paolo Poeti in data 20 gennaio 1965, repertorio n. 16005, registro società n. 4160 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 385/91611;

8) società cooperativa «3 P di Rosora» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Rosora (Ancona), costituita per rogito notaio Enzo Liguori in data 24 giugno 1964, repertorio n. 40441, registro società n. 4256 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 435/94831;

9) società cooperativa «Turistica Poggio San Romualdo» - società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Fabriano (Ancona), costituita per rogito notaio Antonino Giacalone in data 23 aprile 1978, repertorio n. 34166, registro società n. 8042 tribunale di Ancona, B.U.S.C. n. 1730/159932.

Ancona, 20 gennaio 1998

Il direttore: PERRUCCI

98A0689

MINISTERO DELLA SANITÀ

ORDINANZA 23 gennaio 1998.

Proroga dell'efficacia dell'ordinanza 5 marzo 1997 concernente il divieto di commercializzazione e di pubblicità di gameti ed embrioni umani.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto l'art. 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833;

Vista la propria ordinanza del 5 marzo 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 55 del 7 marzo 1997) con la quale, in considerazione tra l'altro del diffondersi di comportamenti anomali e di messaggi pubblicitari non corretti, in mancanza di una specifica disciplina in materia di procreazione medicalmente assistita, è stato disposto il temporaneo divieto di ogni forma di remunerazione diretta o indiretta, immediata o differita, in denaro od in qualsiasi altra forma, per la cessione di gameti, embrioni o, comunque, di materiale genetico, nonché di ogni forma di intermediazione commerciale finalizzata a tale cessione e di ogni altra forma di incitamento all'offerta del predetto materiale e di diffusione di messaggi recanti tale offerta;

Viste le proprie ordinanze del 4 giugno 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 132 del 9 giugno 1997), del 4 settembre 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 215 del 15 settembre 1997) con le quali l'efficacia della sopracitata ordinanza del 5 marzo 1997 è stata prorogata al 31 gennaio 1998;

Vista la propria ordinanza del 25 giugno 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 150 del 30 giugno 1997) con la quale si è ritenuto opportuno far coincidere i termini di scadenza di cui all'art. 3 della propria ordinanza del 5 marzo 1997 con i termini di efficacia della stessa;

Vista la propria ordinanza del 10 ottobre 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 268 del 17 novembre 1997) con la quale veniva estesa la disciplina di cui all'art. 3 dell'ordinanza 5 marzo 1997 ai centri pubblici e privati la cui attivazione è stata programmata successivamente al 4 giugno 1997;

Ritenuto che l'imprevisto protrarsi della situazione oggetto dell'adozione dei citati provvedimenti contingibili ed urgenti, dovuta alla non ancora intervenuta definizione della disciplina legislativa, in quanto potenzialmente in grado di estendere in modo incontrollato se non ingannevole i casi di cessione di gameti od altro materiale genetico, può determinare seri rischi per l'integrità della persona e più in generale, per la salute pubblica;

Tenuto, altresì, conto che i procedimenti di procreazione medicalmente assistita, in quanto non preclusi da specifici divieti ed ostacoli di natura penale, hanno determinato una estrinsecazione dell'attività da parte di centri pubblici e privati;

Considerato che in ordine ai centri tutti, individuati a seguito delle proprie sopracitate ordinanze, emerge comunque la necessità di esercitare l'attività di controllo e di vigilanza;

Considerato che alla commissione XII affari sociali della Camera dei deputati continua l'esame per l'elaborazione di un testo unificato dei disegni di legge presentati alla stessa Camera in materia di procreazione medicalmente assistita;

Ritenuto, pertanto, che sussistono tuttora le ragioni per prorogare l'efficacia della predetta ordinanza del 5 marzo 1997, in attesa della disciplina legislativa;

Ordina:

Art. 1.

L'efficacia delle disposizioni contenute negli articoli 1 e 2 dell'ordinanza del 5 marzo 1997, recante divieto di commercializzazione e di pubblicità di gameti ed embrioni umani o, comunque, di materiale genetico, è prorogata fino al 30 giugno 1998, fermo restando l'obbligo a carico dei centri pubblici e privati che praticano tecniche di procreazione medicalmente assistita di inviare le comunicazioni previste dall'art. 3 dell'ordinanza 5 marzo 1997.

Roma, 23 gennaio 1998

Il Ministro: BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 1998
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 15

98A0696

ORDINANZA 23 gennaio 1998.

Proroga dell'efficacia dell'ordinanza 5 marzo 1997 relativa al divieto di pratiche di clonazione umana o animale.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto l'art. 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833;

Vista la propria ordinanza del 5 marzo 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 55 del 7 marzo 1997) con la quale, in considerazione dell'allarmante diffondersi di notizie di stampa su ripetuti episodi di clonazione di specie animali e di dichiarazioni scientifiche sulla possibilità di estendere le metodiche relative a tale pratica alla specie umana, è stato disposto, in attesa di un'idonea disciplina di livello legislativo, il temporaneo divieto di qualsiasi forma di sperimentazione e di intervento, comunque praticata, finalizzata, anche indirettamente alla clonazione umana o animale;

Viste le proprie ordinanze del 4 giugno 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 132 del 9 giugno 1997), del 4 settembre 1997 (*Gazzetta Ufficiale* n. 215 del 15 settembre 1997) con le quali l'efficacia della sopracitata ordinanza del 5 marzo 1997 è stata prorogata al 31 gennaio 1998;

Considerato che la perdurante mancanza di qualsiasi regolamentazione in materia di clonazione umana o animale, dovuta alla non ancora intervenuta definizione della disciplina legislativa, può comportare sperimentazioni e interventi, senza alcuna garanzia di tutela della salute pubblica;

Viste anche le intervenute iniziative intraprese in sede comunitaria in materia di divieto della clonazione di esseri umani e di ogni intervento sull'identità genetica;

Visto che è in corso di firma tra le parti il protocollo addizionale alla Convenzione di Oviedo sui diritti dell'uomo e la biomedicina recante divieto di clonazione di esseri umani - Consiglio d'Europa;

Ritenuto, pertanto, che sussistono tuttora le ragioni per prorogare l'efficacia della predetta ordinanza del 5 marzo 1997, in attesa della disciplina legislativa:

Ordina:

Art. 1.

Per i motivi specificati in premessa, l'efficacia dell'ordinanza del 5 marzo 1997 recante il divieto di qualsiasi forma di sperimentazione e di intervento, comunque praticata, finalizzata, anche indirettamente, alla clonazione umana o animale, è prorogata al 30 giugno 1998.

Roma, 23 gennaio 1998

Il Ministro: BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 1998
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 14

98A0697

DECRETI E DELIBERE DI COMITATI DI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DELIBERAZIONE 18 dicembre 1997.

Direttive per la determinazione, in via transitoria, delle tariffe degli acquedotti e del canone di fognatura per l'anno 1998. (Deliberazione n. 248/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 5 gennaio 1994, n. 36, che detta una nuova disciplina intesa ad assicurare maggiore efficienza nell'utilizzo delle risorse idriche, in un'ottica integrata del ciclo dell'acqua, e visti in particolare gli articoli 13, 14 e 15 di detta legge;

Visto l'art. 12 del decreto-legge 8 agosto 1994, n. 507, convertito dalla legge 21 ottobre 1994, n. 584, che modifica l'art. 32, comma 3, della citata legge n. 36/1994;

Visto l'art. 2, comma 3, del decreto-legge 17 marzo 1995, n. 79, convertito dalla legge 17 maggio 1995, n. 172, che demanda a questo Comitato di fissare sino all'elaborazione del metodo normalizzato di cui all'art. 13, comma 3, della citata legge n. 36/1994 criteri, parametri e limiti per la determinazione e l'adeguamento delle tariffe del servizio idrico, con particolare riferimento alle quote di tariffe riferite al servizio di fognatura e di depurazione;

Vista la legge 28 dicembre 1995, n. 549, che all'art. 3, commi 42-47, reca disposizioni in materia di fissazione della quota di tariffa riferita al servizio di depurazione;

Visto l'art. 6 del decreto-legge 25 marzo 1997, n. 67, convertito dalla legge 23 maggio 1997, n. 135, che prevede la predisposizione di un piano straordinario di completamento e razionalizzazione dei sistemi di collettamento e depurazione delle acque reflue urbane;

Visto il decreto legislativo 15 settembre 1997, n. 342, recante disposizioni in materia di contabilità, di equilibrio e di dissesto finanziario degli enti locali;

Vista la legge 8 ottobre 1997, n. 344, recante disposizioni per lo sviluppo e la qualificazione degli interventi e dell'occupazione in campo ambientale e che, all'art. 8, tra l'altro, vincola i proventi derivanti dall'applicazione dell'art. 14, comma 1, della legge n. 36/1994 alla realizzazione degli interventi inclusi nel piano straordinario di cui sopra;

Vista la direttiva 91/271/CEE del Consiglio in data 21 maggio 1991, relativa al trattamento delle acque reflue urbane;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 4 marzo 1996, con il quale sono state adottate le determinazioni previste dall'art. 4, comma 1, della citata legge n. 36/1994;

Visto il decreto del Ministro dei lavori pubblici in data 1° agosto 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 243 del 16 ottobre 1996, con il quale è stato approvato il metodo normalizzato previsto dall'art. 13 della legge n. 36/1994;

Vista la propria delibera in data 10 maggio 1995 (*Gazzetta Ufficiale* n. 165 del 17 luglio 1995), con la quale questo Comitato ha formulato direttive per la determinazione, in via transitoria, delle tariffe degli acquedotti per l'anno 1995;

Viste le proprie delibere del 24 aprile 1996 (*Gazzetta Ufficiale* n. 118 del 22 maggio 1996) e dell'8 maggio 1996 (*Gazzetta Ufficiale* n. 138 del 14 giugno 1996), concernenti rispettivamente la definizione delle linee guida per la regolazione dei servizi di pubblica utilità e l'istituzione del nucleo di consulenza per l'attuazione di dette linee guida (NARS);

Vista la delibera in data 26 giugno 1996 (*Gazzetta Ufficiale* n. 176 del 29 luglio 1996) con la quale questo Comitato, modificando e sostituendo le delibere adottate in materia — rispettivamente — il 21 ed il 29 dicembre 1995, ha dettato direttive per la determinazione delle tariffe degli acquedotti e di fognatura per il 1996;

Viste le proprie delibere in data 27 novembre 1996 (*Gazzetta Ufficiale* n. 28 del 4 febbraio 1997), con le quali sono state dettate direttive per le determinazioni tariffarie relative ai servizi sopra considerati per il 1997;

Visto il decreto del Ministro dei lavori pubblici 8 gennaio 1997, n. 99, contenente il regolamento sui criteri e metodi per la valutazione delle perdite degli acquedotti e delle fognature;

Visto il parere formulato dal Consiglio di Stato, nell'adunanza dell'8 aprile 1997, in ordine all'applicabilità delle direttive di questo Comitato anche alla fattispecie della cessione di acqua a subdistributori;

Visto il piano straordinario di completamento e razionalizzazione dei sistemi di collettamento e depurazione, che — previo parere favorevole della conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano — è stato adottato con decreto del Ministro dell'ambiente il 29 luglio 1997 e che reca un fabbisogno di circa 10.000 miliardi di lire;

Viste le raccomandazioni formulate dal NARS nella seduta del 24 luglio 1997;

Vista la circolare del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato n. 3419/C del 9 settembre 1997, emanata a seguito delle richiamate raccomandazioni del NARS, e concernente gli aumenti della quota fissa intervenuti in data antecedente alla citata delibera del 10 maggio 1995;

Viste le indicazioni in materia di politica tariffaria contenute nella relazione previsionale e programmatica per il 1998;

Viste le ulteriori raccomandazioni formulate dal NARS nella seduta del 2 ottobre 1997;

Vista la nota US/290 del 15 ottobre 1997, con la quale il Ministero dei lavori pubblici ha trasmesso una relazione sullo stato di attuazione della citata legge n. 36/1994, con riferimento tanto agli adempimenti di propria competenza quanto agli adempimenti di competenza regionale, rilevando come la complessiva situazione di ritardo nella emanazione — da parte delle

regioni — delle forme giuridiche di cooperazione tra gli enti locali per l'organizzazione delle strutture di gestione, nonché di disciplina degli aspetti relativi al personale ai sensi dell'art. 12, comma 3, della legge n. 36/1994 non renda possibile, nonostante la ricordata approvazione del metodo normalizzato, il passaggio al regime tariffario previsto dagli articoli 13 e 14 della legge suddetta alla data del 1° gennaio 1998 e proponendo quindi di prorogare la validità della disciplina transitoria rimessa a questo Comitato sulla base delle indicazioni emerse in sede NARS;

Vista la nota n. 489020 del 16 ottobre 1997, con la quale il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, nel condividere le raccomandazioni formulate dal citato Nucleo, ha dichiarato di farle proprie;

Vista la nota in data 16 ottobre 1997, con la quale il Ministro delle finanze, dichiara di far proprie le indicazioni del NARS;

Tenuto conto che il protocollo di accordo sul lavoro firmato dal Governo e dalle parti sociali il 24 settembre 1996 considera il rilancio degli investimenti, fra l'altro, nel settore idrico anche nell'ottica congiunturale di promuovere una maggiore occupazione;

Preso atto che molte regioni hanno proceduto alla delimitazione degli ambiti territoriali ottimali e che un ulteriore impulso all'accelerazione del processo di attuazione della legge n. 36/1994 è dato dalla disposizione di cui all'art. 8, comma 2, della citata legge n. 344/1997, che, in assenza di avvenuta determinazione da parte della regione interessata, identifica detto ambito con il territorio della provincia, salva la facoltà della regione stessa di procedere successivamente a diversa delimitazione;

Preso atto peraltro che i poteri di direttiva tariffaria di questo Comitato in materia sono destinati comunque a non esaurirsi in tempi ristretti anche in relazione alla previsione legislativa di gestioni salvaguardate;

Preso atto che il NARS, nelle richiamate raccomandazioni, ha conseguentemente tracciato le linee di politica tariffaria per l'intero periodo transitorio al fine di proseguire con maggiore sistematicità quel percorso, già avviato con la delibera del 26 giugno 1996, di progressivo avvicinamento ai criteri sanciti dalla legge n. 36/1994 ed ai più generali principi di tariffazione dei servizi di pubblica utilità di cui alla propria delibera del 24 aprile 1996, assicurando nel contempo maggiori certezze agli operatori del settore;

Preso atto che il metodo normalizzato definito dal citato decreto ministeriale del 1° agosto 1996 necessita di alcuni affinamenti intesi ad assicurarne una maggiore compatibilità con le linee guida di cui alla suddetta delibera del 24 aprile 1996;

Preso atto che, ai sensi del richiamato art. 3, commi 42 e seguenti della legge n. 549/1995, il canone di depurazione per le utenze civili resta invariato nella cifra fissa di lire 500 a metro cubo, mentre per le utenze industriali è determinato mediante applicazione della formula tipo e delle relative tariffe stabilite dalla legislazione regionale in attuazione dell'art. 17-*bis* della legge 10 maggio 1976, n. 319, e successive modificazioni;

Preso atto che il servizio idrico integrato deve perseguire obiettivi puntualmente definiti da direttive comunitarie e da leggi nazionali;

Ritenuto di condividere le raccomandazioni del NARS, che tra l'altro segnala la necessità di puntare in prospettiva, per l'intero settore idrico, al riequilibrio tra ricavi e costi sia attraverso processi di efficientamento sia attraverso un adeguamento e un riequilibrio tariffario che allineino le tre componenti (acquedotto, fognatura e depurazione) alla struttura dei costi e preso altresì atto della necessità di promuovere forme più razionali di utilizzo delle risorse idriche anche attraverso il riuso delle acque reflue;

Ritenuto, nelle more dell'adozione di modifiche normative che consentano una disciplina complessiva della materia anche nel periodo transitorio, di dettare intanto direttive per la determinazione delle tariffe relative al 1998 sulla base del metodo del price-cap;

Ritenuto, in tale contesto, di confermare transitoriamente l'articolazione tariffaria individuata, per il servizio acquedottistico, nelle deliberazioni del CIP n. 45 e n. 46 del 4 ottobre 1974, pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* n. 266 dell'11 ottobre 1974, e nella deliberazione CIP n. 26/1975 pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 290 del 31 ottobre 1975, e successive modifiche ed integrazioni, ivi incluse quelle di cui alla citata circolare del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Ritenuto di adottare per il servizio di fognatura la stessa impostazione e di confermare quindi di massima l'attuale sistematica, come tracciata dagli articoli 16 e seguenti della menzionata legge n. 319/1976 e successive modifiche ed integrazioni, prevedendo peraltro che il volume di acqua venga determinato secondo le indicazioni di cui all'art. 14, commi 3 e 4, della legge n. 36/1994;

Ritenuto — in relazione alla dimensione del fabbisogno di investimenti del settore, già in parte evidenziata dal citato piano straordinario — di introdurre misure intese a riattivare, sebbene in misura certamente inadeguata a detto fabbisogno, un'effettiva politica degli investimenti tramite la previsione di incrementi aggiuntivi per l'effettuazione degli interventi definiti ammissibili, perché considerati congrui con l'assetto a regime, e tramite l'applicazione di penalizzazioni nell'ipotesi di sottorealizzazione degli investimenti programmati;

Ritenuto di dover promuovere il ricorso alle economie di scala derivante dall'integrazione verticale ed orizzontale del servizio idrico per ambiti, in coerenza con gli obiettivi della legge n. 36/1994 ed in considerazione delle ricordate disposizioni dell'art. 8, comma 2, della legge n. 344/1997, e ritenuto quindi di individuare prime misure di incentivazione per l'integrazione verticale della filiera (attività di acquedotto, fognatura e depurazione);

Ritenuto di confermare per il 1998 il tasso di crescita obiettivo di produttività nella misura dell'1,1%, anche in relazione a stime effettuate sull'andamento medio della produttività di alcune aziende rilevanti, lasciando l'implementazione di un percorso di efficientamento delle singole gestioni alle autorità di ambito che disporranno di più puntuali informazioni;

Ritenuto, in coerenza con gli obiettivi di razionalizzazione e contenimento della spesa pubblica perseguiti dal legislatore, di prevedere verifiche sulle modalità di utilizzo della quota di tariffa determinata dal citato art. 3, commi 42 e 47, della legge n. 549/1995, nonché sull'effettiva applicazione e sulla corretta destinazione della quota di cui all'art. 14, comma 1, della legge n. 36/1994, anche al fine di consentire una puntuale quantificazione degli introiti riservati al finanziamento del piano straordinario di completamento e razionalizzazione dei sistemi di collettamento e depurazione ai sensi del richiamato art. 8 della legge n. 344/1997;

Vista la delibera adottata da questo Comitato, alla stregua delle considerazioni esposte, il 16 ottobre 1997;

Tenuto conto delle indicazioni formulate dalla Corte dei conti in ordine all'opportunità di definire più puntualmente le conseguenze riconducibili all'esito negativo delle verifiche effettuate dall'UPICA in tema di determinazione delle tariffe acquedottistiche;

Ritenuto, in conformità a dette indicazioni, di prevedere misure più incisive a tutela dell'utenza e ritenuto, per comodità di consultazione, di riprodurre in unico testo anche le disposizioni della precedente delibera che non vengono modificate;

Delibera:

La delibera adottata da questo comitato il 16 ottobre 1997, non pubblicata, viene integrata e sostituita dal testo seguente:

1. GESTIONE SEPARATA DEI SERVIZI DI ACQUEDOTTO E DI FOGNATURA

1.1. *Servizio di acquedotto*

Fino all'entrata in vigore della tariffa fissata dagli articoli 13, 14 e 15 della legge 5 gennaio 1994, n. 36, e comunque non oltre il 31 dicembre 1998 gli enti interessati e le imprese che gestiscono il servizio, nonché gli uffici provinciali dell'industria, del commercio e dell'artigianato si attengono alle direttive di cui alla presente delibera.

1.1.1. *Determinazione delle tariffe*

1.1.1.1. Ai fini della determinazione della tariffa base, nonché della articolazione tariffaria e delle norme afferenti il servizio continuano ad applicarsi, nel rispetto delle aggregazioni tariffario-territoriali esistenti e salvo quanto diversamente stabilito nella presente delibera, i provvedimenti CIP n. 45/1974, 46/1974, 26/1975 e successive modifiche ed integrazioni.

1.1.1.2. I costi da considerare per il calcolo della tariffa base sono quelli relativi all'esercizio finanziario cui si riferiscono le tariffe, detratti i ricavi diversi da tariffa relativi al medesimo esercizio, quali allacciamenti, contributi vari, interessi attivi, quote mensili di utenza di cui al punto 6 del provvedimento CIP n. 45/1974. I costi unitari sono ricavati tenendo conto del quantitativo di acqua che si prevede di vendere.

1.1.1.3. Ai fini della individuazione dei costi di cui al punto precedente, per ciascuno degli esercizi finanziari di riferimento si tiene conto dei costi annui, al netto di eventuali deficit pregressi, desumibili dai bilanci consuntivi degli esercizi precedenti e degli incrementi di costi risultanti dal preventivo.

1.1.1.4. I costi di cui al punto 1.1.1.2. riguardano, oltre alla gestione, anche l'attività di investimento, ivi compresi gli oneri di ammortamento tecnico-finanziario, limitatamente agli interventi programmati antecedentemente alle presenti direttive. Gli investimenti relativi al 1998 potranno essere computati solo nei limiti precisati al punto successivo.

1.1.2. *Limitazioni transitorie agli incrementi tariffari*

1.1.2.1. Per l'anno 1998 gli incrementi tariffari non debbono superare lo 0,7% pari alla differenza tra il tasso di inflazione programmato ed il tasso di crescita obiettivo della produttività.

Tale limite non vale per gli enti locali dissestati o in situazioni strutturalmente deficitarie che, con l'incremento tariffario così calcolato, non raggiungono le percentuali di copertura obbligatoria dei costi di gestione del servizio. Ai fini di cui sopra si fa riferimento ai criteri di dimostrazione del tasso di copertura definiti dal Ministero dell'interno con la circolare dell'8 febbraio 1997, n. 8, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 43 del 21 febbraio 1997, e successive eventuali modificazioni che vengano apportate ai sensi del decreto legislativo 15 settembre 1997, n. 342.

1.1.2.2. Può essere previsto un incremento ulteriore nell'eventualità che debbano essere effettuati gli investimenti di cui appresso ed in relazione al volume di detti investimenti, sino ad un massimo di ulteriori 5 punti percentuali qualora gli investimenti stessi raggiungano almeno 1/3 del fatturato previsto per il medesimo anno 1998. Nel caso di rapporti inferiori si procede per interpolazione lineare.

I valori di investimento da considerare sono quelli necessari per garantire la qualità del servizio e l'efficienza degli impianti: le categorie di interventi da considerare ammissibili sono incluse nella parte *A* dell'allegato 1, che forma parte integrante della presente delibera.

Nell'ipotesi che al 31 dicembre 1997 non risulti realizzato il volume di investimenti considerato in sede di determinazione dell'aumento tariffario calcolato per il 1996 ai sensi della delibera 26 giugno 1996 o del 2° periodo del punto 2.4 della delibera 27 novembre 1996, all'incremento complessivo per il 1998, come sopra calcolato, viene applicato un fattore correttivo negativo, pari all'incremento tariffario corrispondente alla differenza tra il volume di investimenti previsto ed il volume di investimenti effettivamente realizzato.

La formula per individuare puntualmente la maggiorazione per investimenti migliorativi del servizio è riportata nell'allegato 2, che forma parte integrante della presente delibera.

1.1.2.3. Gli incrementi tariffari di cui sopra sono applicati sulle tariffe vigenti, purché le stesse non siano superiori ai valori risultanti dall'attuazione delle direttive di cui alla citata delibera del 27 novembre 1996.

1.1.3. *Prezzo di cessione dell'acqua all'ingrosso*

Il «prezzo» di cessione dell'acqua all'ingrosso ad enti subdistributori resta regolato dalle direttive di cui alla presente delibera.

1.1.4. *Procedure*

1.1.4.1. Gli enti locali e loro consorzi o, se abilitati per legge o dagli atti convenzionali, gli enti gestori calcolano, sotto la propria responsabilità e nel rispetto delle relative procedure, le nuove tariffe sulla base dei criteri di cui ai punti precedenti. Provvedono inoltre alla pubblicazione delle tariffe stesse sul F.A.L. o sul B.U.R.

1.1.4.2. L'atto di determinazione delle nuove tariffe ed i valori numerici per il calcolo delle stesse, corredati dalla relativa documentazione giustificativa, sono trasmessi dai soggetti interessati all'ufficio provinciale dell'industria, del commercio e dell'artigianato (UPICA) competente per territorio, contestualmente all'invio in pubblicazione dei nuovi valori tariffari. Per gli acquedotti interprovinciali o interregionali è competente l'UPICA nella cui circoscrizione territoriale è ubicata la sede legale del gestore.

1.1.4.3. L'UPICA verifica, anche a campione, in misura comunque non inferiore al 10% dei provvedimenti pervenuti relativamente al 1998, gli incrementi tariffari di cui alla presente delibera e l'articolazione tariffaria. La verifica è comunque obbligatoria in tutti i casi in cui l'ente o l'impresa che gestisce il servizio fruisca dell'incremento aggiuntivo previsto al punto 1.1.2.2.

1.1.4.4. Ai fini di cui al precedente punto 1.1.4.3 l'UPICA richiede la documentazione e le informazioni aggiuntive ritenute necessarie e formula le proprie osservazioni fissando il termine di venti giorni dal ricevimento della relativa richiesta per ottemperare alla richiesta stessa e per presentare eventuali controdeduzioni.

Ove rilevi la non conformità delle tariffe determinate e pubblicate, l'UPICA diffida l'ente o l'impresa che gestisce il servizio interessato a provvedere, entro i trenta giorni successivi, ai conseguenti adempimenti di rettifica ed a procedere all'immediata pubblicazione del relativo provvedimento sul F.A.L. o sul B.U.R.: in occasione della prima fatturazione utile dovranno essere effettuati i conguagli per il periodo intercorrente dalla data di decorrenza del provvedimento rettificato e la data di decorrenza del provvedimento di rettifica. Contestualmente all'invio della diffida l'UPICA dà comunicazione di tale invio alle associazioni dei consumatori. Qualora l'ente o l'impresa interessata non adotti il provvedimento di rettifica nel termine sopra indicato, l'UPICA attiverà tutte le misure previste dalla vigente legislazione, ivi inclusa la denunzia alla competente autorità giudiziaria.

Analoga procedura verrà seguita nell'ipotesi che l'ente o l'impresa che gestisce il servizio non ottemperi all'invito di fornire la documentazione e le informazioni aggiuntive richieste dall'UPICA entro il termine indicato al presente punto.

1.1.4.5. Nel caso di comuni serviti da più acquedotti, ove già siano costituite casse conguaglio prezzi al fine di assicurare a tutti gli utenti del comune parità di trattamento tariffario, le casse conguaglio prezzi continuano ad operare presso l'UPICA competente per territorio. Nella citata fattispecie le domande di adeguamento tariffario sono presentate al suddetto UPICA, che, valutatane la congruità, procede alla definizione della tariffa base unificata e della conseguente articolazione tariffaria unificata valida per compensazioni tra i diversi acquedotti mediante la utilizzazione della cassa conguaglio. Alla pubblicazione delle nuove tariffe unificate provvede l'UPICA.

1.2. *Servizi di fognatura*

Fino all'entrata in vigore della tariffa fissata dagli articoli 13, 14 e 15 della legge n. 36/1994 e comunque non oltre il 31 dicembre 1997 - fermo restando quanto previsto in via generale dalla normativa di settore - gli enti gestori determinano le quote di servizio di fognatura sulla base delle seguenti direttive.

1.2.1. *Utenze civili*

Per le utenze relative agli insediamenti classificati come civili dall'art. 1-*quater* del decreto-legge 10 agosto 1976, n. 544, convertito dalla legge 8 ottobre 1976, n. 690, integrato dall'art. 17 della legge 24 dicembre 1979, n. 650, la tariffa massima a metro cubo può essere incrementata sino ad un massimo dello 0,7%, pari alla differenza tra il tasso di inflazione programmato ed il tasso di crescita obiettivo della produttività.

L'importo massimo deve essere comunque applicato nei comuni in cui la percentuale di copertura dei costi di gestione sia pari o inferiore all'80% o che non presentino un sistema di fognatura completato e funzionale esteso a tutte le utenze residenti, ai fini del completamento del sistema fognante stesso.

Per la determinazione della quota tariffaria di cui al presente punto, il volume dell'acqua scaricata è determinato ai sensi dell'art. 14, comma 3, della citata legge n. 36/1994.

1.2.2. *Utenze industriali*

Per le utenze relative agli insediamenti classificati quali insediamenti o complessi produttivi ai sensi dell'art. 1-*quater* del citato decreto-legge n. 544/1976, convertito dalla legge n. 690/1976, la quota di tariffa è determinata, sulla base della quantità delle acque reflue scaricate, mediante applicazione della formula tipo fissata con decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1977, in attuazione dell'art. 17-*bis*, comma 1, della legge 10 maggio 1976, n. 319, e successive modificazioni ed integrazioni, e delle relative tariffe già stabilite sulla base di detta formula.

In ogni caso l'incremento non potrà superare, nel 1998, lo 0,7%.

1.2.3. *Aumenti aggiuntivi per investimenti*

In aggiunta agli aumenti scaturenti dalle disposizioni di cui ai punti precedenti possono essere applicati incrementi fino ad un massimo di ulteriori 5 punti percentuali qualora debbano essere effettuati investimenti strettamente necessari per garantire la normale efficienza degli impianti e per realizzare gli obiettivi qualitativi fissati dalla vigente legislazione, in particolare mediante estensione della rete per allacci di nuove utenze: le categorie di intervento da considerare ammissibili sono ricomprese nella parte *A* del citato allegato 1.

L'aumento massimo può essere applicato in presenza di investimenti che raggiungano almeno 1/3 del fatturato previsto per l'anno 1996.

Nel caso di rapporti inferiori si procede per interpolazione lineare.

Nell'ipotesi che al 31 dicembre 1997 non sia stato realizzato il volume di investimenti considerato in sede di determinazione dell'aumento tariffario calcolato per il 1996 ai sensi della delibera 26 giugno 1996 o del 2° periodo del punto 3 della delibera 27 novembre 1996, all'incremento complessivo per il 1998, come sopra calcolato, viene applicato un fattore correttivo negativo, pari all'incremento tariffario corrispondente alla differenza tra il volume di investimenti previsto e il volume di investimenti effettivamente realizzato.

1.2.4. *Base applicazione*

Gli incrementi tariffari di cui ai punti precedenti sono applicati sulle tariffe vigenti purché le stesse non siano superiori ai valori risultanti dall'attuazione delle direttive di cui alla delibera del 27 novembre 1996.

1.2.5. *Disciplina impianti non completati*

I gestori che, ai sensi della delibera 27 novembre 1996, in presenza di impianti non completati e funzionali hanno applicato la quota massima prevista per il servizio di fognatura possono determinare gli aumenti di cui ai punti precedenti solo se dimostrano di aver proceduto ad accantonare o a destinare i ricavi eccedenti le necessità gestionali ad interventi di completamento della rete.

Il Ministero dell'ambiente, d'intesa con il Ministero dei lavori pubblici e con il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, con circolare da emanare entro sessanta giorni dall'adozione della presente delibera, individuerà per le gestioni non integrate le relative modalità di verifica.

2. GESTIONE INTEGRATA DEI SERVIZI DI ACQUEDOTTO E FOGNATURA

2.1. *Limitazioni transitorie agli incrementi tariffari*

I soggetti che gestiscano contemporaneamente i servizi considerati al punto 1 e che risultino abilitati alla determinazione delle relative tariffe possono derogare ai limiti previsti, distintamente, ai punti 1.1.2.1. e 1.2.1. per i servizi di acquedotto e per il servizio di fognatura (utenze civili) purché la media ponderata degli incrementi tariffari applicati ai due servizi non travalichi i limiti stessi: a tal fine viene attribuito il peso, rispettivamente, dell'82,4% al servizio di acquedotto e del 17,6% al servizio di fognatura (utenze civili).

Detta media ponderata di aumento (Δ T) risulta pertanto così determinata:

$$\Delta T = \pi a. \Delta Ta + \pi f. \Delta Tf$$

Dove:

π a = coefficiente di incidenza media nazionale (spesa famiglia) del servizio di acquedotto (pari, come esposto, all'82,4%);

Δ Ta = incremento percentuale della quota di tariffa relativa al servizio di acquedotto;

π f = coefficiente di incidenza media nazionale del servizio di fognatura (17,6%);

Δ T_f = incremento percentuale della quota relativa al servizio di fognatura.

La possibilità per il gestore che opera sui due servizi idrici di cui sopra di scegliere valori di incremento diversi per i servizi stessi consente al medesimo di ottimizzare le tariffe in relazione alla struttura dei relativi costi.

2.2. *Investimenti ammissibili*

Il vincolo circa gli investimenti ammissibili posto, rispettivamente, ai precedenti punti 1.1.2.2 e 1.2.3 non opera nei confronti dei gestori che gestiscono tutti e tre i servizi idrici (acquedotto, fognatura e depurazione).

Nella parte B del citato allegato 1 sono definite le categorie di investimenti che possono essere effettuate ai sensi del comma precedente, ferme restando le direttive di cui al punto 1 sul tetto massimo del 5% e sulla concreta quantificazione dell'incremento aggiuntivo in base al rapporto tra volume degli investimenti e fatturato previsto. Il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, d'intesa con il Ministero dei lavori pubblici e con il Ministero dell'ambiente, con circolare da emanare entro sessanta giorni dalla adozione della presente delibera, individuerà le relative modalità di verifica: detta circolare definirà anche, per le gestioni integrate, le modalità delle verifiche di cui ai punti 1.2.5 e 3.3.

2.3. *Clausola di rinvio*

Resta ferma l'applicazione delle altre direttive previste, rispettivamente, ai punti 1.1 e 1.2.

3. DISPOSIZIONI FINALI

3.1. *Decorrenza aumenti*

Gli incrementi conseguenti all'attuazione delle direttive di cui ai punti precedenti saranno applicati in due tranches: la prima, pari ai 2/3 dell'incremento complessivo, dal 1° gennaio 1998 e la seconda, corrispondente al residuo terzo, dal 1° luglio successivo. Le penalizzazioni previste in caso di sottorealizzazione degli investimenti programmati saranno scomputate dalla seconda tranche, essendo a tale data pienamente disponibili i dati a consuntivo.

3.2. *Riconoscibilità degli investimenti*

Gli investimenti programmati cui viene fatto riferimento per l'applicazione dell'apposito incremento tariffario previsto dalla presente delibera sono quelli assunti dal gestore a proprio carico diretto e che risultino aggiuntivi rispetto a quelli finanziati con risorse pubbliche, statali o comunitarie.

Possono essere comunque considerati, ai fini dell'incremento di cui sopra, gli investimenti ricompresi nei documenti di programma del relativo ambito territoriale ottimale.

Ai fini di una verifica dell'attuazione dei programmi di investimento nei settori considerati, nonché di un efficace monitoraggio delle tariffe deliberate, il NARS

procederà ad un'indagine sui costi di produzione e sugli effetti degli aumenti adottati, nei confronti di un campione significativo di enti locali ovvero di enti gestori.

3.3. *Servizio depurazione: verifiche*

Ai fini di poter quantificare i proventi accantonati derivanti dal canone di depurazione e destinabili al finanziamento del piano straordinario specificato in premessa, nella circolare prevista al punto 1.2.5 per le gestioni non integrate verranno individuate anche le modalità per verificare che i soggetti interessati abbiano utilizzato correttamente la quota di tariffa per depurazione determinata dall'art. 3, commi 43-47, della legge 28 dicembre 1995, n. 549, per necessità gestionali dell'impianto ed abbiano proceduto ad accantonare o destinare l'eccedenza al miglioramento degli impianti, con particolare riferimento all'adeguamento degli impianti ai livelli depurativi richiesti dalle norme più avanzate (c.d. trattamento terziario).

Nella suddetta circolare verranno altresì individuate le modalità per verificare che gli enti gestori, nelle ipotesi di cui all'art. 14, comma 1, della legge n. 36/1994, abbiano applicato la quota di tariffa prevista ed effettuato il relativo accantonamento.

La circolare indicherà le misure da applicare agli enti gestori nel caso che le verifiche di cui ai commi precedenti diano esito negativo.

Invita il NARS ad approfondire, con il Comitato per la vigilanza sull'uso delle risorse idriche, le linee di ridefinizione del metodo normalizzato che assicurino una piena coerenza del metodo stesso con la regolamentazione tariffaria dei servizi di pubblica utilità dettata con la delibera del 24 aprile 1996, meglio specificata in premessa, ed a sottoporre a questo Comitato le proprie proposte al riguardo entro il prossimo 31 dicembre in vista della formulazione di indirizzi ai sensi dell'art. 21 della richiamata legge n. 36/1994.

Roma, 18 dicembre 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

Registrata alla Corte dei conti il 28 gennaio 1998
Registro n. 1 Tesoro, foglio n. 95

ALLEGATO 1

A) INVESTIMENTI NECESSARI PER MANTENERE LA QUALITÀ DEL SERVIZIO E GARANTIRE LA NORMALE EFFICIENZA DEGLI IMPIANTI AMMESSI PER GLI ENTI GESTORI NON INTEGRATI:

1. interventi di ripristino e di manutenzione straordinaria delle reti e degli impianti esistenti, finalizzati ad evitare il loro degrado ed a mantenere i livelli di servizio esistenti, ivi compreso il ripristino di allacciamenti idrici e fognari ed il contenimento delle perdite nelle reti e negli impianti esistenti;

2. potabilizzazione dell'acqua secondo norma;

3. adeguamento degli standard di qualità e sicurezza secondo norma;

4. installazione contatori.

B) INTERVENTI AMMISSIBILI PER GLI ENTI CHE GESTISCONO IL SERVIZIO IDRICO INTEGRATO (ACQUA POTABILE, FOGNATURA E DEPURAZIONE):

1. tutti gli interventi elencati nel precedente punto *A*;

2. interventi volti a raggiungere i livelli minimi di servizio di cui al decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 4 marzo 1996 e/o comunque finalizzati al miglioramento della qualità percepita dall'utente;

3. interventi destinati ad incrementare e/o ottimizzare l'utilizzazione delle risorse idriche;

4. interventi destinati a migliorare e/o razionalizzare il sistema di collettamento e la depurazione delle acque.

Per gli interventi di cui ai punti *A* e *B* sono da escludere, ai fini della maggiorazione tariffaria prevista dal coefficiente K per investimenti, quelli relativi alla manutenzione ordinaria.

ALLEGATO 2

CALCOLO DELL'INCREMENTO TARIFFARIO AGGIUNTIVO PER INVESTIMENTI

K (incremento tariffario aggiuntivo per investimenti) viene determinato secondo il criterio seguente:

$$K_t = q \cdot \frac{I_t^p}{F_t^p} \cdot Q_t - q \cdot \left(\frac{I_{t-1}^p}{F_{t-1}^p} - \frac{I_{t-1}}{F_{t-1}} \right) \cdot Q_{t-1}$$

dove:

Q_t, Q_{t-1} = incrementi percentuali della tariffa consentiti, rispettivamente, per l'anno 1998, in relazione al rapporto tra investimenti programmati e fatturato, e per il periodo precedente, ove $Q_{t-1} = 5\%$;

q = costante riferita al tetto massimo stabilito, ai fini dell'applicazione dell'incremento tariffario Q, per il rapporto investimenti programmati/fatturato: detta costante è = 3.
Il prodotto $q \cdot \frac{I_t^p}{F_t^p}$ (dove $\frac{I_t^p}{F_t^p}$ è il rapporto investimenti/fatturato effettivamente programmato dal gestore per l'anno 1998) formalizza il metodo di interpolazione lineare per il riproporzionamento dell'incremento Q da applicare quando $\frac{I_t^p}{F_t^p}$ è minore del tetto massimo stabilito

I_t^p, I_{t-1}^p = investimenti programmati per l'anno 1998 e per il periodo precedente

I_{t-1}^p = investimenti effettivamente realizzati nel periodo precedente

F_t^p, F_{t-1}^p = fatturato previsto per l'anno t e per il periodo precedente

F_{t-1} = fatturato realizzato nel periodo precedente $(t-1)$.

Nota:

Per periodo precedente s'intende il 1996, cioè il periodo preso in considerazione dalla delibera 26 giugno 1996: il confronto viene effettuato tra gli investimenti programmati ai sensi di detta delibera e quelli realizzati tra la data di adozione del provvedimento tariffario attuativo (con la prevista decorrenza del 1° settembre 1996 o con la diversa decorrenza del 1° gennaio 1997 nel caso di applicazione della disposizione contenuta al riguardo nella delibera del 27 novembre 1996) e la data del 31 dicembre 1997.

98A0690

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

AZIENDA DI STATO PER GLI INTERVENTI NEL MERCATO AGRICOLO

DECRETO 28 gennaio 1998.

Proroga del termine per l'acquisto da parte dell'A.I.M.A. dei prodotti ricavati dalla distillazione di vini da tavola di produzione nazionale.

IL DIRETTORE GENERALE REGGENTE

Vista la legge 14 agosto 1982, n. 610, di riordinamento dell'A.I.M.A.;

Visto lo statuto-regolamento dell'A.I.M.A., approvato con decreto del Presidente della Repubblica n. 30 del 14 febbraio 1985;

Visto il decreto ministeriale n. 12874 del 5 ottobre 1994, con il quale il dott. Vito Lazzereschi è stato nominato Direttore generale reggente dell'A.I.M.A.;

Visto il decreto legislativo n. 29 del 3 febbraio 1993 e successive modifiche ed integrazioni, in particolare l'art. 3;

Vista la delibera adottata dal consiglio di amministrazione dell'A.I.M.A. nella seduta del 15 aprile 1993;

Visto il disciplinare per l'acquisto dei prodotti ricavati dalla distillazione preventiva dei vini da tavola di produzione nazionale di cui all'art. 38 del regolamento (CEE) n. 822/87 per la campagna 1996/97, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 298 del 23 dicembre 1997;

Ritenuto indispensabile ed urgente, per la concreta attuazione dell'intervento, prorogare al 28 febbraio 1998 il termine per la presentazione delle offerte di vendita dei prodotti della distillazione all'A.I.M.A., stabilito dall'art. 2 del citato disciplinare;

Decreta:

Il termine ultimo del 31 gennaio 1998, stabilito dall'art. 2 del disciplinare per l'acquisto da parte dell'A.I.M.A. dei prodotti ricavati dalla distribuzione preventiva dei vini da tavola di produzione nazionale per la campagna 1996/97, è prorogato al 28 febbraio 1998.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 gennaio 1998.

Il direttore generale reggente: LAZZERESCHI

98A0698

UNIVERSITÀ CATTOLICA DEL SACRO CUORE DI MILANO

DECRETO RETTORALE 21 gennaio 1998.

Modificazioni allo statuto dell'Università, relativamente alla facoltà di medicina e chirurgia «A. Gemelli».

IL RETTORE

Visto lo statuto dell'Università cattolica del Sacro Cuore, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1163, e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382;

Visti gli articoli 6 e 21 della legge 9 maggio 1989, n. 168;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341, recante la riforma degli ordinamenti didattici universitari;

Visto il decreto ministeriale 10 luglio 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 255 del 30 ottobre 1996, recante «Modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente al corso di laurea in medicina e chirurgia», e la tabella XVIII allegata al suddetto decreto;

Visto il decreto interministeriale Sanità - Università e ricerca scientifica e tecnologica del 21 febbraio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 74 del 29 marzo 1997, recante «Modalità per l'acquisizione di adeguate conoscenze radioprotezionistiche nell'ambito dei corsi di laurea in medicina e chirurgia e in odontoiatria e protesi dentaria nonché dei corsi di specializzazione in radiodiagnostica radioterapia e medicina nucleare»;

Vista la delibera del consiglio della facoltà di medicina e chirurgia «A. Gemelli», formulata nell'adunanza del 16 aprile 1997, intesa ad ottenere l'adeguamento del corso di laurea in medicina e chirurgia alla nuova tabella XVIII allegata al sopracitato decreto ministeriale del 10 luglio 1996;

Vista la proposta del senato accademico del 20 maggio 1997;

Vista la delibera del consiglio di amministrazione del 29 maggio 1997;

Preso atto del parere favorevole espresso dal Consiglio universitario nazionale nell'adunanza del 19 giugno 1997, comunicato dal Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica con nota del 28 luglio 1997, prot. n. 1978, in merito alla richiesta di adeguamento del corso di laurea in medicina e chirurgia al nuovo ordinamento didattico universitario;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare la modifica di statuto proposta, ai sensi del comma

quarto, seconda parte, dell'art. 17 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Decreta:

Art. 1.

Nella parte II «Ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo VIII «facoltà di medicina e chirurgia A. Gemelli», dello statuto dell'Università cattolica del Sacro Cuore - approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1163, e successive modifiche ed integrazioni - al n. «1 - Laurea in medicina e chirurgia», l'art. 149 viene soppresso e sostituito dal seguente articolato, con conseguente rinumerazione degli articoli successivi:

1. - LAUREA IN MEDICINA E CHIRURGIA

Art. 149. — Si è ammessi al corso di laurea se si è in possesso di licenza di scuola media superiore (maturità quinquennale) o titolo estero equipollente. Le norme di ammissione, di pertinenza di ciascun Ateneo, devono essere adeguate alla necessità di fornire agli studenti standards formativi conformi alle normative e raccomandazioni dell'Advisory committee on medical training dell'Unione europea ed alle eventuali disposizioni integrative nazionali. Il consiglio del corso di laurea ed il consiglio di facoltà, per le rispettive competenze, possono riconoscere come utili nel corso di laurea adeguati studi di livello universitario, eseguiti presso università o istituti di struzione universitaria riconosciuti, sulla base della validita culturale e professionalizzante del *curriculum* seguito. L'accreditamento degli studi compiuti puo dar luogo ad abbreviazioni di corso.

Il corso di laurea è rivolto a fornire le basi scientifiche e la preparazione teorico-pratica necessarie all'esercizio della professione medica; esso fornisce inoltre le basi metodologiche e culturali per la formazione permanente ed i fondamenti metodologici della ricerca scientifica. Lo studente nel complessivo corso degli studi deve pertanto acquisire un livello di autonomia professionale decisionale e operativa tale da consentirgli una responsabile e proficua frequenza ai successivi livelli di formazione post-laurea. La formazione deve caratterizzarsi per un approccio olistico ai problemi di salute della persona sana o malata, anche in relazione all'ambiente fisico e sociale che la circonda. A tal fine lo studente deve percorrere, in differenti e coordinate fasi di apprendimento, un itinerario formativo che lo porti ad acquisire:

le conoscenze teoriche essenziali che derivano dalle scienze di base, nella prospettiva della loro successiva applicazione professionale;

la capacità di rilevare e valutare criticamente, da un punto di vista clinico, ed in una visione unitaria estesa anche alla dimensione socio-culturale, i dati relativi allo stato di salute e di malattia del singolo individuo, interpretandoli alla luce delle conoscenze scientifiche di base, della fisiopatologia e delle patologie di organo e di apparato;

le abilità e l'esperienza, unite alla capacità di autovalutazione, per affrontare e risolvere responsabilmente i problemi sanitari prioritari dal punto di vista preventivo, diagnostico, prognostico, terapeutico e riabilitativo.

Lo studente deve acquisire:

la conoscenza dei valori etici e storici della medicina;

la capacità di comunicare con chiarezza e umanità con il paziente e con i familiari;

la capacità di collaborare con le diverse figure professionali nelle attività sanitarie di gruppo, applicando, nelle decisioni mediche, anche i principi dell'economia sanitaria;

la capacità di affrontare i problemi sanitari della comunità.

La durata del corso di laurea in medicina e chirurgia è di sei anni e comporta 5.500 ore di attivita formativa: ai sensi del quarto comma dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica n. 382/1980, la didattica del corso di laurea è di norma organizzata per ciascun anno di corso in due cicli coordinati di durata inferiore all'anno: i cicli, di seguito indicati convenzionalmente come semestri, hanno inizio rispettivamente nel mese di ottobre e di marzo, ed hanno una durata complessiva di almeno 28 settimane. Le 5.500 ore di attività formativa, intese come il monte ore complessivo necessario allo studente per il conseguimento della laurea, comprendono:

a) attività didattica formale (lezioni), per non più di 1.800 ore complessive;

b) attività di didattica interattiva volte all'analisi, alla discussione e alla soluzione di problemi biomedici, nonché alla pratica clinica: questa attività è organizzata preferibilmente in piccoli gruppi con l'assistenza di tutori (didattica tutoriale), ed è finalizzata all'apprendimento di obiettivi didattici sia cognitivi, sia pratici, sia relazionali e applicativi, per non meno di 1.700 ore, di cui 4/5 dedicate alla fase clinica;

c) attività d'internato obbligatorio e di preparazione della tesi di laurea per 800 ore;

d) apprendimento autonomo e guidato, programmato dal consiglio di corso di laurea in conformità al regolamento didattico, per circa 1.200 ore, da effettuare preferibilmente entro le strutture didattiche della facoltà, di norma nell'ambito delle fasi preclinica e clinica.

Nella ripartizione del monte-ore tra le diverse modalità di attività formativa, il consiglio di corso di laurea deve tener conto della necessità di favorire una crescita globale dello studente e di garantire al *curriculum* il massimo grado di coerenza e di integrazione complessiva tra i diversi momenti formativi. In particolare, la pianificazione didattica dovrà tener conto del succe-

dersi nella maturazione professionale dello studente, di una fase formativa di base, di una preclinica e di una clinica. L'attività didattico-formativa delle scienze precliniche e cliniche deve avere inizio a partire almeno dal terzo anno di corso.

Nell'ambito dei programmi di valutazione promossi dalle facoltà, l'efficienza didattica del corso di laurea è sottoposta con frequenza almeno triennale a verifica qualitativa.

Art. 150. — In base a criteri di omogeneità di contenuti e/o di affinità metodologiche, le attività didattiche sono ordinate in aree didattico-formative che definiscono gli obiettivi generali, culturali e professionalizzanti, idonei a far raggiungere allo studente un'adeguata preparazione. Le aree didattico-formative sono articolate in uno o più corsi integrati costituiti di norma da diversi settori scientifico-disciplinari. Per ogni area didattico-formativa sono previste attività didattiche opzionali. Corsi integrati ed attività opzionali realizzano gli obiettivi didattici di area. Alla realizzazione degli obiettivi didattici di ogni area, in accordo con la pianificazione didattica complessiva definita dal consiglio di corso di laurea, concorrono, per le rispettive competenze, i docenti titolari delle discipline afferenti ai settori scientifico-disciplinari indicati per ogni area. La titolarità delle discipline identifica esclusivamente le competenze scientifiche e professionali del docente, ma non conferisce alle discipline stesse alcuna autonomia didattica. Non sono pertanto consentiti moduli didattici autonomi o verifiche di profitto per singole discipline. Ad ogni area didattico-formativa sono assegnati crediti didattici. I crediti rappresentano le unità di misura convenzionali da utilizzare per:

la quantificazione del peso e del valore relativo degli obiettivi didattici di ogni singola area, riferiti sia ai corsi integrati che alle attività didattiche opzionali, che gli studenti debbono perseguire con il piano di studio;

la programmazione didattica del corso di laurea, finalizzata al conseguimento degli obiettivi previsti per ogni area;

la stesura dei piani di studio individuali e la loro valutazione da parte del consiglio di corso di laurea;

il riconoscimento, anche da parte di altre università, della equipollenza di differenti attività didattico-formative.

Gli obiettivi didattici del corso di laurea, raggiungibili mediante la frequenza alle attività didattiche di cui ai punti *a)* e *b)* dell'art. 149, terzo comma, del presente ordinamento, corrispondono convenzionalmente a 1.000 crediti complessivi. In ogni caso 700 crediti devono essere conseguiti mediante la frequenza ai corsi integrati e 300 mediante la frequenza alle attività didattiche opzionali scelte dallo studente; queste comprendono corsi monografici ed internati. Non vengono attribuiti crediti alle attività didattiche di cui ai punti *c)* e *d)* dell'art. 149, terzo comma, le quali peraltro costituiscono parte integrante ed irrinunziabile del *curriculum* e sono oggetto di programmazione e di certificazione.

Nell'ambito della programmazione didattica prevista dagli articoli 10 e 94 del decreto del Presidente della Repubblica n. 382/1980, il consiglio di corso di laurea, prima dell'inizio di ciascun anno accademico stabilisce le modalità del coordinamento didattico dell'intero *curriculum*. In particolare il consiglio di corso di laurea ha la responsabilità globale della pianificazione didattica; secondo le funzioni proprie previste dalla legge 19 novembre 1990, n. 341, in conformità al regolamento didattico. Il consiglio di corso di laurea:

a) predispone l'elenco delle attività didattiche pertinenti ai corsi integrati ed i relativi programmi, finalizzati al conseguimento degli obiettivi didattici propri di ogni area, eliminando ridondanze e ripetizioni e verificandone l'essenzialità;

b) delibera l'attivazione di uno o più corsi integrati per ogni area, ne definisce denominazione e numero di crediti in relazione agli obiettivi didattici e nomina un coordinatore per ogni corso integrato;

c) predispone l'elenco delle attivita didattiche obbligatorie e di quelle opzionali per ogni area;

d) approva, prima dell'inizio di ogni anno accademico, i piani di studio degli studenti, limitatamente alle attività didattiche opzionali;

e) organizza la ripartizione tra i docenti dei compiti didattici e dei tempi necessari al loro espletamento, nel rispetto delle competenze individuali;

f) sposta di area, ove ritenuto opportuno per la migliore articolazione delle diverse fasi formative, obiettivi didattici e relativi crediti;

g) promuove corsi di formazione pedagogica per i docenti.

I programmi didattici per obiettivi di tutti i corsi integrati e l'elenco delle attività didattiche opzionali, con i relativi crediti, debbono essere pubblicati prima dell'inizio di ogni anno accademico.

Il consiglio di corso di laurea predispone l'elenco delle attività didattiche consigliate per il piano di studi ufficiale corrispondenti a 1.000 crediti. Il consiglio di corso di laurea predispone annualmente per ogni area, un elenco di attività didattiche opzionali, finalizzate all'approfondimento di specifiche competenze o conoscenze corrispondenti alle personali inclinazioni dello studente. Esse consistono in corsi monografici, in seminari anche interdisciplinari ed in internati opzionali in laboratori di ricerca o in reparti clinici italiani o esteri, purché organicamente finalizzati al conseguimento di specifiche competenze, conoscenze o capacità professionali. Le attività didattiche opzionali sono parte integrante del piano di studi e del *curriculum* formativo dello studente; esse sono riferite alle diverse aree formative e costituiscono attività ufficiale di insegnamento da parte dei docenti afferenti ai settori scientifico-disciplinari specificamente elencati, per ogni area, al comma successivo. Tali attività vengono prescelte dallo studente prima dell'inizio di ogni anno accademico, fino alla concorrenza di 300 crediti nei sei anni. Esse rien-

trano nel calendario ufficiale, che deve essere pianificato in modo tale da lasciare adeguati spazi settimanali dedicati esclusivamente ad esse. La frequenza alle attività didattiche prescelte dallo studente è obbligatoria, deve essere certificata dai docenti e contribuisce al raggiungimento delle 5.500 ore del monte ore didattico. La partecipazione alle attività didattiche opzionali non dà luogo a verifiche di profitto, ma concorre, secondo le indicazioni del consiglio di corso di laurea, alla determinazione del voto di laurea ed alla valutazione per l'ammissione alle scuole di specializzazione.

Sono qui di seguito indicati:

a) le aree didattico-formative;

b) gli obiettivi didattici di area, comunque irrinunziabili;

c) i settori scientifico-disciplinari utilizzabili anche parzialmente per la costituzione dei corsi integrati e per la definizione delle attività didattiche opzionali;

d) il numero di crediti pertinenti ai corsi integrati di ogni area.

Per motivate ragioni, coerenti con l'articolazione degli obiettivi didattici, il consiglio di corso di laurea può utilizzare le competenze didattiche dei settori scientifico-disciplinari con i relativi crediti anche parzialmente in aree diverse da quelle indicate.

AREE DELLE SCIENZE DI BASE DELLA PROPEDEUTICA CLINICA E DELLE SCIENZE CLINICHE

A - FASE FORMATIVA DI BASE.

1. *Area delle scienze fondamentali applicate agli studi medici.*

Obiettivi: lo studente deve:

comprendere l'organizzazione biologica fondamentale e i processi cellulari di base degli organismi viventi;

conoscere i meccanismi di trasmissione e di espressione dell'informazione genetica a livello di organismo cellulare e molecolare;

conoscere le nozioni fondamentali di fisica e statistica utili per comprendere ed interpretare i fenomeni biomedici.

Crediti: 40, di cui 10 spendibili in aree cliniche.

Settori scientifico-disciplinari: A01D Matematiche complementari, B01B Fisica, E13X, Biologia applicata, F01X Statistica medica, F03X Genetica medica, K05A Sistemi di elaborazione delle informazioni, M10A Psicologia generale.

2. *Area della morfologia umana.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere l'organizzazione strutturale del corpo umano, con le sue principali applicazioni di carattere anatomo-clinico, dal macroscopico a quello microscopico sino ai principali aspetti ultrastrutturali e i meccanismi attraverso i quali tale organizzazione si realizza nel corso dello sviluppo embrionale e del differenziamento;

conoscere le caratteristiche morfologiche essenziali dei sistemi, degli apparati, degli organi, dei tessuti, delle cellule e delle strutture sub-cellulari dell'organismo umano, nonché i loro principali correlati morfofunzionali.

Crediti: 40, di cui 10 spendibili in aree cliniche.

Settori scientifico-disciplinari: E09A Anatomia, E09B Istologia.

3. *Area della struttura, funzione e metabolismo delle molecole d'interesse biologico.*

Obiettivi: lo studente deve:

aver compreso i meccanismi biochimici che regolano le attività metaboliche;

conoscere i fondamenti delle principali metodiche di laboratorio applicabili allo studio qualitativo e quantitativo dei fenomeni biologici significativi in medicina.

Crediti 40, di cui 10 spendibili in aree cliniche.

Settori scientifico-disciplinari: E05A Biochimica; E07B Biologia molecolare.

4. *Area delle funzioni biologiche integrate degli organi ed apparati umani.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere le modalità di funzionamento dei diversi organi del corpo umano, la loro integrazione dinamica in apparati e i meccanismi generali di controllo funzionale in condizioni normali;

interpretare i principali reperti funzionali nell'uomo sano;

conoscere i principi delle applicazioni alla medicina della biofisica e delle tecnologie biomediche.

Crediti 40, di cui 10 spendibili in aree cliniche.

Settori scientifico-disciplinari: E06A Fisiologia umana, E06B Alimentazione e nutrizione umana, E10X Biofisica medica, K06X Bioingegneria.

B - FASE PRECLINICA.

5. *Area della patologia e fisiopatologia generale.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere le cause delle malattie dell'uomo, interpretandone i meccanismi patogenetici e fisiopatologici fondamentali;

conoscere i meccanismi biologici fondamentali di difesa e quelli patologici del sistema immunitario;

conoscere il rapporto tra microrganismi e ospite nelle infezioni umane, nonché i relativi meccanismi di difesa.

Crediti 55.

Settori scientifico-disciplinari: E12X Microbiologia generale, F04A Patologia generale, F05X Microbiologia e microbiologia clinica, V32B Parassitologia e malattie parassitarie.

6. *Area della propedeutica clinica.*

Obiettivi: lo studente deve:

realizzare una comunicazione adeguata con il paziente e i suoi familiari, nella consapevolezza dei valori propri ed altrui;

applicare correttamente la metodologia atta a rilevare i reperti funzionali e di laboratorio, interpretandoli criticamente anche sotto il profilo fisiopatologico, ai fini della diagnosi e della prognosi;

valutare i dati epidemiologici e conoscerne l'impiego ai fini della promozione della salute e della prevenzione delle malattie nei singoli e nelle comunità;

applicare nelle decisioni mediche i principi essenziali di economia sanitaria;

conoscere i concetti fondamentali delle scienze umane riguardanti l'evoluzione storica dei valori della medicina, compresi quelli etici;

acquisire abilità di valutazione di atti medici all'interno dell'equipe sanitaria.

Crediti 60.

Settori scientifico-disciplinari: E05B Biochimica clinica, F01X Statistica medica, F02X Storia della medicina, F04B Patologia clinica, F05X Microbiologia e microbiologia clinica. F07A Medicina interna, F08A Chirurgia generale, F22A Igiene generale ed applicata, M11E Psicologia clinica, P01B Politica economica, Q05A Sociologia generale.

C - FASE CLINICA.

7. *Area della patologia sistematica e integrata medico-chirurgica.*

Obiettivi: lo studente deve:

dimostrare un'adeguata conoscenza sistematica delle malattie più rilevanti dei diversi apparati, sotto il profilo nosografico, eziopatogenetico, fisiopatologico e clinico, nel contesto di una visione unitaria e globale della paologia umana;

essere in grado di valutare criticamente e correlare tra loro i sintomi clinici, i segni fisici, le alterazioni funzionali rilevati nell'uomo con le lesioni anatomopatologiche, interpretandone i meccanismi di produzione e comprendendone il significato clinico.

Crediti 110.

Settori scientifico-disciplinari: F06A Anatomia patologica, F07A Medicina interna, F07B Malattie dell'apparato respiratorio, F07C Malattie dell'apparato cardiovascolare, F07D Gastroenterologia. F07E Endocrinologia, F07F Nefrologia, F07G Malattie del sangue, F07H Reumatologia, F07I Malattie infettive, F08A Chirurgia generale, F08D Chirurgia toracica, F08E Chirurgia vascolare, F09X Chirurgia cardiovascolare, F10X Urologia.

8. *Area delle scienze del comportamento.*

Obiettivi: lo studente deve:

dimostrare la conoscenza dei principi che fondano l'analisi del comportamento della persona;

essere in grado di riconoscere le principali alterazioni del comportamento e dei vissuti soggettivi, indicandone gli indirizzi terapeutici preventivi e riabilitativi.

Crediti 15.

Settori scientifico-disciplinari: F11A Psichiatria, M11E Psicologia clinica.

9. *Area delle scienze neurologiche.*

Obiettivi: lo studente deve essere in grado di saper riconoscere, mediante lo studio fisiopatologico anatomopatologico e clinico, le principali alterazioni del sistema nervoso, fornendone l'interpretazione eziopatogenetica e sapendone indicare gli indirizzi diagnostici e terapeutici.

Crediti 15.

Settori scientifico-disciplinari: F06B Neuropatologia, F11B Neurologia, F12A Neuroradiologia, F12B Neurochirurgia.

10. *Area delle specialità medico-chirurgiche.*

Obiettivi: lo studente deve essere in grado di:

riconoscere le più frequenti malattie otorinolaringoiatriche, cutanee, veneree, odontostomatologiche e del cavo orale, dell'apparato locomotore e di quello visivo, indicandone i principali indirizzi terapeutici;

individuare le condizioni che, in questo ambito, necessitano dell'apporto professionale dello specialista.

Crediti 40.

Settori scientifico-disciplinari: F07H Reumatologia, F08B Chirurgia plastica, F13B Malattie odontostomatologiche, F13C Chirurgia maxillo-facciale, F14X Malattie dell'apparato visivo, F15A Otorinolaringoiatria, F15B Audiologia, F16A Malattie dell'apparato locomotore, F16B Medicina fisica e riabilitazione, F17X Malattie cutanee e veneree.

11. *Area di clinica medica e chirurgica.*

Obiettivi: lo studente deve essere in grado di:

integrare sintomi, segni e alterazioni strutturali e funzionali e aggregarli in una valutazione globale dello stato di salute del singolo individuo adulto e anziano, sotto il profilo preventivo, diagnostico, terapeutico e riabilitativo;

analizzare e risolvere i problemi clinici di ordine internistico, chirurgico ed oncologico, valutando i rapporti tra benefici, rischi e costi.

Crediti 90.

Settori scientifico-disciplinari: F03X Genetica medica, F04C Oncologia medica, F07A Medicina interna, F08A Chirurgia generale, F18X Diagnostica per immagini e radioterapia.

12. *Area di farmacologia e tossicologia.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere la farmacodinamica, la cinetica, gli effetti collaterali indesiderati, gli aspetti tossicologici, le basi terapeutiche e le modalità di somministrazione dei farmaci più significativi nella pratica medica.

Crediti 30, di cui 10 spendibili in conferenze clinico-patologiche.

Settori scientifico-disciplinari: E07X Farmacologia.

13. *Area della pediatria generale e specialistica.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere, sotto l'aspetto preventivo, diagnostico, e riabilitativo, le problematiche relative allo stato di salute e di malattia nell'età neonatale, nell'infanzia e nell'adolescenza, di competenza del medico non specialista;

essere in grado di individuare le condizioni che necessitano dell'apporto professionale dello specialista e di pianificare gli interventi medici essenziali nei confronti dei principali problemi per frequenza e per rischio della patologia specialistica pediatrica.

Crediti 20.

Settori scientifico-disciplinari: F08C Chirurgia pediatrica e infantile, F19A Pediatria generale e specialistica, F19B Neuropsichiatria infantile.

14. *Area della ginecologia ed ostetricia.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere le problematiche fisiopatologiche, psicologiche e cliniche (sotto il profilo preventivo, diagnostico e terapeutico), riguardanti la fertilità, la procreazione, la gravidanza, la morbilità prenatale e il parto;

essere in grado di riconoscere le forme più frequenti di patologia ginecologica, indicandone le misure preventive e terapeutiche fondamentali e individuando le condizioni che necessitano dell'apporto professionale dello specialista.

Crediti 15.

Settori scientifico-disciplinari: F20X Ginecologia e ostetricia.

15. *Area della patologia applicata e correlazioni anatomo-cliniche.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere i quadri anatomopatologici, ivi comprese le lesioni cellulari, tessutali e d'organo e la loro evoluzione in rapporto alle malattie più rilevanti dei diversi apparati;

conoscere l'apporto dell'anatomia patologica nel processo decisionale del medico, utilizzando i contributi della diagnostica istopatologica e citopatologica sia nella diagnosi che nella prevenzione, prognosi e terapia delle malattie del singolo paziente.

Crediti 20, di cui 5 spendibili in conferenze clinico-patologiche.

Settori scientifico-disciplinari: F06A Anatomia patologica, F06B Neuropatologia.

16. *Area della diagnostica per immagini e della radioterapia.*

Obiettivi: lo studente deve:

saper proporre, in maniera corretta, le diverse procedure di diagnostica per immagini, valutandone rischi, costi e benefici;

saper interpretare i referti diagnostici;

conoscere le indicazioni e le metodologie per l'uso diagnostico e terapeutico di radiazioni e traccianti radioattivi;

avere conoscenza delle principali norme di fisica sanitaria e di radioprotezione.

Crediti 15.

Settori scientifico-disciplinari: B01B Fisica, F18X Diagnostica per immagini e radioterapia.

17. *Area delle emergenze medico-chirurgiche.*

Obiettivo: lo studente deve riconoscere e trattare, a livello di primo intervento, le situazioni cliniche di emergenza nell'uomo.

Crediti 25.

Settori scientifico-disciplinari: F07A Medicina interna, F08A Chirurgia generale, F21X Anestesiologia.

18. *Area della medicina e sanità pubblica.*

Obiettivi: lo studente deve:

conoscere le norme fondamentali per conservare e promuovere la salute del singolo e della comunità;

mantenere e promuovere la salute negli ambienti di lavoro, individuando le situazioni di competenza specialistica;

saper operare nel rispetto delle principali norme legislative che regolano l'organizzazione sanitaria, nonché delle norme deontologiche e di responsabilità professionale;

essere in grado di indicare i principi e le applicazioni della medicina preventiva a livello delle comunità locali.

Crediti 30.

Settori scientifico-disciplinari: F22A Igiene generale e applicata, F22B Medicina legale, F22C Medicina del lavoro.

Attività di internato e preparazione della tesi di laurea: apprendimento autonomo.

Obiettivi: in riferimento ai punti *c)* e *d)* dell'art. 149, 3° comma, del presente ordinamento, lo studente deve essere messo in grado di:

acquisire il metodo per lo studio indipendente e la formazione permanente;

effettuare una corretta ricerca bibliografica;

aver personalmente acquisito un'adeguata esperienza dalla frequenza di laboratori di ricerca, reparti di diagnosi e cura, servizi con funzioni sanitarie.

Deve inoltre preparare personalmente la tesi di laurea.

Le frequenze presso strutture sanitarie possono essere in parte svolte previa approvazione del consiglio di corso di laurea presso altre facoltà di medicina e chirurgia, italiane e straniere, o altre qualificate istituzioni, comprese quelle territoriali.

Corso di lingua inglese.

Lo studente deve dimostrare di possedere le conoscenze basilari dell'inglese scientifico, finalizzate all'acquisizione di una capacità d'aggiornamento in medicina sperimentale e clinica. Il relativo accertamento di profitto, necessario per l'ammissione al quarto anno del corso di studi, consiste, salvo diversa prescrizione del consiglio di corso di laurea, nella valutazione della capacita di comprensione di un testo medico-scientifico inglese e dà luogo ad un giudizio di «idoneo/non idoneo». I docenti di lingua inglese sono acquisiti mediante forme di affidamento, di contratto, di lettorato o in quanto professori di ruolo nel settore scientifico-disciplinare L18C linguistica inglese.

La tipologia degli esami deve essere conforme al contenuto ed alle modalità dell'insegnamento. Il consiglio di corso di laurea stabilisce il numero complessivo di esami necessari al conseguimento della laurea. Gli esami possono essere di semestre o di corso integrato. Possono essere adottate contemporaneamente, e per anni di corso diversi, entrambe le modalità. Gli esami di semestre (in numero di 12 nell'intero corso di laurea) valutano il conseguimento degli obiettivi didattici relativi a tutti i corsi integrati svolti in ciascun semestre; essi sono effettuati alla fine di ogni semestre, con eventuale recupero nella sessione di settembre. Gli esami di corso integrato (in numero non superiore a 36 nell'intero corso di laurea) valutano il profitto raggiunto nei singoli corsi integrati delle diverse aree. La successione dei corsi integrati e dei relativi esami è stabilita dal consiglio di corso di laurea. Le verifiche in *itinere,* quando attuate, non hanno alcun valore certificativo. Gli esami di corso integrato per gli studenti in corso sono effettuati esclusivamente in specifiche sessioni, delle quali una al termine di ciascun semestre ed una, riservata alle prove di recupero, a settembre. Esse sono collocate nei periodi in cui non viene svolta attività didattica. Il prolungamento delle sessioni di esame a febbraio è utilizzabile solo per il recupero di esami di corso integrato. Non possono essere iscritti all'anno successivo gli studenti che alla conclusione della sessione di settembre abbiano più di due esami di corso integrato in arretrato. Per essere ammesso a sostenere l'esame di laurea lo studente deve aver seguito tutti i corsi integrati e le attività didattiche elettive per 5.500 ore di attività formativa e per complessivi 1.000 crediti, ed aver superato i relativi esami; per le modalità di svolgimento dell'esame di laurea si applicano le disposizioni vigenti. Le commissioni d'esame sono costituite secondo quanto stabilito nel regolamento didattico di Ateneo.

Art. 151. — Nel quadro delle norme sulla sperimentazione didattica, ai sensi dell'art. 11 della legge 341/1990, fatta salva l'osservanza di quanto disposto all'art. 150, primo e quinto comma, del presente ordinamento, i singoli consigli di corso di laurea hanno libertà di pianificazione e programmazione didattica, riguardo all'intero corso di laurea o solo a sue parti.

Art. 152. — Per essere ammessi a sostenere l'esame di abilitazione all'esercizio professionale, i tirocinanti in medicina e chirurgia devono aver compiuto, avendo sostenuto positivamente tutti gli esami previsti dall'ordinamento didattico, un tirocinio pratico continuativo presso cliniche universitarie o presso presidi del servizio sanitario nazionale od equiparati aventi i requisiti di idoneità di cui al decreto interministeriale 9 novembre 1982, per la durata di almeno un anno, a rotazione in reparti o servizi di medicina interna, chirurgia generale, pediatria, ostetricia e ginecologia, urgenza ed emergenza, medicina di laboratorio. Il numero dei posti dei tirocinanti presso le cliniche universitarie o presso i presidi del servizio sanitario nazionale o equiparati è fissato entro il 30 aprile di ogni anno, in relazione alle disponibilità di posti dichiarate dalle facoltà mediche, sentite le Unità sanitarie locali, le Aziende sanitarie e gli altri istituti ed enti aventi i prescritti requisiti di idoneità. Con lo stesso decreto sono stabilite le modalità di iscrizione per lo svolgimento del tirocinio. I tirocinanti sono autorizzati ad esercitare le attività necessarie per il conseguimento di un'adeguata preparazione professionale presso le cliniche ed i presidi presso cui si svolge il tirocinio.

Gli studenti immatricolati entro l'anno accademico 1995/1996 possono optare tra il tirocinio di durata annuale, previsto da questo ordinamento, e quello di durata semestrale previsto dal precedente ordinamento, ferme restando le modalità di svolgimento dei tirocini a rotazione tra i previsti reparti e servizi, di cui al primo comma».

Art. 2.

Conseguentemente alle modifiche sopra riportate, nella parte V «degli studenti, degli esami e delle tasse», titolo II «Disposizioni particolari per le varie facoltà», al numero «1 - Facoltà di medicina e chirurgia "A. Gemelli"» nella parte relativa alla «Laurea in medicina e chirurgia», gli articoli 242, 243, 244, 245, 246, 247 e 248 dello statuto dell'Università Cattolica del Sacro Cuore, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1163, e successive modifiche ed integrazioni, vengono abrogati, con conseguente rinumerazione degli articoli successivi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Milano, 21 gennaio 1998

Il rettore: BAUSOLA

98A0631

DECRETO RETTORALE 21 gennaio 1998.

Modificazioni allo statuto dell'Università, relativamente alla seconda facoltà di economia.

IL RETTORE

Visto lo statuto dell'Università Cattolica del Sacro Cuore, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1163, e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382;

Visti gli articoli 6 e 21 della legge 9 maggio 1989, n. 168;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341, recante la riforma degli ordinamenti didattici universitari;

Visto il decreto ministeriale 26 febbraio 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 97 del 26 aprile 1996, recante: «Modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente ai corsi di laurea della facoltà di economia»;

Vista la delibera del consiglio della seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative), formulata nell'adunanza del 16 dicembre 1996, intesa ad ottenere l'adeguamento dei corsi di laurea afferenti alla facoltà alle modifiche apportate alla tabella VIII dal decreto ministeriale suddetto;

Vista la proposta del senato accademico del 13 marzo 1997;

Vista la delibera del consiglio di amministrazione del 15 aprile 1997;

Preso atto del parere favorevole espresso dal Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, comunicato con nota del 29 ottobre n. 1997, prot. n. 1639, in merito alla richiesta di adeguamento al nuovo ordinamento didattico dei corsi di laurea afferenti alla seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative);

Visto l'atto di indirizzo del Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica del 5 agosto 1997, prot. n. 2079, e la nota rettorale di riscontro del 10 settembre 1997, prot. n. 6536;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare la nuova modifica di statuto proposta, ai sensi del quarto comma, seconda parte, dell'art. 17 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Decreta:

Art. 1.

Nella parte II «ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo X «seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)», all'art. 202 dello statuto dell'Università cattolica del Sacro Cuore, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1163, e successive modifiche ed integrazioni, dopo il secondo comma, viene aggiunto il seguente nuovo comma, con il conseguente scorrimento dei commi successivi:

«La struttura didattica competente può stabilire con propria delibera le propedeuticità indispensabili fra i vari insegnamenti, e lo studente non sarà ammesso agli esami se non avrà prima superato quelli relativi agli insegnamenti propedeutici.».

Art. 2.

Nella parte II «ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo X «seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)», il quarto comma dell'art. 203 di detto statuto viene abrogato e sostituito dal seguente nuovo comma:

«Nell'ambito del regolamento di cui all'art. 11, comma 2, della legge n. 341/1990, la struttura didattica competente può assegnare ai corsi indicazioni ordinali, numeriche o alfabetiche; nonché denominazioni aggiuntive che ne specifichino i contenuti effettivi, o li differenzino nel caso in cui vengano ripetuti con contenuti diversi.».

Art. 3.

Nella parte II «ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo X «seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)», all'art. 205 di detto statuto, dopo il quarto comma, viene aggiunto il seguente nuovo comma:

«Nell'ambito di convenzioni stipulate dall'Ateneo, il conseguimento di certificati internazionalmente riconosciuti può essere equiparato al superamento delle prove di idoneità nelle lingue straniere.».

Art. 4.

Nella parte II «ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo X «seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)», numero «2 - *Laurea in economia delle istituzioni e dei mercati finanziari*», all'art. 208 di detto statuto, nella parte relativa agli insegnamenti dell'area economica, dopo l'insegnamento di «politica monetaria», viene aggiunto il seguente nuovo insegnamento:

«Storia della moneta e della banca».

Art. 5.

Nella parte II «ordinamento degli studi, facoltà, lauree e diplomi», titolo X «seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)», numero «3 - *Laurea in economia assicurativa e previdenziale*», l'art. 210 di detto statuto viene abrogato e sostituito dal seguente nuovo articolo:

«Art. 210. — Discipline delle aree economica, aziendale, giuridica e matematico-statistica attivabili:

AREA ECONOMICA

Tutte le discipline dei settori scientifico-disciplinari:
P01A Economia politica.
P01B Politica economica.
P01C Scienza delle finanze.
P01D Storia del pensiero economico.
P01E Econometria.
P01F Economia monetaria.
P01G Economia internazionale.
P01H Economia dello sviluppo.
P01I Economia dei settori produttivi.
P01J Economia regionale.
P03X Storia economica.
G01X Economia ed estimo rurale.
M06B Geografia economico-politica.

AREA AZIENDALE

Tutte le discipline dei settori scientifico-disciplinari:
P02A Economia aziendale.
P02B Economia e gestione delle imprese.
P02C Finanza aziendale.
P02D Organizzazione aziendale.
P02E Economia degli intermediari finanziari.
C01B Merceologia.

AREA GIURIDICA

Tutte le discipline dei settori scientifico-disciplinari:
N01X Diritto privato.
N02X Diritto privato comparato.
N03X Diritto agrario.
N04X Diritto commerciale.
N05X Diritto dell'economia.
N06X Diritto della navigazione.
N07X Diritto del lavoro.
N08X Diritto costituzionale.
N09X Istituzioni di diritto pubblico.
N10X Diritto amministrativo.
N11X Diritto pubblico comparato.
N13X Diritto tributario.
N14X Diritto internazionale.

Le discipline elencate dei settori scientifico-disciplinari:

N15X Diritto processuale civile:
Diritto dell'arbitrato interno e internazionale.
Diritto dell'esecuzione civile.
Diritto fallimentare.
Diritto processuale civile.
Diritto processuale civile comparato.
Diritto processuale comunitario.

N17X Diritto penale:
Diritto penale amministrativo.
Diritto penale commerciale.
Diritto penale comparato.
Diritto penale dell'ambiente.
Diritto penale del lavoro.
Diritto penale dell'economia.

AREA MATEMATICO-STATISTICA

Tutte le discipline dei settori scientifico-disciplinari:
S01A Statistica.
S01B Statistica per la ricerca sperimentale.
S02X Statistica economica.
S03A Demografia.
S03B Statistica sociale.
S04A Matematica per le applicazioni economiche.
S04B Matematica finanziana e scienze attuariali.

Le discipline elencate dei settori scientifico-disciplinari:

A01B Algebra:
Algebra lineare.

A01C Geometria:
Geometria.

A02A Analisi matematica:
Analisi matematica.

A02B Probabilità e statistica matematica:
Calcolo delle probabilità.
Processi stocastici.
Statistica matematica.
Teoria dei giochi.
Teoria delle decisioni.

A04A Analisi numerica:
Analisi numerica.
Calcolo numerico.
Matematica computazionale.
Metodi numerici per l'ottimizzazione.

A04B Ricerca operativa:
Metodi e modelli per la pianificazione economica.
Metodi e modelli per la pianificazione territoriale.
Modelli di sistemi di produzione.
Modelli di sistemi di servizio.
Ottimizzazione.
Programmazione matematica.
Ricerca operativa.
Tecniche di simulazione.
Teoria dei giochi.

K04X Automatica:
Analisi dei sistemi.
Modellistica e controllo dei sistemi ambientali.
Modellistica e gestione delle risorse naturali.
Modellistica e simulazione.

K05A Sistemi di elaborazione delle informazioni:
Informatica grafica.
Ingegneria della conoscenza e sistemi esperti.
Intelligenza artificiale.
Sistemi informativi.
Sistemi operativi.

K05B Informatica:

Informatica generale.

Intelligenza artificiale.

Programmazione.

Sistemi operativi.

K05C Cibernetica:

Cibemetica.

Elaborazioni di immagini.».

Art. 6.

Conseguentemente alle modifiche sopra riportate, nella parte V «degli studenti, degli esami e delle tasse», titolo II «Disposizioni particolari per le varie facoltà», al numero «2 - *Seconda facoltà di economia (scienze bancarie, finanziarie e assicurative)*», l'art. 274 di detto statuto viene abrogato, con conseguente rinumerazione degli articoli successivi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Milano, 21 gennaio 1998

Il rettore: BAUSOLA

98A0632

UNIVERSITÀ DI UDINE

DECRETO RETTORALE 18 dicembre 1997.

Modificazioni al regolamento didattico provvisorio dell'Università.

IL RETTORE

Visto lo statuto di autonomia dell'Università di Udine pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 10 febbraio 1994;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 giugno 1979, n. 298, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto rettorale del 12 gennaio 1994;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Visto il regio decreto 20 giugno 1935, n. 1071, convertito in legge 2 gennaio 1936, n. 78;

Visto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni ed integrazioni;

Vista la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382;

Vista la legge 9 maggio 1989, n. 168;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341;

Visto il decreto rettorale del 31 ottobre 1995, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 12 dicembre 1995, n. 289, che ha modificato l'ordinamento didattico della facoltà di agraria dell'Università degli studi di Udine istituendo, tra l'altro, il corso di diploma universitario in «tecnologie alimentari» con orientamento in viticoltura ed enologia;

Visto il decreto del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica dell'8 agosto 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* dell'8 ottobre 1996, n. 236, con il quale è stato soppresso e sostituito l'ordinamento didattico del corso di laurea in «scienze delle produzioni animali» di cui alla tabella didattica XXXI-*ter*, che muta denominazione in «scienze e tecnologie delle produzioni animali»;

Visto il decreto del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica del 4 novembre 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 dicembre 1996, n. 304, con il quale è stato modificato l'ordinamento didattico del suddetto corso di diploma istituendo la tabella didattica XXXI-*quinquies* del diploma universitario in «viticoltura ed enologia»;

Viste le proposte di modifica dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università degli studi di Udine rispettivamente in data:

consiglio di facoltà del 26 febbraio 1997 e del 24 aprile 1997;

consiglio di amministrazione del 29 maggio 1997;

senato accademico del 4 giugno 1997;

Visto l'atto di indirizzo del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica del 5 agosto 1997, prot. n. 2079, di attuazione dell'art. 17, comma 95 e seguenti, della legge n. 127/1997;

Preso atto che il regolamento didattico di Ateneo, approvato dal senato accademico in data 10 luglio 1997, è in corso di approvazione da parte del competente Ministero;

Visti i pareri favorevoli del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica espressi con note del 29 ottobre 1997, prott. nn. 2330/23311/ Ufficio I;

Decreta:

Il regolamento didattico provvisorio dell'Università degli studi di Udine (decreto del Presidente della Repubblica 11 giugno 1979, n. 298) è modificato come segue:

Articolo unico

All'art. 1, punto 4), relativo alla facoltà di agraria viene modificata la denominazione della lettera *c)* e aggiunta la lettera *h)*:

c) corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali;

h) corso di diploma in viticoltura ed enologia.

L'art. 34 e seguenti, relativi al corso di laurea in «scienze della produzione animale» sono sostituiti dai seguenti articoli con conseguente scorrimento della numerazione successiva:

TITOLO V

FACOLTÀ DI AGRARIA

Corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali

Art. 34 *(Istituzione)* — 1. Presso la facoltà di agraria e presso la facoltà di medicina veterinaria può essere istituito il corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali. Il corso di laurea può essere istituito anche presso una delle due facoltà con il concorso dell'altra. In tal caso le autorità accademiche dell'Università stabiliranno le modalità e gli organi per la gestione del corso di laurea. L'iscrizione al corso è regolata in conformità alle leggi di accesso agli studi universitari.

Art. 35 *(Affinità)*. — 1. Il corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali è dichiarato affine ai corsi di laurea ed ai corsi di diploma delle facoltà di agraria e di medicina veterinaria.

2. Per il riconoscimento degli insegnamenti ai fini del passaggio dai corsi di diploma universitario e di diploma di laurea delle facoltà di agraria e di medicina veterinaria e da quelli di altre facoltà al corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali, il consiglio di facoltà adotterà il criterio generale della loro validità culturale (propedeutica o professionale) nell'ottica della formazione richiesta per il conseguimento del diploma di laurea. Le facoltà potranno riconoscere gli insegnamenti seguiti con esito positivo nei corsi di diploma universitario, indicando le singole corrispondenze, anche parziali, con gli insegnamenti del corso di laurea. Le Facoltà indicheranno, inoltre, sia gli eventuali insegnamenti integrativi, appositamente istituiti ed attivati per completare la formazione per accedere al corso di laurea, che gli insegnamenti specifici del corso di laurea necessari per conseguire il diploma di laurea. Gli insegnamenti integrativi non sono necessariamente propedeutici agli insegnamenti specifici. I consigli di facoltà indicheranno, inoltre, l'anno di corso del corso di laurea cui lo studente si potrà iscrivere.

3. Nei trasferimenti degli studenti dal corso di laurea ad un corso di diploma universitario, i consigli di facoltà riconosceranno gli insegnamenti sempre con il criterio della loro utilità ai fini della formazione necessaria per il conseguimento del nuovo titolo ed indicheranno il piano degli studi da completare per conseguire il titolo e l'anno di corso cui lo studente potrà iscriversi.

Art. 36 *(Articolazione del corso degli studi)*. — 1. La durata degli studi del corso di laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali è fissata in cinque anni. Ciascuno dei cinque anni di corso può essere articolato in periodi didattici più brevi.

2. L'impegno didattico complessivo è di 3.300 ore; di queste almeno 400 devono essere riservate alla preparazione della tesi di laurea ed al tirocinio applicativo.

3. L'attività didattico-formativa del corso di laurea comprende didattica teorico-formale e didattica teorico-pratica. L'attività teorico-pratica è comprensiva di esercitazioni, laboratori, seminari, dimostrazioni, attività guidate, visite tecniche, prove parziali di accertamento, correzioni e discussione di elaborati e progetti, preparazione della tesi sperimentale.

4. Parte dell'attività didattica teorico-pratica potrà essere svolta anche presso qualificate strutture esterne, italiane o straniere, pubbliche o private, con le quali siano stipulate apposite convenzioni o programmi di scambio.

5. Ai sensi del secondo comma, lettera *d)*, dell'art. 9 della legge n. 341/1990, l'ordinamento didattico nazionale è articolato in aree disciplinari, di cui al successivo art. 6. Nell'organizzare il piano degli studi, le facoltà attiveranno corsi ufficiali di insegnamento monodisciplinari e/o corsi integrati. Un corso di insegnamento ha una durata di circa 100 ore, comprensive di tutte le attività didattiche. Per motivate esigenze didattiche è possibile svolgere corsi aventi una durata minima di circa 50 ore. I corsi integrati sono costituiti da un massimo di tre moduli ed i docenti di ciascun modulo fanno parte della commissione d'esame.

6. Il numero dei corsi di insegnamento sarà non inferiore a 25 né superiore a 28, con un egual numero di prove finali di esame.

7. Per essere ammessi a sostenere l'esame di laurea occorre aver superato le prove di valutazione relative ai corsi previsti nel piano di studio. Inoltre, prima dell'iscrizione al quarto anno di corso, lo studente deve presentare una certificazione, rilasciata dal centro linguistico di ateneo, ove esistente, da cui risulti il superamento della prova di conoscenza, al livello «intermedio I», di una lingua straniera tra quelle stabilite dalla facoltà. La facoltà può eventualmente riconoscere certificazioni rilasciate da altre istituzioni, anche straniere. In assenza di una adeguata certificazione, la facoltà istituirà una prova di accertamento.

8. L'esame di laurea consiste nella discussione di una tesi di laurea sperimentale, di ricerca o di progettazione.

Art. 37 *(Manifesto degli studi)*. — 1. All'atto della predisposizione del manifesto annuale degli studi, il consiglio di facoltà definisce il piano di studio ufficiale del corso di laurea, comprendente le denominazioni

degli insegnamenti da attivare, in applicazione di quanto disposto dal secondo comma dell'art. 11 della legge n. 341/1990.

2. In particolare il consiglio di facoltà:

a) stabilisce i corsi ufficiali di insegnamento (monodisciplinari o integrati) e le relative denominazioni;

b) ripartisce il monte ore di ciascuna area tra gli insegnamenti che vi afferiscono, precisando per ogni corso la frazione destinata alle attività pratiche;

c) fissa la frazione temporale delle discipline afferenti ad un medesimo corso integrato;

d) indica il numero dei corsi o, più specificamente, i corsi di insegnamento di cui lo studente deve avere ottenuto l'attestazione di frequenza ed aver superato la relativa prova di valutazione al fine di ottenere l'iscrizione all'anno di corso successivo e precisa, altresì, le eventuali propedeuticità degli esami di profitto.

Art. 38 *(Docenza).* — 1. La copertura dei corsi attivati e affidata, nel rispetto delle leggi vigenti, dal consiglio di facoltà ai professori di ruolo afferenti ai settori scientifico-disciplinari indicati nell'ordinamento didattico ed ai professori di ruolo di settori ritenuti dalla facoltà affini, ovvero per affidamento o supplenza a professore di ruolo o ricercatore confermato.

2. Al fine di facilitare il ricorso ad esperienze e professionalità esterne, il corso di insegnamento potrà comprendere moduli da affidare a professori a contratto.

Art. 39 *(Aree disciplinari ed impegno didattico minimo).* — 1. L'articolazione del corso di studi per conseguire la laurea in scienze e tecnologie delle produzioni animali comprende obbligatoriamente le seguenti aree disciplinari, con il numero minimo di ore per ciascuna specificato:

Matematica, statistica e informatica (ore 150):

Settori: A02A (Analisi matematica); A02B (Probabilità e statistica matematica); A04A (Analisi numerica); A04B (Ricerca operativa); S01A (Statistica); S01B (Statistica per la ricerca sperimentale); K05A (Sistemi di elaborazione delle informazioni); K05B (Informatica); F01X (Statistica medica).

Fisica (50 ore):

Settore: B01B (Fisica).

Chimica (ore 150):

Settori: C01A (Chimica analitica); C03X (Chimica generale ed inorganica); C05X (Chimica organica); C06X (Chimica).

Biologia (ore 150):

Settori: E01A (Botanica); E01B (Botanica sistematica); E01C (Biologia vegetale applicata); E02A (Zoologia); E02B (Anatomia comparata e citologia); V03A (Anatomia degli animali domestici); G06A (Entomologia agraria).

Biochimica generale e applicata (ore 100):

Settori: E05A (Biochimica); E05B (Biochimica clinica).

Genetica (ore 100):

Settori: E11X (Genetica); G09A (Zootecnica generale e miglioramento genetico); G04X (Genetica agraria).

Anatomia e fisiologia degli animali domestici (ore 200):

Settori: V30A (Anatomia degli animali domestici); V30B (Fisiologia degli animali domestici).

Microbiologia generale e applicata (ore 100):

Settori: G08B (Microbiologia agro-alimentare ed ambientale); V32A (Malattie infettive degli animali domestici).

Agronomia, coltivazioni, produzione e conservazione dei foraggi (ore 150):

Settore: G02A (Agronomia e coltivazioni erbacee).

Ingegneria applicata alle produzioni animali (ore 150):

Settori: G05A (Idraulica agraria e forestale); G05B (Meccanica agraria); G05C (Costruzioni e impianti tecnici per l'agricoltura).

Nutrizione ed alimentazione animale (ore 100):

Settore: G09B (Nutrizione e alimentazione animale).

Miglioramento genetico animale (ore 100):

Settore: G09A (Zootecnica generale e miglioramento genetico).

Tecnologie dell'allevamento e delle produzioni animali (ore 300):

Settori: G09C (Zootecnica speciale); G09D (Zoocolture).

Economia ed estimo (ore 350):

Settore: G01X (Economia ed estimo rurale).

Igiene delle produzioni animali (ore 250):

Settori: V31A (Patologia generale e anatomia patologica veterinaria); V32A (Malattie infettive degli animali domestici); V32B (Parassitologia e malattie parassitarie degli animali domestici); V43B (Clinica ostetrica e veterinaria).

Industrie e tecnologie alimentari dei prodotti di origine animale (ore 100):

Settori: G08A (Scienza e tecnologia dei prodotti agro-alimentari); V31B (Ispezione degli alimenti di origine animale).

2. Le rimanenti ore sono destinate dalla facoltà alla eventuale definizione di profili professionali specifici, o ad attività di tirocinio, o alla integrazione della formazione di base o professionale, prevedendo anche possibilità di scelta per gli studenti.

Viene aggiunto l'art. 40 relativo al corso di diploma in «viticoltura ed enologia» con conseguente scorrimento della numerazione successiva:

Art. 40 *(Norme comuni a tutti i corsi di diploma universitario della facoltà di agraria).*

Art. 41 *(Corsi di diploma).* — 1. Presso la facoltà di agraria sono istituiti i seguenti corsi di diploma universitario, di cui all'art. 2 della legge 19 novembre 1990, n. 341:

a) gestione tecnica ed amministrativa in agricoltura;

b) produzioni animali;

c) produzioni vegetali;

d) tecnologie alimentari;

e) viticoltura ed enologia.

2. I corsi di studi hanno durata triennale.

3. L'iscrizione ai corsi è regolata in conformità alle leggi di accesso agli studi universitari. Il numero di iscritti è stabilito annualmente dal senato accademico, sentito il consiglio di facoltà, in base ai criteri generali fissati dal Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, ai sensi dell'art. 9, quarto comma, della legge n. 341/1990.

4. Ciascun diploma universitario deve essere articolato in orientamenti fissati dal regolamento didattico di Ateneo. Il profilo professionale specifico relativo a ciascun orientamento sarà oggetto di certificazione da parte dell'Università che conferisce il titolo.

Art. 42 *(Affinità).* — 1. Ai fini del proseguimento degli studi, i corsi di diploma universitario di cui all'art. 1 del titolo I del presente regolamento sono dichiarati strettamente affini tra loro e strettamente affini a tutti i corsi di laurea della facoltà di agraria di cui all'art. 1 delle tabelle XXXI (*Gazzetta Ufficiale* 19 aprile 1982), XXXI-*bis* (*Gazzetta Ufficiale* 12 ottobre 1989), XXX-*ter* (*Gazzetta Ufficiale* 9 luglio 1986) XXXII (*Gazzetta Ufficiale* 11 ottobre 1984), XXXII-*bis* (*Gazzetta Ufficiale* 5 aprile 1989). Il corso di diploma universitario in produzione animale è dichiarato affine anche ai corsi di laurea delle facoltà di medicina veterinaria di cui all'art. 1 delle tabelle XXXIII (*Gazzetta Ufficiale* 12 gennaio 1987) e XXXI-*ter* (*Gazzetta Ufficiale* 7 febbraio 1987).

2. Per il riconoscimento degli insegnamenti ai fini del passaggio dai corsi di diploma universitario ai corsi di laurea sopracitati ed a quelli di altre facoltà, il consiglio di facoltà adotta il criterio generale della loro validità culturale (propedeutica o professionale) nell'ottica della formazione richiesta per il conseguimento del diploma di laurea.

3. Conseguentemente la facoltà potrà riconoscere gli insegnamenti seguiti con esito positivo nei corsi di diploma universitario indicando le singole corrispondenze anche parziali con gli insegnamenti dei corsi di laurea; la facoltà indica, inoltre, sia gli eventuali insegnamenti integrativi, appositamente istituiti ed attivati per completare la formazione per accedere ai corsi di laurea, che gli insegnamenti specifici dei corsi di laurea necessari per conseguire i diplomi di laurea. Gli insegnamenti integrativi non sono necessariamente propedeutici agli insegnamenti specifici.

4. Il consiglio di facoltà indica, inoltre, l'anno di corso del corso di laurea cui lo studente si potrà iscrivere.

5. Nei trasferimenti degli studenti tra diversi corsi di diploma universitario o da un corso di laurea anche di altre facoltà ad un corso di diploma universitario, il consiglio di facoltà riconosce gli insegnamenti sempre col criterio della loro utilità al fine della formazione necessaria per il conseguimento del nuovo titolo ed indica il piano degli studi da completare per conseguire il titolo e l'anno di corso cui lo studente potrà iscriversi.

6. Particolare attenzione sarà rivolta dalla facoltà agli studenti iscritti come fuori corso ad un corso di laurea o che abbiano interrotto gli studi, nel caso che volessero completare gli studi nell'ambito dei corsi di diploma.

Art. 43 *(Articolazione del corso degli studi).* — 1. La durata degli studi dei corsi di diploma universitario in agraria è fissata in tre anni.

2. Ciascuno dei tre anni di corso potrà essere articolato in periodi didattici più brevi, specificandoli nel regolamento didattico della facoltà.

3. Complessivamente l'attività didattica comprende 1.800 ore, di cui almeno 200 dedicate al tirocinio e/o all'elaborato finale. L'attività di laboratorio e di tirocinio potrà essere svolta all'interno o all'esterno dell'Università, anche in relazione ad un elaborato finale, presso qualificate istituzioni italiane o straniere con le quali si siano stipulate apposite convenzioni.

4. L'attività didattica è di norma organizzata sulla base di annualità, costituite da corsi ufficiali monodisciplinari o integrati. Il corso di insegnamento integrato è costituito da moduli coordinati, eventualmente impartiti da più docenti.

5. Il numero delle annualità non potrà essere inferiore a 15 e superiore a 18.

6. Durante il primo biennio del corso di diploma lo studente dovrà dimostrare la conoscenza pratica e la comprensione di almeno una lingua straniera. La lingua straniera e le modalità dell'accertamento saranno definite dal consiglio di facoltà.

7. Per essere ammessi a sostenere l'esame di diploma universitario occorre aver superato l'accertamento, con esito positivo, relativo agli insegnamenti previsti nel piano di studi, con modalità di esame stabilite dal consiglio di facoltà.

8. La facoltà, nello stabilire prove di valutazione della preparazione degli studenti, farà ricorso a criteri di continuità, di globalità e di accorpamento in modo da limitare il numero degli eventuali esami tradizionali tra 15 e 18.

9. L'esame di diploma consiste in una discussione tendente ad accertare la preparazione di base e professionale del candidato, durante la quale potrà essere discusso un eventuale elaborato finale.

10. I contenuti didattico-formativi minimi obbligatori del corso di studi sono articolati in aree didattiche indicate nelle singole articolazioni dei corsi di diploma specificate nei cappi seguenti.

11. Su proposta della facoltà, verranno indicate nel regolamento di Ateneo le aree, gli obiettivi didattico-formativi ed il relativo impegno in ore o crediti didattici per ciascun orientamento fino a completamento del monte ore totale previsto.

Art. 44 *(Manifesto degli studi)*. — 1. All'atto della predisposizione del manifesto annuale degli studi il consiglio di facoltà definisce il piano di studi ufficiale del corso di diploma comprendente le denominazioni degli insegnamenti da attivare, in applicazione di quanto disposto dal secondo comma dell'art. 11 della legge n. 341/1990.

2. In particolare, il consiglio di facoltà:

a) delibera il numero dei posti a disposizione degli iscritti al primo anno, secondo quanto previsto dal precedente comma 1;

b) stabilisce i corsi ufficiali di insegnamento (monodisciplinari od integrati) che costituiscono le singole annualità e le relative denominazioni facendo riferimento ai contenuti didattico-scientifici dei raggruppamenti indicati nell'ordinamento didattico. In attesa della definizione dei settori scientifico-disciplinari previsti dalla legge n. 341/1990, i raggruppamenti sono quelli indicati dal decreto ministeriale del 28 luglio 1990, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 4 settembre 1990, n. 70-*bis* (concorso pubblico a posti di professore universitario di ruolo, fascia degli associati);

c) ripartisce il monte ore di ciascuna area fra le annualità che vi afferiscono, precisando che per ogni corso la frazione destinata alle attività teorico-pratiche;

d) fissa la frazione temporale delle discipline afferenti ad una medesima annualità integrata;

e) indica le annualità di cui lo studente dovrà aver ottenuto l'attestazione di frequenza e superato il relativo esame al fine di ottenere l'iscrizione all'anno di corso successivo e precisa, altresì, le eventuali propedeuticità degli esami di profitto.

Art. 45 *(Docenza)*. — 1. La copertura dei moduli didattici attivati e affidata, nel rispetto delle leggi vigenti, dal consiglio di facoltà ai professori di ruolo dello stesso gruppo disciplinare o di gruppo ritenuto dalla facoltà affine, ovvero per affidamento o supplenza a professore di ruolo o ricercatore confermato. Per realizzare un'efficace attività didattica, con adeguata assistenza degli studenti, la singola classe di insegnamento avra un numero di studenti iscritti non superiore, di norma, alle cento unità.

2. Al fine di facilitare il ricorso ad esperienze e professionalità esterne il corso di insegnamento potrà comprendere moduli da affidare a professori a contratto, con le modalità previste negli statuti delle singole università.

Art. 46 *(Corso di diploma universitario in viticoltura ed enologia)*.

Art. 47 *(Articolazione del diploma universitario in viticoltura ed enologia)*. — Aree disciplinari obbligatorie, numero minimo di ore e settori scientifico-disciplinari attinenti:

Area 1 - *Matematica e fisica* (150 ore):

Settori scientifico-disciplinari: A01B, A01C, A01D, A02A, A02B, A03X, A04A, B01A, B01B, K05A, K05B, S01A.

Area 2 - *Chimica* (150 ore):

Settori scientifico-disciplinari: C01A, C02X, C03X, C05X, G07A.

Area 3 - *Scienza del suolo e biochimica agraria* (100 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G07A, G07B.

Area 4 - *Biologia e fisiologia della vite* (100 ore):

Settori scientifico-disciplinari: E01C, E01E, E01A, E01B, G07A, G02B.

Area 5 - *Area economica e legislazione vitivinicola* (100 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G01X, N03X.

Area 6 - *Tecnologia alimentare* (50 ore):

Settore scientifico-disciplinari: G08A.

Area 7 - *Microbiologia generale ed enologica* (100 ore):

Settore scientifico-disciplinari: G08B.

Area 8 - *Enologia* (200 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G08A, G05B.

Area 9 - *Analisi chimiche, fisiche sensoriali e microbiologiche dei prodotti dell'industria enologica* (150 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G08A, G08B, G07A.

Area 10 - *Scienza e tecnica della produzione viticola* (200 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G02A, G02B, G05B, G04X.

Area 11 - *Difesa della vite* (100 ore):

Settori scientifico-disciplinari: G06A, G06B.

Le rimanenti ore saranno destinate dalla facoltà alla integrazione della formazione di base o professionale, prevedendo anche possibilità di scelta per gli studenti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Udine, 18 dicembre 1997

Il rettore: STRASSOLDO

98A0604

CIRCOLARI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

CIRCOLARE 22 gennaio 1998, n. 775036.

Legge 18 novembre 1995, n. 496. Ratifica della convenzione sulla proibizione delle armi chimiche fatta a Parigi il 13 gennaio 1993 - Adempimenti connessi.

Ai Ministeri

Alle camere di commercio

Alla Confindustria

Alla Confapi

Alle associazioni di categoria

Si ricorda che la Convenzione di Parigi sulla proibizione dello sviluppo, produzione, immagazzinaggio ed uso di armi chimiche e sulla loro distruzione è stata ratificata dall'Italia con la legge n. 496/1995 successivamente modificata con la legge n. 93 del 4 aprile 1997.

In base alla suddetta normativa le aziende che producono, lavorano, impiegano, importano o esportano i composti chimici elencati nelle tabelle 1, 2, 3, allegate alla Convenzione ed agli impianti descritti nella parte IX dell'allegato sulle verifiche della Convenzione stessa sono tenute all'invio di dichiarazioni consuntive per l'anno civile precedente (nel caso specifico il 1997).

Si precisa che per impianti descritti nella parte IX dell'allegato sulle verifiche si intendono quegli impianti che producono i composti DOC e PSF che sono stati esclusi, al contrario dei composti di tabella 1, 2 e 3, dall'obbligo della dichiarazione preventiva annuale.

Si ricorda che la definizione di composto DOC e PSF è riportata nelle linee guida della circolare 4 aprile 1997, n. 37877 del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 81 dell'8 aprile 1997.

Il termine entro il quale gli operatori interessati dovranno presentare a questo Ministero la dichiarazione annuale consuntiva, cade il 28 febbraio.

Considerato l'approssimarsi delle date previste, nell'intento di facilitare le aziende coinvolte, lo scrivente ufficio ha predisposto gli allegati modelli che potranno essere utilizzati sia per le «dichiarazioni consuntive» che per le «dichiarazioni preventive». Considerato che gli allegati modelli costituiscono l'elaborazione ultima degli obblighi derivanti dall'applicazione della convenzione di Parigi, si invitano gli operatori a non utilizzare i modelli precedenti.

Tali modelli sono sostanzialmente simili a quelli riportati nella sopra menzionata circolare, fatte salve lievi modifiche. Alcune di tali modifiche sono state già introdotte per le dichiarazioni preventive (numeri da 1 a 3), altre costituiscono una novità. Tali sono:

1) indicazione del codice Istat;

2) indicazione delle coordinate geografiche secondo Greenwich (rese obbligatorie a differenza di quanto previsto nelle dichiarazioni iniziali);

3) indicazione della produzione annua prevista per i composti della tabella 3 (in precedenza era stata richiesta la fascia di produzione);

4) esclusione della soglia minima di dichiarazione per i prodotti di tabella 1, 2 e 3 importati e/o esportati (in altre parole dovranno essere segnalati tutti i flussi di composti indipendentemente dalle quantità);

5) indicazione delle finalità per i quali il composto di tabella 2 viene prodotto, lavorato o consumato secondo le codifiche elencate nella parte VII, par. A, punto 8, lettera *e)*, che si riassumono nel seguito:

lavorazione e/o consumo in loco;

vendita o trasferimento sul territorio;

esportazione diretta;

altri fini;

6) indicazione, solo per le dichiarazioni preventive relative ai composti di tabella 2, del presumibile periodo di attività da svolgersi nell'anno civile seguente;

7) indicazione delle finalità per i quali il composto di tabella 3 viene prodotto in conformità a quanto richiesto nella parte VIII, par. A, punto 8, lettera *c)*, che nel caso delle sostanze in argomento si limita a richiedere una indicazione generica;

8) indicazione delle produzioni annuali di composti DOC e PSF (in precedenza era stata richiesta la fascia di produzione).

Per quanto riguarda le modalità di compilazione, si fa riferimento, ove non in contrasto con gli adempimenti connessi alle dichiarazioni consuntive, alle linee guida contenute nella circolare ministeriale in precedenza richiamata.

Le dichiarazioni dovranno essere spedite, complete in ogni loro parte, entro e non oltre il termine previsto mediante raccomandata con avviso di ricevimento indirizzata a: Ministero dell'industria, commercio ed artigianato - Direzione generale per lo sviluppo produttivo e la competitività - Ufficio armi chimiche - Via Molise, 2 - 00187 Roma.

I modelli dovranno essere inviati in unica copia firmati in tutte le pagine dal legale rappresentante dell'impresa o, in caso di impresa individuale dal proprietario. Nel caso in cui la proprietà, sia essa di persona giuridica o fisica, sia diversa dalla figura che gestisce l'azienda (caso ad esempio di affitto di azienda) il firmatario dovrà essere il gestore della stessa.

Il direttore generale per lo sviluppo produttivo e la competitività
VISCONTI

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI ANAGRAFICI

Classificazione livello di confidenzialità dei dati forniti : ....

Ragione sociale (obbligatorio)..

Codice ISTAT (obbligatorio)

Indirizzo (obbligatorio) ....

Cap/città. Provincia ....

tel fax
(obbligatorio fornire n. telefono e fax)

Cognome, nome e funzione della persona
da contattare per eventuali comunicazioni
(obbligatorio)

Riepilogo dei moduli compilati oltre al presente (obbligatorio)

Modello	Oggetto	Numero di Modelli Compilati
Sp	Dati sullo Stabilimento che Produce, lavora e/o trasforma i composti dichiarati	....
Imp1	Dati sugli impianti presenti in ogni stabilimento e che producono, lavorano e/o trasformano i composti dichiarati di tabella 1	....
Imp2/3	Dati sugli impianti presenti in ogni stabilimento e che producono, lavorano e/o trasformano i composti dichiarati di tabella 2 e 3	....
St/1	Dati relativi al possesso ed utilizzo di composti di tabella 1 al di fuori di attività produttive (esempio : ricerca di laboratorio, studi di protezione e difesa, etc.)	....
Comp1	Dati sui composti dichiarati di tabella 1	....
Comp2	Dati sui composti dichiarati di tabella 2	....
Comp3	Dati sui composti dichiarati di tabella 3	....
Doc/psf	Dati sui composti dichiarati della classe DOC e PSF	....
Ie/1	Dati relativi all'importazione ed esportazione di composti di tabella 1	....
Ie/2	Dati relativi all'importazione ed esportazione di composti di tabella 2	....
Ie/3	Dati relativi all'importazione ed esportazione di composti di tabella 3	....

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI relativi allo STABILIMENTO

(compilare un modello per ogni stabilimento aziendale da dichiarare perché interessato a composti indicizzati)

Denominazione dello stabilimento (riportare il nome dello stabilimento se disponibile altrimenti lasciare in bianco)	....
Gestore dello stabilimento (compilare se il gestore è diverso dalla Società proprietaria, altrimenti lasciare in bianco)	....
Indirizzo (da compilare solo per la dichiarazione Iniziale o per variazioni rispetto alle precedenti dichiarazioni)	.... Cap/città .... Provincia ....
Ubicazione esatta : coordinate geografiche secondo Greenwich	Latitudine _ _ _ / _ _ _ / _ _ _ / _ Longitudine _ _ _ / _ _ _ / _ _ _ / _ (da compilare obbligatoriamente in caso di dichiarazione Iniziale o in caso di rettifiche e/o variazioni)

Sezione da compilare obbligatoriamente

a) Ripartizione degli impianti dello Stabilimento che trattano una sola tipologia di composti (non va riportato il numero di impianti misti, cioè quelli che vengono utilizzati , ad esempio, sia per composti di tabella 2 che di tabella 3) :

- n. impianti x composti di tabella 1 ☐☐
- n. impianti x composti di tabella 2 ☐☐
- n. impianti x composti di tabella 3 ☐☐
- n. impianti x composti doc / psf ☐☐

b) Ripartizione degli impianti dello Stabilimento che trattano più di una tipologia di composti (va riportato soltanto il numero di impianti misti, cioè quelli che vengono utilizzati , ad esempio, sia per composti di tabella 2 che di tabella 3) :

- n. impianti misti x composti di tabella 2 e 3 ☐☐
- n. impianti misti x composti di tabella 2 e doc/psf ☐☐
- n. impianti misti x composti di tabella 2, 3 e doc/psf ☐☐
- n. impianti misti x composti di tabella 3 e doc/psf ☐☐

ATTENZIONE Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito ..... Cod. Imp .....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐ PRE-D ☐ ALT ☐

DATI relativi all' IMPIANTO n. .... di .... per composti di Tab. 1

(COMPILARE UN MODELLO PER OGNI IMPIANTO INDICATO NELLA SCHEDA "DATI DI STABILIMENTO")

Classificazione produttiva secondo CWC	☐ Impianto singolo su scala ridotta per produzione globale > 10 kg ☐ Impianto per produzione globale compresa tra 100g - 10 kg per scopi di difesa ☐ Impianto per produzione globale compresa tra 100g - 10 kg per scopi medici, farmaceutici o di ricerca
Funzionalità	☐ Impianto esistente ☐ Impianto nuovo
Denominazione del sito dove insiste l'impianto	
Identificazione dell' edificio o struttura in cui l' impianto e' localizzabile nel sito	
Responsabile impianto (facoltativo)	
indirizzo	Cap/città Provincia
Ubicazione esatta - coordinate geografiche secondo Greenwich	Latitudine ___/__/__/_ Longitudine ___/__/__/_

Documentazione tecnica allegata alla dichiarazione

Oggetto	barrare se presentato
1 Descrizione tecnica dell' impianto	....
2 Diagrammi dettagliati (obbligatorio solo per impianti unici a scala ridotta)	....
3 Inventario delle attrezzature (obbligatorio solo per impianti unici a scala ridotta)	....
4 Volume in litri del reattore più grande (facoltativo e solo per impianti unici a scala ridotta)	....
5 Volume totale in litri di tutti i reattori eccedenti un volume di 5 litri (facoltativo e solo per impianti unici a scala ridotta)	....

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI relativi all' IMPIANTO n. .... di .... per composti di Tab. 2 e/o 3

(COMPILARE UN MODELLO PER OGNI IMPIANTO INDICATO INELLA SCHEDA "DATI DI STABILIMENTO")

Nome o sigla dell' impianto (se l'impianto non ha nome o sigla lasciare in bianco)	....
Ubicazione dell' impianto all'interno dello stabilimento (se non esiste tale riferimento lasciare in bianco)	....
Tabella di riferimento cui si riferiscono i composti trattati nell' impianto (obbligatorio)	tab.2 ☐ tab.3 ☐ tab. 2 e 3 ☐ (x impianti misti)

1	Codice attività principale dell' impianto in generale (va barrata una sola casella)	B01 ☐ B02 ☐ B03 ☐
2	Codice gruppo prodotti inerenti l' attività principale dell' impianto (indicare un solo codice)	☐☐☐
3	Codice del tipo di processo associato ai composti dichiarati e trattati sull' impianto (va barrata una sola casella)	B01 ☐ B02 ☐ B03 ☐
4	Codice altre attivita' dell' impianto relative ai composti dichiarati (barrare una o più caselle)	B04 ☐ B05 ☐ B06 ☐
5	Carattere dell' attività dell' impianto relativamente ai composti dichiarati (barrare la voce "Esclusivo" solo se l'impianto tratta solo i composti dichiarati)	Esclusivo ☐ Polivalente ☐

(Tutti i campi vanno riempiti obbligatoriamente · i campi 3 - 4 - 5 vanno compilati solo per dichiarazioni riguardanti i composti di tabella 2)

Capacita' produttiva annua dell' impianto per singolo composto dichiarato (da compilare obbligatoriamente solo per gli impianti che producono composti di tabella 2)			
Composto dichiarato (Nome IUPAC o comm.le o n. CAS)	Tabella di Riferimento	Quantità annua (kg o ton)	Tipo Capacita' E= effettiva T= teorica

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐ AUT ☐☐

DATI relativi al POSSESSO (stoccaggio) ed UTILIZZO di composti di Tab. 1

(compilare un modello per ogni composto posseduto)

Dati identificativi del composto	
Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o aziendale interno (obbligatorio)	
Numero CAS (obbligatorio se attribuito)	
Formula bruta e di struttura (obbligatorio)	

Denominazione del sito dove è detenuto ed utilizzato il composto (obbligatorio)	....
Identificazione dell' edificio o struttura (lab o altro) in cui e' detenuto ed utilizzato il composto (obbligatorio)	....
Ubicazione esatta : - coordinate geografiche secondo Greenwich	Latitudine ___/__/__/_ Longitudine ___/__/__/_
Responsabile della detenzione e dell'uso (obbligatorio)	....

Finalità per le quali il composto è detenuto ed utilizzato (obbligatorio)

Destinazione finale del composto dopo l'uso (obbligatorio)

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

COMPOSTI CHIMICI PRESENTI IN TABELLA 1

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare ed indicato nella scheda "Dati di Stabilimento")

Composto .... di ....

Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o Aziendale interno (obbligatorio)	
Numero di CAS (obbligatorio se attribuito)	
Formula bruta e di struttura (obbligatorio)	

Dati sull'attività inerente al composto

(obbligatorio)

a) Metodi utilizzati e quantità prodotta

b) Denominazione e quantità dei precursori utilizzati di tab.1,2 o 3 per la produzione

c) Quantità consumata nell'impianto e lo scopo del consumo

d) La quantità ricevuta o spedita ad altri Impianti (indicare il destinatario e lo scopo)

e) La quantità massima immagazzinata in ogni momento durante l'anno

f) La quantità immagazzinata alla fine dell'anno

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

COMPOSTI CHIMICI PRESENTI IN TABELLA 2

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare ed indicato nella scheda "Dati di Stabilimento")

Composto .... di ....

Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o Aziendale interno (obbligatorio)	
Numero di CAS (obbligatorio se attribuito)	
Formula bruta e di struttura (quest'ultima se disponibile	

Attività dell' impianto Riferita al composto dichiarato	Quantità totale (ton)	Periodo di attività (solo per le dichiarazioni di previsione)
Produzione	....	Da .... a ....
Lavorazione	....	Da .... a ....
Trasformazione	....	Da .... a ....

Finalità per le quali il composto viene prodotto e/o lavorato e/o trasformato
(da compilare obbligatoriamente sia per la dichiarazione preventiva che consuntiva secondo quanto previsto alla Parte VII . paragrafo A. punto 8. lettera e dell'Annesso alle Verifiche della Convenzione di Parigi Legge 496/95)

....

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

COMPOSTI CHIMICI PRESENTI IN TABELLA 3

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare ed indicato nella scheda "Dati di Stabilimento")

Composto .... di ....

Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o Aziendale interno (obbligatorio)	
Numero di CAS (obbligatorio se attribuito)	
Formula bruta e di struttura (quest'ultima solo se disponibile)	

Attività dell' impianto Riferita al composto dichiarato	Quantità totale (ton)
Produzione	....

Finalità per le quali il composto viene prodotto
(da compilare obbligatoriamente sia per la dichiarazione preventiva che consuntiva secondo quanto previsto alla Parte VIII, paragrafo A, punto 8, lettera c dell'Annesso alle Verifiche della Convenzione di Parigi Legge 496/95)

....

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐ AUT ☐☐

DATI relativi ad IMPORT / EXPORT di COMPOSTI CHIMICI di Tabella 1

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare)

Dati identificativi del composto	
Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o aziendale interno (obbligatorio)	
Numero CAS (obbligatorio se attribuito)	
Formula bruta e di struttura (obbligatorio)	

DATI IMPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)		DATI EXPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)	
Paese	Quantità (ton)	Paese	Quantità (ton)

Allegare (obbligatoriamente) al presente modello un elenco con i :

a) dati identificativi di ciascun Fornitore/Cliente Estero da cui è acquistato il composto
b) dati identificativi di ciascun cliente cui il composto è rivenduto in Italia

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI relativi ad IMPORT / EXPORT di COMPOSTI CHIMICI di Tabella 2

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare)

Dati identificativi del composto	
Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o aziendale interno (obbligatorio)	
Numero CAS (obbligatorio se attribuito)	

DATI IMPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)		DATI EXPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)	
Paese	Quantità (ton)	Paese	Quantità (ton)

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione : Preventiva ☐ Consuntiva ☐	
Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI relativi ad IMPORT / EXPORT di COMPOSTI CHIMICI di Tabella 3

(compilare un modello per ogni composto da dichiarare)

Dati identificativi del composto	
Nome IUPAC (obbligatorio)	
Nome commerciale o aziendale interno (obbligatorio)	
Numero CAS (obbligatorio se attribuito)	

DATI IMPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)		DATI EXPORT x Totale Paese x anno di riferimento (Codice Paese / quantità annua in ton)	
Paese	Quantità (ton)	Paese	Quantità (ton)

ATTENZIONE : Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95.

Il Rappresentante Legale

Data

Parte a cura del Dichiarante	Parte a cura del Ministero
Dichiarazione Preventiva ☐ Consuntiva ☐ Anno cui si riferisce la dichiarazione	Cod. Azienda .... Cod. Sito .... Cod. Imp. ....
Dichiarazione del .... prot.	DIN ☐☐ PRE-D ☐☐

DATI sulla PRODUZIONE di COMPOSTI CHIMICI DOC / PSF

Dati obbligatori per gli Stabilimenti che producono più di 200 ton/anno in totale di composti DOC (inclusi i PSF) o più di 30 ton/anno di un singolo composto PSF

(compilare un modello per ogni stabilimento)

Codice attività principale dello Stabilimento (va barrata una sola casella)	B01 ☐ B02 ☐ B03 ☐
Codice gruppo prodotti relativi all' attività principale dello Stabilimento (va riportato un solo codice)	☐☐☐

Quantità complessiva in tonnellate di tutti i composti DOC inclusi i prodotti PSF (sommare tutte le produzioni di DOC indipendentemente se contenenti P, S o F)	....
Numero totale di impianti dello stabilimento utilizzati per la produzione sia dei DOC che dei PSF	....

Numero di impianti dello stabilimento che producono per sintesi composti PSF (barrare il campo -a- per impianti PSF esclusivi, viceversa il campo -b- per impianti misti DOC e PSF)	a) Imp. Escl. ☐☐ b) Imp.misti ☐☐
Indicare se c'è un impianto tra quelli destinati alla produzione dei composti PSF che produce in un anno più di 200 ton di un singolo composto PSF	☐ Si ☐ No

Numero di impianti per la produzione PSF che producono complessivamente meno di 200 ton/anno	....
Numero di impianti per la produzione PSF che producono complessivamente da 200 a 1.000 ton/anno	....
Numero di impianti per la produzione PSF che producono complessivamente da 1.000 a 10.000 ton/anno	....
Numero di impianti per la produzione PSF che producono complessivamente più di 10.000 ton/anno	....

ATTENZIONE Le dichiarazioni incomplete o compilate in modo errato sono passibili di denuncia a norma dell'art. 11 della legge 496/95

Il Rappresentante Legale

Data

LINEE GUIDA ALLE DICHIARAZIONI INIZIALI PER ATTIVITÀ NON PROIBITE PER COMPOSTI CLASSIFICATI IN TAB. 1, TAB. 2, TAB. 3 O FUORI TABELLA

Cap. 1

DICHIARAZIONI

Classificazione Livello di confidenzialità

Su tutti i modelli va indicato il livello di confidenzialità dei dati.
A tal proposito vanno utilizzate 3 sigle : R, P o H.

R sta per confidenzialità ristretta e rappresenta il livello più basso;
P sta per confidenzialità protetta e rappresenta un livello medio;
H sta per altamente proptetto e rappresenta il livello di maggior riservatezza.

Pertanto, ogni dichiarante per ciascun modello allegato alla dichiarazione deve indicare uno dei tre livelli sopra riportati, in mancanza di una indicazione i dati del modello saranno classificati come non riservati.

1. DICHIARAZIONE ATTIVITA' IMPORT EXPORT RELATIVA A COMPOSTI DI TABELLA 2 e/o TABELLA 3

La dichiarazione va prodotta dalle societa' commerciali di import/export che abbiano trattato prodotti contenenti composti di tabella 2 e/o tabella 3 purche' la percentuale del composto interessato sia superiore al 15% e rientri come computo di massa totale complessiva annua, per ciascun Paese relativo a import o export, nelle soglie di obbligo per le dichiarazioni e fissate in :

a) **quantitativo annuo > 1 kg di un composto identificato da <*> , parte A, tab.2**
b) **quantitativo annuo > 100 kg di ogni altro composto di cui alla parte A, tab.2**
c) **quantitativo annuo > 1 ton di un composto di cui alla parte B, tab.2**
d) **quantitativo annuo > 30 tons di un composto di cui alla tab. 3**

Ogni dichiarazione deve contenere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/ie2 : dichiarazione per ogni composto di tabella 2**
- **mod. Mini/In/ie3 : dichiarazione per ogni composto di tabella 3**

2. DICHIARAZIONE PER SITI RELATIVI SOLO A COMPOSTI DI TABELLA 1

La dichiarazione va presentata, secondo quanto previsto ai paragrafi 8-9-10-11-12 della parte VI dell' Annesso Verifiche della Convenzione, dai seguenti soggetti :

a) Lo Stato Parte che gestisce , a fini di ricerca e/o medici e/o farmaceutici e/o di protezione (nella definizione data dalla Convenzione), un impianto unico a scala ridotta (impianto pilota) per la produzione di prodotti chimici di tabella 1 .

Il limite di produzione e' quello che non consente di superare, in qualunque momento, il quantitativo **globale nazionale per tutti i composti chimici di tabella 1, prodotti e/o acquistati e/o conservati e/o trasferiti e/o utilizzati, fissato in 1 tonnellata.**

b) Chi produce, a fini di difesa protezione, in un solo impianto, diverso dall' impianto unico a scala ridotta di cui al punto precedente A , una quantita' globale annua di composti chimici di tabella 1 non superiore a 10 kg.

c) Chi produce, a fini di ricerca e/o medici e/o farmaceutici, composti chimici di tabella 1 in impianti diversi da quelli unici a scala ridotta di cui al precedente punto A.

La dichiarazione va resa per produzioni comprese , per singolo impianto, tra 100 g e 10 kg.

d) Chi effettua in laboratorio la sintesi chimica dei composti chimici di tabella 1 in quantita' globali non superiore a 100 g annui , per impianto, **non deve effettuare** alcuna dichiarazione purche' i fini siano quelli di ricerca e/o medici e/o farmaceutici e non quelli di protezione , caso questo che comporterebbe comunque la dichiarazione.

Informazioni dettagliate sulla compilazione dei modelli predisposti sono disponibili presso gli Uffici su richiesta degli interessati.

3. DICHIARAZIONE PER SITI RELATIVI SOLO A COMPOSTI DI TABELLA 2

La dichiarazione va fatta per tutti i siti produttivi che hanno prodotto, lavorato o consumato, per uno qualsiasi degli anni 1994, 1995, 1996 :

a) quantitativo annuo > 1 kg di un composto identificato da <*> , parte A, tab.2
b) quantitativo annuo > 100 kg di ogni altro composto di cui alla parte A, tab.2
c) quantitativo annuo > 1 ton di un composto di cui alla parte B, tab.2

Ogni dichiarazione deve comprendere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/sp : dichiarazione sito produttivo**

(Se il dichiarante ha piu' siti produttivi da dichiarare deve presentare un modello Mini/In/sp per ogni sito)

- **mod. Mini/In/imp : dichiarazione relativa agli impianti**

(Se in un sito ci sono piu' impianti da assoggettare a dichiarazione, per ognuno di essi va fatta una dichiarazione utilizzando un modello Mini/In/imp.
Per piu' siti dichiarati vanno utilizzati tanti moduli Mini/In/imp per quanti sono i singoli impianti da dichiarare)

- **mod. Mini/In/comp2 : dichiarazione relativa ai composti di tab. 2**

(Va utilizzato un modulo per ogni composto da dichiarare)

3.1. **Dichiarazione dati identificativi dichiarante** (modello di riferimento : **Mini/In**)

Per dichiarazioni inerenti a più di un composto chimico e/o piu' impianti e/o piu' siti produttivi , purche' relative allo stesso dichiarante, è sufficiente un solo modello.

3.2. Dichiarazione del sito produttivo (modello di riferimento : Mini/In/sp)

Il modello è suddiviso in due parti :

- dati identificativi
- ripartizione degli impianti del sito per tipologia di composti dichiarati

3.2.1. Tra i dati identificativi figura quello relativo alle coordinate geografiche espresse come latitudine e longitudine. In alternativa e' possibile specificare estremi topografici atti a definire con precisione l' esatta ubicazione del sito.

3.2.2. Per quanto riguarda la tabella di ripartizione degli impianti del sito, la stessa va compilata riportando, per ciascuna tipologia di composto interessante la dichiarazione, il numero di impianti compresi nel sito (per la definizione di "impianto" vedi cap.2 della presente guida).
E' evidente che l' eventuale indicazione di piu composti appartenenti a tabelle diverse configura il sito come "sito produttivo misto", secondo la definizione data al cap. 2.

3.3. Dichiarazione relativa agli impianti (modello di riferimento : Mini/In/imp)

Il modello è suddiviso in tre parti .

- dati identificativi
- dati relativi all' attività dell' impianto
- **capacita' produttiva per singolo composto dichiarato**

3.3.1. Tra i dati identificativi, al punto "ubicazione nel sito" figurano due sottovoci :

- struttura n.
- edificio n.

Per struttura si intende il numero identificativo dell' unita' impiantistica individuabile nel sito e relativa alla dichiarazione (esempio tipico e' quello di siti petrolchimici dove e' in uso tale identificazione per le subunita' produttive).

La sottovoce "edificio" ha lo stesso significato logistico del termine "struttura" , individua cioè una unita' produttiva autosufficiente (definita appunto "impianto" per la Convenzione, secondo quanto al cap.2 della presente guida) che risulta pero' dimensionata e confinata in una vera e propria struttura edilizia.

3.3.2. Per quanto riguarda la tabella di riporto dei "dati relativi all' attività dell' impianto, essa riporta 5 voci che significano:

3.3.2.1. *codice attivita' principale*
E' un codice compreso tra B01 e B06 (vedi capitolo 4, appendice n.3) che individua l' attività principale dell' impianto, indipendentemente dal composto considerato ai fini della dichiarazione.

Le attivita' codificate sono :

- B01 = produzione
- B02 = lavorazione
- **B03 = trasformazione**
- B04 = stoccagggio
- B05 = riconfezionamento-distribuzione
- B06 = R&D

Esse sono state elaborate tenendo in conto una attività industriale chimica. cioe' volta a trattare composti chimici.
In tutti quei casi di attività industriali non strettamente configurabili come chimiche ma comunque interessate alla dichiarazione di legge. i suddetti codici , se non associabili direttamente all' attività propria dell' impianto considerato, vanno riferiti alla finalità di uso (impiego)-che , nell' ambito dell' impianto stesso. subisce il composto oggetto della dichiarazione.

3.3.2.2. *codice gruppo prodotti*
Questo codice individua, nell' ambito di una tabella già predisposta (vedi capitolo 4, appendice n.4), il gruppo di prodotti uguali o assimilabili a quelli trattati nell' impianto dichiarato ed oggetto dell' attività principale dello stesso.
Nel caso di attività industriali non propriamente chimiche ma comunque assoggettate alla dichiarazione di legge per l' impiego di composti sotto disciplina, la scelta del codice va fatta in relazione alla natura chimica di quest' ultimi.

3.3.2.3. *codice attività dell' impianto inerente i composti dichiarati*
Vale quanto già detto per la voce *codice attività principale* con la differenza che in questo caso l' attività va riferita al composto chimico sotto dichiarazione.

3.3.2.4. *altre attività dell 'impianto attinenti il composto dichiarato*
Queste attività riguardano :

- stoccaggio
- riconfezionamento
- ricerca e sviluppo

A tal fine se individuate vanno codificate utilizzando rispettivamente i codici B04, B05 e B06 gia' utilizzati alla voce *codice attività principale*

3.3.2.5. *carattere dell' attività dell' impianto relativamente ai composti dichiarati*
Per questa voce va barrato uno dei due termini :
esclusivo
polivalente

Il termine *esclusivo* va utilizzato solo se l' attività dell' impianto e' rivolta esclusivamente ai composti dichiarati, viceversa va specificato nella casella il termine *polivalente*.

3.3.3. Nella terza tabella, relativa a "Capacita' produttiva per singolo composto dichiarato", va indicata, per ogni singolo composto dichiarato e riferito all' impianto in oggetto, la quantita' annuale producibile (secondo il significato attribuito al cap.2 **della presente guida)**.

3.4. **Dichiarazione composti chimici di tabella 2** (modello di riferimento : **Mini/In/comp2**)

La dichiarazione consta di due parti

- dati identificativi
- dati per attività pregressa

3.4.1. I dati identificativi riguardano il nome IUPAC, il nome commerciale o utilizzato all' interno del sito produttivo, la formula di struttura ed il numero del registro CAS.

3.4.2. Per quanto attiene i "dati per attivita pregressa" si tratta di riportare per ogni composto dichiarato, e per ogni specifica attività dell' impianto ad esso associato, le quantità trattate nel sito produttivo per ciascuno dei tre anni civili precedenti a quello della dichiarazione.
Trattandosi di dati espressi per sito produttivo e' evidente che se in un sito vi sono piu' impianti (come definiti dalla Convenzione e di cui al cap. 2 della presente guida) che hanno trattato il composto dichiarato in questione, le quantità da indicare nel presente modulo sono , per singola specifica attività indicata, la somma delle quantita trattate nei singoli impianti.

Per ogni anno va anche specificato lo scopo per il quale il composto in oggetto e' stato prodotto, lavorato e/o consumato.
A tal proposito utilizzare i codici già predisposti (vedi appendice n.3)

4. DICHIARAZIONE PER SITI RELATIVI SOLO A COMPOSTI DI TABELLA 3

La dichiarazione va fatta per tutti i siti produttivi che hanno prodotto per l' anno civile precedente l' entrata in vigore della Convenzione :

a) quantitativo annuo > 30 tons di un composto di cui alla tab. 3

Ogni dichiarazione deve comprendere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/sp : dichiarazione sito produttivo**

(Se il dichiarante ha piu' siti produttivi da dichiarare deve presentare un modello Mini/In/sp per ogni sito)

- **mod. Mini/In/imp : dichiarazione relativa agli impianti**

(Se in un sito ci sono piu' impianti da assoggettare a dichiarazione, per ognuno di essi va fatta una dichiarazione utilizzando un modello Mini/In/imp.
Per piu' siti dichiarati vanno utilizzati tanti moduli Mini/In/imp per quanti sono i singoli inpianti da dichiarare)

- **mod. Mini/In/comp3 : dichiarazione relativa ai composti di tab. 3**

(Va utilizzato un modulo per ogni composto da dichiarare)

4.1. **Dichiarazione dati identificativi dichiarante** (modello di riferimento : **Mini/In**)

Vale quanto detto al punto 3.1

4.2. **Dichiarazione del sito produttivo** (modello di riferimento Mini/In/sp)

Il modello e' identico a quello per i composti di tab. 2 e di cui al punto 3.2 , pertanto valgono le stesse indicazioni .

4.3. **Dichiarazione relativa agli impianti** (nodello di riferimento : **Mini/In/imp**)
Il modello e' identico a quello per i composti di tab. 2 e di cui al punto 3.3 , pertanto valgono le stesse indicazioni , fatta eccezione per i campi 3 - 4 - 5 dei "Dati relativi all' attivita' dell' impianto" ed a tutti quelli relativi alla "Capacita' produttiva per singolo composto dichiarato" che non vanno riempiti per le dichiarazioni inerenti ai composti di tabella 3 .

4.4. **Dichiarazione relativa ai composti di tabella 3** (modello di riferimento **Mini/In/comp3**)

La dichiarazione consta di due parti :

- dati identificativi
- dati per attività pregressa

4.4.1. I dati identificativi riguardano il nome IUPAC, il nome commerciale o utilizzato all' interno del sito produttivo, la formula di struttura ed il numero del registro CAS.

4.4.2. Per quanto attiene i "dati per attività pregressa" si tratta di riportare per ogni composto dichiarato, e per ogni specifica attività dell' impianto ad esso associato, le quantità trattate nel sito produttivo per l' anno civile precedente a quello della dichiarazione.

Trattandosi di dati espressi per sito produttivo e' evidente che se in un sito vi sono piu' impianti (come definiti dalla Convenzione e di cui al cap. 2 della presente guida) che hanno trattato il composto dichiarato in questione, le quantità da indicare nel presente modulo sono , per singola specifica attività indicata, la somma delle quantità trattate nei singoli impianti.

Per ogni anno va anche specificato lo scopo per il quale il composto in oggetto e' stato prodotto.
A tal proposito utilizzare i codici già predisposti (vedi capitolo 4, appendice n. 5).

5. DICHIARAZIONI PER SITI RELATIVI SOLO A COMPOSTI DOC ED PSF

La dichiarazione va fatta per tutti i siti produttivi che hanno prodotto, tramite sintesi chimica, per l' anno civile precedente l' entrata in vigore della Convenzione, :

a) quantitativo annuo > 200 tons complessivi x sito produttivo di composti organici classificati come DOC

b) quantitativo annuo > 30 tons di un singolo composto chimico organico classificato come PSF

Nel calcolare la quantità globale approssimata di DOC in un sito industriale, i dati di produzione devono essere aggregati in modo da includere :

a) in caso di produzione di due o più DOC nello stesso impianto, i dati aggregati di tutti i prodotti.
b) in caso di processi "multiple step", solo la quantita del prodotto finale a condizione che sia un DOC, o la quantità dell' ultimo intermedio della sintesi " multiple step" che sia compreso nella definizione di DOC;
c) in caso di intermedi compresi nella definizione di DOC e usati da un altro impianto del sito industriale per produrre composti chimici organici definiti non ripresi nelle Tabelle, sia la quantita dell' intermedio sia quella del prodotto finito devono essere prese in considerazione.

Ogni dichiarazione deve comprendere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/sp : dichiarazione sito produttivo**
- **mod. Mini/In/sp/notab : dichiarazione sui dati di produzione**

(Se il dichiarante ha piu' siti produttivi da dichiarare deve presentare un modello Mini/In/sp/notab per ogni sito)

5.1. **Dichiarazione dati identificativi dichiarante** (modello di riferimento : **Mini/In**)

Vale quanto detto al punto 3.1

5.2. **Dichiarazione sito produttivo** (modello di riferimento : **Mini /In/sp**)

Vale quanto già detto al punto 3.2

5.3. **Dichiarazione sito produttivo** (modello di riferimento : **Mini/In/sp/notab**)

I dati da inserire nel modello sono tutti definiti con chiarezza per cui non necessitano di particolari spiegazioni.

6. DICHIARAZIONI PER SITI RELATIVI A PRODUZIONI PREGRESSE, AVVENUTE DOPO IL 01.01.1946 DI COMPOSTI DI TABELLA 2 DESTINATI AD UTILIZZI PER ARMI CHIMICHE

La dichiarazione va presentata per quei siti dove dopo il 1.1.1946, in un qualunque momento, sono stati prodotti composti di tabella 2 utilizzati per armi chimiche.

Ogni dichiarazione deve comprendere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/sp/excw : dichiarazione sito produttivo**

(Se il dichiarante ha piu' siti produttivi da dichiarare deve presentare un modello Mini/In/sp/excw per ogni sito)

- **mod. Mini/In/imp/excw : dichiarazione relativa agli impianti**

(Se in un sito ci sono piu' impianti da assoggettare a dichiarazione, per ognuno di essi va fatta una dichiarazione utilizzando un modello Mini/In/imp/excw.

Per piu' siti dichiarati vanno utilizzati tanti moduli Mini/In/imp/excw per quanti sono i singoli impianti da dichiarare)

- **mod. Mini/In/comp2/excw : dichiarazione relativa ai composti di tab. 2**

(Va utilizzato un modulo per ogni composto da dichiarare)

I modelli sono simili a quelli utilizzabili per dichiarazioni di siti relativi a composti di tabella 2. Pertanto valgono le indicazioni gia' riportate al punto 3.

7. DICHIARAZIONI PER SITI RELATIVI A PRODUZIONI PREGRESSE, AVVENUTE DOPO IL 01.01.1946 DI COMPOSTI DI TABELLA 3 DESTINATI AD UTILIZZI PER ARMI CHIMICHE

La dichiarazione va presentata per quei siti dove dopo il 1.1.1946, in un qualunque momento, sono stati prodotti composti di tabella 3 utilizzati per armi chimiche.

Ogni dichiarazione deve comprendere :

- **mod. Mini/In : dichiarazione dati identificativi del dichiarante**
- **mod. Mini/In/sp/excw : dichiarazione sito produttivo**

(Se il dichiarante ha piu siti produttivi da dichiarare deve presentare un modello Mini/In/sp/excw per ogni sito)

- **mod. Mini/In/imp/excw : dichiarazione relativa agli impianti**

(Se in un sito ci sono piu' impianti da assoggettare a dichiarazione, per ognuno di essi va fatta una dichiarazione utilizzando un modello Mini/In/imp/excw.

Per piu' siti dichiarati vanno utilizzati tanti moduli Mini/In/imp/excw per quanti sono i singoli impianti da dichiarare)

- **mod. Mini/In/comp3/excw : dichiarazione relativa ai composti di tab. 3**

(Va utilizzato un modulo per ogni composto da dichiarare)

I modelli sono simili a quelli utilizzabili per dichiarazioni di siti relativi a composti di tabella 3 . Pertanto valgono le indicazioni gia' riportate al punto 4

8. DICHIARAZIONI DI SITI MISTI

Le dichiarazioni per siti misti saranno organizzate prevedendo l' utilizzo dei modelli previsti per le dichiarazioni gia' illustrate ai punti precedenti .

Per dichiarazioni riguardanti uno stesso sito e' possibile utilizzare

- un solo modello Mini/In/sp per dichiarazioni riguardanti composti di tabella 2 e tabella 3;
- un solo modello Mini/In/sp/excw per dichiarazioni riguardanti composti di tabella 2 e tabella 3 di produzioni pregresse per armi chimiche;

mentre va utilizzato il corrispondente modello per ogni singolo impianto e composto del sito assoggettato alla dichiarazione.

Cap. 2

DEFINIZIONI

Produzione
Per produzione di un composto chimico si intende la sua formazione attraverso una o più reazioni chimiche .

Lavorazione
Per lavorazione di un composto chimico si intende un processo fisico, come formulazione, estrazione, e purificazione, in cui un composto chimico non viene trasformato in un altro composto chimico.

Consumo
Per consumo di un composto chimico s' intende la sua trasformazione in un altro composto chimico attraverso una reazione chimica.

Importazione
Per importazione si intende l' acquisto di composti chimici da Paesi non facente parte della Convenzione.

Esportazione
Per esportazione si intende la vendita di composti chimici verso Paese non facenti parte della Convenzione.

Trasferimento
Per trasferimento si intende l' acquisto e vendita di composti chimici da/a Stati Parte della Convenzione

Precursore
E' definito cosi' qualunque reagente chimico che prende parte ad una fase nella produzione con qualunque metodo di un composto chimico tossico.
E' incluso qualunque componente chiave di un sistema chimico binario o a multicomponente

DOC
Si definisce composto chimico organico (DOC) qualunque composto chimico appartenente alla classe dei composti del carbonio con l' esclusione degli ossidi, solfuri e carbonati metallici ed identificabile da un nome chimico, da una formula di struttura e dal numero CAS, se assegnato.
Non rientrano nella definizione i composti costituiti da solo carbonio ed idrogeno (idrocarburi), gli oligomeri, i polimeri e gli esplosivi

PSF
Sono tutti i composti DOC che contengono uno o più elementi quali : fosforo, zolfo, fluoro.

Sito produttivo

E' definito come complesso d' impianti (fabbriche, stabilimenti) cioè l' integrazione locale di uno o più impianti sotto un unico controllo operativo e comprendente, ad un livello amministrativo intermedio, infrastrutture comuni quali :

- l' amministrazione ed altri uffici;
- officine di manutenzione e di riparazione;
- centro di assistenza medica;
- servizi;
- laboratorio centrale di analisi;
- laboratori di R&D;
- area centrale per il trattamento degli effluenti e dei rifiuti;
- magazzini di stoccaggio.

Siti produttivi misti

Sono quelli che contengono :

- uno o più impianti che sono individualmente riferiti a più di una parte dell' Annesso delle Verifiche della Convenzione e di cui all' art. VI della stessa,
- impianti differenti riferiti a parti differenti dell' Annesso delle Verifiche della Convenzione e di cui all' art.VI della stessa.

Impianto

Per impianto (impianto di produzione, laboratorio) si intende un ' area, struttura o edificio, relativamente autonomi, che contengono una o più unità con infrastrutture ausiliarie o associate come :

- ridotta sezione amministrativa;
- aree di immagazzinaggio e/o manipolazione materie prime e prodotti;
- area di trattamento/manipolazione degli effluenti e rifiuti;
- laboratorio di controllo/analisi;
- servizio di pronto soccorso/seziona medica relativa;
- documentazione relativa ai movimenti nel sito di prodotti ad esso relativo.

Impianti misti

Sono gli impianti che sono individualmente riferiti a più di una parte dell' Annesso delle Verifiche della Convenzione e di cui all' art. VI della stessa.

Il termine vale anche per gli impianti polivalenti che producono,, nello stesso processo ma in punti differenti o in momenti diversi, composti classificabili in tabella 2 e tabella 3.

Comunque, il termine non si applica al caso di un impianto che produce un composto classificato in tabella 3 attraverso una reazione multi-step che riguardi la produzione di un composto DOC nella fase iniziale.

Allo stesso modo non si applica al caso in cui, durante la produzione di un composto classificabile in tabella 3, viene simultaneamente prodotta una bassa concentrazione di un composto classificabile in tabella 2 (in questo caso sarebbe classificato come impianto per composti in tab. 3 o tab. 2 a secondo delle regole applicate per basse concentrazioni).

Impianto a scala ridotta (SSSF)

E' definito cosi' un impianto unico pilota per la produzione di composti chimici di tabella 1 in quantita' annua superiore a 10 kg.

Impianto unico per scopi di difesa
E' definito cosi' un impianto unico, distinto da quello definito SSSF (nel senso che puo' non essere un impianto pilota cioe' a carattere discontinuo e di caratteristiche tecnico-costruttive limitative), per la produzione di composti chimici di tabella 1 per quantita' annue globali non superiore a 10 kg.

Scopi di difesa/protezione
Si definisce scopo di difesa quello direttamente relativo alla protezione contro sostanze chimiche tossiche e per la protezione contro armi chimiche.

Capacità di produzione di un impianto
E' definita come il quantitativo annuo potenzialmente producibile di un composto chimico sulla base del processo tecnologico attualmente usato o, se il processo non è ancora operativo, programmato per essere usato in un adeguato impianto di produzione.
La capacità produttiva può essere effettiva (da target) o teorica. E' effettiva quando e' assunta uguale a quella massima di target dell' impianto a regime nelle condizioni reali di ottimizzazione verificata su "corse" di prova ; viceversa in assenza di tale dato sara' assunta come capacita' produttiva quella teorica da progetto (design).

Quantità
Per quantità di un composto si intende la quantità reale.
Se i prodotti contengono meno del 100% del composto chimico, va dichiarata la quantità dello stesso (o la sua %) nel prodotto.

Tabella 1
La tabella 1 riguarda i composti chimici che hanno uso civile estremamente limitato e che sono considerati ad altissimo rischio in quanto possono essere utilizzati come armi chimiche o come precursori di armi chimiche.
Alcuni dei composti in essa elencati possono avere uso lecito, su piccola scala e per piccole quantità, nel settore farmaceutico, medico o della ricerca.

Tabella 2
La tabella 2 riguarda composti chimici che hanno un basso e medio uso industriale/commerciale e che sono considerati ad alto rischio in quanto possono essere usati come armi chimiche o come precursori di armi chimiche.

Tabella 3
La tabella 3 riguarda i composti chimici che hanno un alto uso industriale/commerciale e che sono considerati a rischio in quanto possono essere utilizzati come armi chimiche o come precursori di armi chimiche.

Composti Fuori tabella
Con questa definizione si intendono i composti DOC e PSF cosi' come precedentemente definiti.

Tab. 1
Abbreviazione di tabella 1.

Tab. 2
Abbreviazione di tabella 2

Tab. 3
Abbreviazione di tabella 3.

Cap. 3

REGOLE DI APPROSSIMAZIONE per I DATI NUMERICI

Per composti classificati in Tab. 1
Le quantita' che devono essere dichiarate vanno arrotondate con accuratezza del 1%.
Per quantita' minori o uguali ad 1 grammo o si usera' l' approssimazione ad 1 gr o alla prima cifra decimale della quantita' espressa in grammi.

Per composti classificati in Tab. 2, parte A e contrassegnati da un asterisco, *
per quantita > di 10 kg arrotondare al kg più prossimo;
per quantita minori di 10 kg e maggiori di 1 kg, arrotondare i dati alla prima cifra decimale della quantita espressa in kg (esempio : 2,66 kg = 2,7; 0,14 kg = 0,1 kg) ;
per quantità minori di 1 kg arrotondare alla seconda cifra decimale la quantità espressa in kg (esempio : 0,068kg = 0,07 kg).

Per composti classificati in Tab. 2, parte A
per quantita > di 100 kg arrotondare ai 10 kg più prossimi (esempio : 266kg = 270 kg, 244kg = 240kg);
per quantità minori di 100 kg arrotondare i dati al kg più prossimo.

Per composti classificati in Tab. 2, parte B
per quantità > di 10 tonnellate arrotondare alla tonnellata più prossima;
per quantita inferiori a 10 tonnellate e maggiori di 1 tonnellata, arrotondare al 0,1 ton più prossima (esempio: 2,66 tons = 2,7 tons; 0,14 tons = 0,1 tons);
per quantità inferiori a 1 tonnellata arrotondare alla seconda cifra decimale della quantità espressa in tons.

Per composti classificati in Tab. 3
per quantità maggiori di 10 tons arrotondare alla tonnellata più prossima;
per quantità inferiori alle 10 tons arrotondare a 0,1 tons più prossimi (esempio : 2,66 tons = 2,7 tons; 0,14 tons = 0,1 tons)

Per le coordinate geografiche

L' approssimazione va fatta al secondo piu' prossimo specificando anche il sistema geografico di riferimento.

Esempio : **Latitudine** 00(gradi) / 00(minuti) / 00 (secondi) (Nord o Sud)
esempio : 55/45/28/N

Longitudine **00(gradi) / 00(minuti) / 00 (secondi) (Est o Ovest)**
esempio : 005/32/53/E

Date

Le date vanno riportate nel seguente formato : CCYY-MM-DD.
Esempio : 1995-03-31

Periodi

I periodi vanno riportate nel seguente formato : CCYY-MM/CCYY-MM, dove il primo periodo indicato e' quello iniziale ed il secondo quello finale.
Esempio : 1994-08/1994-12

Cap. 4

TABELLE DEI CODICI

APP. 1 : Codici dei Paesi (Stati) da utilizzare per i dati import ed export

Paese	Codice
Afganistan	AFG
Albania	ALB
Algeria	DZA
Angola	AGO
Antigua e Barbuda	ATG
Argentina	ARG
Armenia	ARM
Australia	AUS
Austria	AUT
Azerbaijan	AZE
Bahamas	BHS
Bahrain	BHR
Bangladesh	BGD
Barbados	BRB
Belarus	BLR
Belgio	BEL
Belize	BLZ
Benin	BEN
Bhutan	BTN
Bolivia	BOL
Bosnia e Erzegovina	BIH
Botswana	BWA
Brasile	BRA
Brunei Darussalam	BRN
Bulgaria	BGR
Burkina Faso	BFA
Burundi	BDI
Cambogia	KHM
Cameroon	CMR
Canada	CAN
Isole di Capo Verde	CPV
Repubblica Centrale Africana	CAF
Ciad	TCD
Cile	CHL
Cina	CHN
Colombia	COL
Comora	COM
Isole di Cook	COK
Congo	COG
Costarica	CRI
Costa d' Avorio	CIV

segue App. 1 codici paesi	
Croazia	HRV
Cuba	CUB
Cipro	CYP
Repubblica Ceca	CZE
Repubblica del Popolo Democratico di Corea	PRK
Danimarca	DNK
Djibouti	DJI
Dominica	DMA
Repubblica Dominicana	DOM
Equador	ECU
Egitto	EGY
El Salvador	SLV
Guinea Equatoriale	GNQ
Estonia	EST
Etiopia	ETH
Fiji	FJI
Finlandia	FIN
Francia	FRA
Gabon	GAB
Gambia	GMB
Georgia	GEO
Germania	DEU
Ghana	GHA
Grecia	GRC
Grenada	GRD
Guatemala	GTM
Guinea	GIN
Guinea-Bissau	GNB
Guyana	GUY
Haiti	HTI
Città del Vaticano	VAT
Honduras	HND
Ungheria	HUN
Islanda	ISL
India	IND
Indonesia	IDN
Iran	IRN
Iraq	IRQ
Irlanda	IRL
Israele	ISR
Italia	ITA
Jamaica	JAM
Giappone	JPN
Giordania	JOR
Kazachistan	KAZ
Kenia	KEN
Kiribati	KIR
Kuwait	KWT
Kyrgyzstan	KGZ
Lao	LAO
Latvia	LVA
Libano	LBN

segue App. 1 codici Paesi	
Leshoto	LSO
Liberia	LBR
Libia	LBY
Liechtenstein	LIE
Lituania	LTU
Lussemburgo	LUX
Madagascar	MDG
Malawi	MWI
Malesia	MYS
Maldive	MDV
Mali	MLI
Malta	MLT
Isole Marshall	MHL
Mauritania	MRT
Mauritius	MUS
Messico	MEX
Micronesia	FSM
Principato di Monaco	MCO
Mongolia	MNG
Marocco	MAR
Mozambico	MOZ
Myanmar	MMR
Namibia	NAM
Nauru	NRU
Nepal	NPL
Olanda	ND
Nuova zelanda	NZL
Nicaragua	NIC
Niger	NER
Nigeria	NGA
Norvegia	NOR
Oman	OMN
Pakistan	PAK
Panama	PAN
Papua nuova guinea	PNG
Paraguay	PRY
Peru'	PER
Filippine	PHL
Polonia	POL
Portogallo	PRT
Qatar	QAT
Repubblica di Corea	KOR
Moldova	MDA
Romania	ROM
Federazione Russa	RUS
Ruanda	RWA
Saint Kitts and Nevis	KNA
Saint Lucia	LCA
Saint Vincent and The Grenadines	VCT
Samoa	WSM
Repubblica di San Marino	SMR
Sao Tome and Principe	STP

segue App. 1 codici Paese	
Arabia Saudita	SAU
Senegal	SEN
Seychelles	SYC
Sierra Leone	SLE
Singapore	SGP
Slovacchia	SVK
Slovenia	SVN
Isole Solomone	SLB
Somalia	SOM
Sud Africa	ZAF
Spagna	ESP
Sri Lanka	LKA
Sudan	SDN
Suriname	SUR
Swaziland	SWZ
Svezia	SWE
Svizzera	CHE
Siria	SYR
Tajikistan	TJK
Tailandia	THA
Togo	TGO
Tonga	TON
Trinidad e Tobago	TTO
Tunisia	TUN
Turchia	TUR
Turkmenistan	TKM
Tuvalu	TUV
Uganda	UGA
Ucraina	UKR
Emirati Arabi Uniti	ARE
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord	GBR
Tanzania	TZA
Stati Uniti d' America	USA
Uruguay	URY
Uzbekistan	UZB
Vanuatu	VUT
Venezuela	VEN
Vietnam	VNM
Yemen	YEM
Iugoslavia	YUG
Zaire	ZAR
Zambia	ZMB
Zimbawe	ZWE

APP. 3 : Codici per *attivita' principale dei siti e/o impianti dei siti*

Codice	Attivita' principale
B01	Produzione
B02	Lavorazione (applicazione di un processo fisico)
B03	Consumo (trasformazione chimica)
B04	Stoccaggio
B05	Riconfezionamento e distribuzione
B06	Ricerca e sviluppo

APP. 4 : Codici per individuazione gruppi di prodotti

Codice	Descrizione prodotti chimici
511	Idrocarburi e loro derivati alogenati, solfonati, nitrati o nitrosi
512	Alcoli, fenoli, fenoli-alcoli e loro derivati alogenati, solfonati, nitrati e nitrosi.
513	Acidi carbossilici e loro anidridi, alogenuri, perossidi e perossiacidi ; loro derivati alogenati, solfonati, nitrati e nitrosi
514	Composti a funzione azotata
515	Composti organici-inorganici, composti eterociclici, acidi nucleici e loro sali e solfonammidici
516	Altri composti chimici organici
522	Elementi chimici inorganici, ossidi e loro sali alogenati
523	Sali e perossosali metallici di acidi inorganici
524	Altri composti inorganici ; composti organici ed inorganici di metalli preziosi
525	Elementi chimici radioattivi e loro composti
531	Sostanze coloranti organiche sintetiche, lacche coloranti; preparazioni a base di lacche coloranti
532	Estratti per la concia o per la tinta, prodotti sintetici per la concia
533	Pigmenti, pitture, smalti, e prodotti collegati
541	Prodotti farmaceutici e medicinali diversi dai medicamenti del gruppo 542
542	Medicamenti inclusi quelli per usi veterinari
551	Oli essenziali , fragranze, aromi e profumi
553	Preparazioni per profumeria o per toeletta o preparazioni cosmetiche (escluso i saponi)
554	Saponi, preparazioni per pulizia e lucidatura
562	Concimi (diversi dal gruppo 272)
571	Polimeri dell' etilene, in forme primarie
572	Polimeri dello stirene in forme primarie
573	Polimeri di cloruro di vinile o altre olefine alogenate in forme primarie
574	Poliacetali, altri polieteri e resine epossidiche, in forme primarie; Policarbonati, resine alchidiche, poliesteri allilici ed altri poliesteri
575	Altre materie plastiche in forme primarie
579	Cascami, ritagli e avanzi di materie plastiche
581	Tubi e loro accessori di materie plastiche
582	Lastre, fogli, pellicole , strisce e lamine di plastica
583	Monofilamenti la cui dimensione massima della sezione trasversale e' superiore a 1 mm; verghe, bastoni e profilati anche lavorati in superficie, ma non altrimenti lavorati, di materie plastiche
591	Insetticidi, rodenticidi, fungicidi, erbicidi, inibitori di germinazione e regolatori di crescita per piante, disinfettanti e prodotti simili presentati in forme o in imballaggi per la vendita al minuto oppure allo stato di preparazioni o in forma di oggetti (quali nastri, stoppini e candele solforate e carte moschicide)
592	Prodotti a base di amidi o di fecole inulina e glutine di grano; sostanze albuminoidi; colle
593	Esplosivi e prodotti pirotecnici
597	Additivi preparati per oli minerali e prodotti similari; liquidi preparati per trasmissioni idrauliche; preparazioni antigelo e preparati per lo sbrinamento; preparati lubrificanti
598	Prodotti chimici vari
599	Altri

APP. 5 : Codici per Scopi di produzione per composti dichiarati in tabella 3

Codici	Scopi di produzione
B11	Trasformazione in linea alla produzione (uso captivo)
B12	Stoccaggio e o uso nel sito come intermedio di sintesi
B13	Trasferimento ad altra industria

APP. 6 : Codici per assegnazione delle fasce di produzione per composti dichiarati in tabella 3

Codici	Fasce di produzione
B21	30 <= P < 200 tons
B22	200 <= P < 1.000 tons
B23	1.000 <= P < 10.000 tons
B24	10.000 <= P < 100.000 tons
B25	P > 100.000 tons

APP. 7 : Codici per assegnazione fasce di produzione dei siti dichiarati relativamente alla produzione di composti DOC e PSF

Codici	Fasce di produzione (R=produzione annuale di tutti i composti chimici classificati come DOC)
B31	200 <= R < 1.000 tons
B32	1.000 <= R < 10.000 tons
B33	R > 10.000 tons

APP. 8 : Codici per dichiarare gli scopi relativi alla produzione, lavorazione e consumo dei composti chimici di tabella 1

Codici	Fasce di produzione
C01	Ricerca
C02	Medicinali
C03	Farmaceutici
C04	Protezione
C05	Eliminazione rifiuti
C06	Produzione di altri composti di tabella 1

98A0691

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

DIPARTIMENTO DEL TURISMO

Avviso relativo alla pubblicazione dell'elenco dei progetti ammessi al contributo per la costituzione di centri per lo sviluppo del turismo culturale nell'ambito del Programma operativo multiregionale «Sviluppo e valorizzazione del turismo sostenibile nelle regioni dell'obiettivo 1» - sottoprogramma I - Misura 5 «Servizi per il turismo culturale».

Si dà notizia che nel Bollettino ufficiale del Dipartimento del turismo è in corso di pubblicazione il decreto del 4 dicembre 1997 del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, con delega per il turismo, relativo al primo elenco di progetti definitivamente ammessi al contributo per la costituzione di centri per lo sviluppo del turismo culturale nell'ambito del Programma operativo multiregionale «Sviluppo e valorizzazione del turismo sostenibile nelle regioni dell'obiettivo 1» - sottoprogramma 1 - Misura 5 «Servizi per il turismo culturale».

98A0692

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Cambi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo dalla Banca d'Italia ai sensi della legge 12 agosto 1993, n. 312, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1993, adottabili, fra l'altro, dalle amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 3 febbraio 1998

Dollaro USA	1797,62
ECU	1947,00
Marco tedesco	987,16
Franco francese	294,53
Lira sterlina	2949,00
Fiorino olandese	875,78
Franco belga	47,838
Peseta spagnola	11,647
Corona danese	259,04
Lira irlandese	2484,31
Dracma greca	6,238
Escudo portoghese	9,646
Dollaro canadese	1235,82
Yen giapponese	14,287
Franco svizzero	1218,73
Scellino austriaco	140,30
Corona norvegese	237,64
Corona svedese	222,48
Marco finlandese	326,31
Dollaro australiano	1232,09

98A0792

PREFETTURA DI TRIESTE

Ripristino di cognomi nella forma originaria

Su istanza del signor Viljam Lorenzi di Mario, nato a Trieste il 22 gennaio 1967, residente a Trieste, strada per Longera n. 334, nipote del signor Giuseppe Lavrenčič, nato a Trieste l'8 febbraio 1897, intesa ad ottenere il ripristino nella forma originaria di «Lavrenčič» del suo cognome, ai sensi degli articoli 1 e 2 della legge n. 114/1991, con provvedimento n. 1.13/2-26 di data 13 gennaio 1998 è stato revocato, limitatamente agli effetti prodotti nei confronti dell'istante, il decreto prefettizio n. 11419/4172 di data 31 ottobre 1933 con il quale il cognome del signor Giuseppe Lavrenčič, nato a Trieste l'8 febbraio 1897, venne ridotto nella forma italiana di «Lorenzi», a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, convertito in legge 24 maggio 1926, n. 898.

Il cognome del signor Viljam Lorenzi è pertanto ripristinato nella forma originaria di «Lavrenčič» ai sensi dell'art. 1 della legge 28 marzo 1991, n. 114.

Il sindaco del comune di Trieste è incaricato di provvedere a tutti gli adempimenti di cui all'art. 4 della legge n. 114/1991 ed alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Su istanza dei signori Stefano Paoletti, nato a Genova, il 28 febbraio 1963, residente a Milano, via Orti n. 16 e Luca Paoletti, nato a Genova, il 13 agosto 1965, residente a Genova, via San Luca d'Albaro n. 12/1, nipoti del signor Giuseppe Paulettich (Pavletic), nato a Trieste, il 31 luglio 1903, intesa ad ottenere il ripristino nella forma originaria di «Pavletic» del loro cognome, ai sensi degli articoli 1 e 2 della legge n. 114/1991, con provvedimento n. 1.13/2-15 di data 13 gennaio 1998 è stato revocato, limitatamente agli effetti prodotti nei confronti degli istanti, il decreto prefettizio n. 11419/12353 di data 24 luglio 1928 con il quale il cognome del signor Ernesto Paulettich (Pavletic), nato a Trieste, il 31 luglio 1903, venne ridotto nella forma italiana di «Paoletti», a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, convertito in legge 24 maggio 1926, n. 898.

Il cognome dei signori Stefano e Luca Paoletti è pertanto ripristinato nella forma originaria di «Pavletic» ai sensi dell'art. 1 della legge 28 marzo 1991, n. 114.

Il sindaco del comune di Genova è incaricato di provvedere a tutti gli adempimenti di cui all'art. 4 della legge n. 114/1991 ed alla notificazione del presente decreto al signor Luca Paoletti.

Il sindaco del comune di Milano è incaricato di provvedere a tutti gli adempimenti di cui all'art. 4 della legge n. 114/1991 ed alla notifica del presente decreto al signor Stefano Paoletti.

98A0713

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*. I relativi comunicati sono pubblicati ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, e degli articoli 14, 15 e 18 del decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

ERRATA-CORRIGE

Comunicato relativo alla deliberazione del Comitato interministeriale per la programmazione economica 5 agosto 1997 concernente: «Legge 23 gennaio 1992, n. 32. Ulteriore riparto fondi residui. (Deliberazione n. 173/97)». (Deliberazione pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 250 del 25 ottobre 1997).

Nell'allegato 3 alla deliberazione citata in epigrafe, alla pag. 14, al 1° rigo del prospetto in corrispondenza di Aquilonia», dove è scritto: «*1.998*», leggasi: «*-1.998*».

98A0720

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

CHIETI
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via A. Herio, 21
L'AQUILA
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A
LANCIANO
LITOLIBROCARTA
Via Ferro di Cavallo, 43
PESCARA
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)
SULMONA
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonvallazione Occidentale, 10

BASILICATA

MATERA
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69
POTENZA
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

CATANZARO
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27
COSENZA
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 51/53
PALMI
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31
REGGIO CALABRIA
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C
VIBO VALENTIA
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

ANGRI
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11
AVELLINO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30/32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47
BENEVENTO
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71
CASERTA
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29/33
CASTELLAMMARE DI STABIA
LINEA SCUOLA S.a.s.
Via Raiola, 69/D
CAVA DEI TIRRENI
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
ISCHIA PORTO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo
NAPOLI
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168/170
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20/23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
NOCERA INFERIORE
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;
POLLA
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi
SALERNO
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

BOLOGNA
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
EDINFORM S.a.s.
Via Farini, 27
CARPI
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15
CESENA
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5
FERRARA
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16/18
FORLÌ
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12
MODENA
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Emilia, 210
PARMA
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D
PIACENZA
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160
RAVENNA
LIBRERIA RINASCITA
Via IV Novembre, 7
REGGIO EMILIA
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M
RIMINI
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

GORIZIA
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16
PORDENONE
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A
TRIESTE
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
UDINE
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

FROSINONE
CARTOLIBRERIA LE MUSE
Via Marittima, 15
LATINA
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28/30
RIETI
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
ROMA
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Pretura Civile, piazzale Clodio
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68/70
SORA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4
TIVOLI
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10
VITERBO
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Pietrare

LIGURIA

CHIAVARI
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37/38
GENOVA
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R
IMPERIA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Viale Matteotti, 43/A-45
LA SPEZIA
CARTOLIBRERIA CENTRALE
Via dei Colli, 5

LOMBARDIA

BERGAMO
LIBRERIA ANTICA E MODERNA
LORENZELLI
Viale Giovanni XXIII, 74
BRESCIA
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13
BRESSO
CARTOLIBRERIA CORRIDONI
Via Corridoni, 11
BUSTO ARSIZIO
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4
COMO
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15
NANI LIBRI E CARTE
Via Cairoli, 14
CREMONA
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72
GALLARATE
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Piazza Risorgimento, 10
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8
LECCO
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Corso Mart. Liberazione, 100/A
LODI
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32
MANTOVA
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32
MILANO
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 15
MONZA
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4
SONDRIO
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

VARESE
LIBRERIA PIROLA DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

ANCONA
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5/6
ASCOLI PICENO
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
MACERATA
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
PESARO
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
S. BENEDETTO DEL TRONTO
LA BIBLIOFILA
Viale De Gasperi, 22

MOLISE

CAMPOBASSO
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81/83
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

PIEMONTE

ALBA
CASA EDITRICE ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
ALESSANDRIA
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
ASTI
LIBRERIA BORELLI
Corso V. Alfieri, 364
BIELLA
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
CUNEO
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
NOVARA
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
TORINO
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
VERBANIA
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

PUGLIA

ALTAMURA
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
BARI
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
BRINDISI
LIBRERIA PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
CERIGNOLA
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
FOGGIA
LIBRERIA ANTONIO PATIERNO
Via Dante, 21
LECCE
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
MANFREDONIA
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
MOLFETTA
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24

TARANTO
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

CAGLIARI
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32
ORISTANO
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
SASSARI
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11

SICILIA

ACIREALE
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8/10
AGRIGENTO
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
ALCAMO
LIBRERIA PIPITONE
Viale Europa, 61
CALTANISSETTA
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
CASTELVETRANO
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106/108
CATANIA
LIBRERIA ARLIA
Via Vittorio Emanuele, 62
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
ENNA
LIBRERIA BUSCEMI
Piazza Vittorio Emanuele, 19
GIARRE
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132/134
MESSINA
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
PALERMO
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15/19
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FLACCOVIO DARIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
S. GIOVANNI LA PUNTA
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
TRAPANI
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

AREZZO
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
FIRENZE
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84/86 R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46 R
GROSSETO
NUOVA LIBRERIA S.n.c.
Via Mille, 6/A
LIVORNO
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23/27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
LUCCA
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45/47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
MASSA
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
PISA
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
PISTOIA
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
PRATO
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
SIENA
LIBRERIA TICCI
Via Terme, 5/7
VIAREGGIO
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

TRENTO
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

FOLIGNO
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
PERUGIA
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
TERNI
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

CONEGLIANO
CARTOLERIA CANOVA
Corso Mazzini, 7
PADOVA
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
ROVIGO
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
TREVISO
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
VENEZIA
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
VERONA
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
VICENZA
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11